

**CONSTITUTION DE  
L'ANGLETERRE,  
OU ETAT DU  
GOUVERNEMENT  
ANGLAIS, ...**

---



B 14

4

108

BIBLIOTECA NAZIONALE  
CENTRALE - FIRENZE



# CONSTITUTION

*DE*

L'ANGLETERRE.

---

*TOME PREMIER.*

---







I L DE LOIME

San Louis

# CONSTITUTION

DE

L'ANGLETERRE,

OU

ÉTAT du Gouvernement Anglais ;  
comparé avec la forme républicaine &  
avec les autres monarchies de l'Europe.

PAR M. DE LOLME,

Membre du Conseil des Deux-Cent de la République  
de GENÈVE.

Nouvelle édition entièrement revue & corrigée sur la  
quatrième édition anglaise , dédiée au Roi d'Angle.  
& ornée du portrait de l'Auteur.

---

*Ponderibus librata suis. . . . .*

OVID. Métam. L. I. 13.

---

TOME PREMIER.



A GENÈVE,



Chez BARDE, MANGET & Compagnie,  
Imprimeurs-Libraires.

Et à PARIS, chez les principaux Libraires.

---

M. DCC. XCII.

B-14. 4.108

---

# A U R O I.

S I R E ;

*L'accueil gracieux que le Public  
a bien voulu faire à cet Ouvrage,  
Et la nature de son Sujet, me font  
prendre la liberté d'en mettre une*

*a iij*

quatrième édition augmentée aux  
pieds de V. M. comme un hom-  
mage qui lui est dû, & pour  
témoigner mon désir que ce livre ait  
le bonheur d'attirer, pendant quel-  
ques instans, l'attention d'un Prince  
qui possède d'aussi vastes connois-  
sances, & dont les lumières sont  
si étendues.

Votre règne, SIRE, a, depuis  
nombre d'années, & en diverses  
rencontres, prouvé que, quoique la  
Sagesse humaine ne puisse pas tou-  
jours prévenir les difficultés, assisté  
du courage & d'une noble émula-

# DÉDICATOIRE. vii

tion, elle peut néanmoins réussir à les terminer plus heureusement qu'il ne paroïssoit d'abord possible de s'y attendre, & même les faire servir à des vues plus utiles.

Suivant le cours ordinaire de la Nature, V. M. n'a encore vu que la plus petite partie de l'espace qui doit remplir son règne : que celle qui lui reste à parcourir procure à V. M. un degré de satisfaction qui réponde aux vertus qui la font chérir & respecter tant en public qu'en particulier, à ce désintéressement dans la manière de gouverner,

VIII      É P I T R E , &c.

*Et à cette exactitude à observer si  
ponctuellement ce qu'elle a promis  
à son Peuple ! Ce sont les vœux  
Sincères de celui qui ose se dire avec  
un très-profond respect,*

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le très-humble, très-dévoué serviteur,  
& depuis plusieurs années sujet par choix,

J. L. DE LOLME.

---

## AVERTISSEMENT.

L'OUVRAGE sur la constitution de l'Angleterre, dont on donne ici une nouvelle édition au public, fut d'abord écrit en français & publié en Hollande. Plusieurs personnes m'ont demandé comment j'avois pu penser à traiter un pareil sujet ? Ma réponse étoit que dans ce pays, une des premières choses qui attirent l'attention d'un étranger accoutumé à observer les objets qui se présentent, c'est la singularité de son gouvernement. Outre cela je venois d'être témoin des dissensions qui avoient, pendant quelque temps, troublé la république dans laquelle j'ai pris naissance, & de la révolution qui les a terminées. Des changemens si considérables dans un Etat qui, quoique petit, est indépendant, & renferme en lui-même les principes qui le font agir, avoient dû naturellement me donner quelque notion de la théorie des gouvernemens : à la faveur de ce secours & de quel-

X *AVERTISSEMENT.*

ques dispositions que j'ai reçues de la nature , je me suis vu en état d'exécuter mon entreprise avec assez de succès. J'avois vingt-sept ans lorsque je vins pour la première fois dans ce pays; & il n'y avoit qu'une année que j'y étois quand je commençai mon ouvrage : je le publiai environ neuf mois après, & j'ai été étonné depuis d'avoir commis si peu de fautes. Il est certain que ce fut un bonheur pour moi, d'éviter d'approfondir les matières que je ne connoissois pas assez.

Mon livre fut mieux reçu dans le Continent que je ne m'en étois flatté ; car on en a fait successivement plusieurs éditions Il a été approuvé ici, même par des gens de partis opposés, ce qui n'étoit pas peu de chose pour un ouvrage où il est question de systèmes politiques. S'il est vrai qu'il y eut quelque liaisons & quelque clarté dans les preuves, & qu'elles eussent quelquefois le mérite de la nouveauté, je pense que cet ouvrage pouvoit être utile, eut égard à l'épo-

que dans laquelle il a été publié, qui étoit, sans aucun dessein prémédité de ma part, celle où les dissensions de l'Angleterre avec ses colonies commençoient à devenir sérieuses. Un ouvrage qui refutoit en grande partie, pour ne pas dire entièrement, les préjugés politiques qui tendoient à la désunion de l'empire britannique ( & c'est ce qui a été avoué par des personnes revêtues des plus grands emplois ) auroit dû valoir à l'auteur des encouragemens essentiels ; du moins sa publication n'auroit pas dû lui attirer des désagrémens. Quand mon édition anglaise, très-augmentée, fut en état d'être mise sous presse ; si j'avois dit aux ministres, que, faute d'avoir de quoi fournir aux frais de l'impression, j'allois jeter mon ouvrage au feu, je ne fais ce qu'on m'auroit répondu ; mais je crois fermement que si on avoit présenté à Charles I ou à ses ministres, dans un certain période de ce règne, de semblables preuves en faveur de l'administration actuelle de l'Angleterre,

## XII *AVERTISSEMENT.*

contre les principes républicains, ils auroient très-volontiers fourni aux frais de l'impression. Faute d'être encouragé par les grands ( & même par les libraires ), j'eus recours à une souscription ; & la ferme espérance où j'étois de réussir, montre combien peu je connoissois encore ce pays. (1)

---

(1) Quant à deux souscripteurs en particulier sur lesquels je comptois, j'avoue que je fus bien trompé. — Quoique tous les libraires de Londres eussent d'abord refusé de se charger de mon édition anglaise ( quoique la française fût très-connue ) : dès l'instant où je parlai de souscription, je trouvai que deux d'entr'eux, qui vivent encore, avoient commencé à la traduire, sous les auspices, me dirent-ils, d'un illustre lord qu'ils me nommèrent, & qui avoit, peu d'années auparavant, rempli un des postes les plus éminens de la cour. Je leur donnai dix livres sterlings pour les engager à renoncer à leur entreprise, pour laquelle ils me dirent qu'ils avoient déjà déboursé quelque argent. Si l'illustre lord en question m'avoit fait la grâce de se mettre au nombre de mes souscripteurs, j'aurois annoncé partout la générosité & la munificence de mon patron ; mais comme il n'a pas jugé à propos de le faire, je me contenterai d'observer qu'il m'en a coûté dix livres ster-

Après avoir parlé des contre-temps que mon livre a essuyé, il est cependant juste que je fasse aussi mention des avantages qui m'en sont revenus. D'abord, comme je l'ai dit plus haut, des personnes de distinction ont bien voulu l'approuver; ce dont je prens occasion

---

lings, parce qu'il a recommandé mon ouvrage à un libraire.

Dans le temps que j'invitois dans les papiers publics, à souscrire pour mon édition anglaise, on me demanda un exemplaire de la française pour un illustre comte qui jouissoit dans ce tems-là d'un poste éminent dans l'état. Comme il ne s'en trouvoit point alors chez aucun libraire de Londres, je donnai le seul que j'avois, ce qui m'obligea d'en emprunter un pour travailler à l'édition anglaise; & j'ajoutai que j'espérois que sa seigneurie voudroit bien m'honorer de sa souscription. Cependant je fus encore frustré de mes espérances à cet égard. Un homme de rang, qui continue à desservir un poste assez considérable à la cour, m'ayant dit par hasard, une année après, que l'illustre lord, dont il est fait ici mention, lui avoit prêté mon exemplaire français, je ne doutai pas un moment que ce livre ne fût parvenu à sa seigneurie; c'est pourquoi je me hasardai de lui écrire pour le faire souvenir que l'ouvrage en question n'avoit pas été payé, m'excusant de la liberté que je

de leur témoigner ici mes très-humbles remerciemens. En second lieu, lorsque les obstacles qui avoient accompagné & suivi la publication de mon livre eurent été levés, je commençai à partager avec les libraires le profit qui revenoit de la vente. Il est vrai que je le regardai comme bien mince, & venant

---

prenois sur les circonstances dans lesquelles ma dernière édition anglaïse avoit été publiée, ce qui ne me permettoit pas de perdre un seul exemplaire. Il faut que je rende justice à sa seigneurie (qui est de plus chevalier de la Jarretière), en reconnoissant qu'environ une semaine après, il fit remettre deux demi écus pour moi chez un libraire dans Fleet-Street; une dame en carosse les apporta, & s'en fit donner quittance. Comme c'étoit, sur le rapport du libraire, une dame du bon ton, sans être *Paireffe*, je fus très-mortifié de ne m'être pas trouvé là pour faire le reçu moi-même.

Tout en parlant de la grande exactitude de l'illustre comte, je pense qu'il m'est permis de dire un mot à ma propre louange. J'attendis pour incommoder sa seigneurie, que j'eusse été informé qu'on lui avoit fait une pension de quatre mille livre sterlings, (j'aurois fort souhaité que dans ce temps-là mes créanciers eussent eu la même indulgence pour moi), & je lui donnai encore le temps de recevoir le premier quartier.

à pas de tortue ; mais je considérai que ce n'étoit que les plaintes ordinaires que chaque commerçant fait sur les profits, comme en font aussi les grands à propos de leurs pensions & de leurs revenus. Au bout de quelques années, le produit de la vente en question monta à une certaine somme proportionnée au volume de l'ouvrage. Enfin, je dois ajouter au nombre des *faveurs* que j'ai reçues, la permission qu'on m'a donnée de continuer à vendre mon livre, sans qu'on m'ait objecté que je n'avois pas fait un apprentissage régulier, & sans être molesté par l'Inquisition.

Plusieurs auteurs ont jugé à propos de rapporter dans des écrits, publiés seulement après leur mort, les avantages qu'ils avoient recueilli de leurs ouvrages : quant à moi j'ai pensé tout autrement ; &, craignant que sur la fin de mes jours je ne sois occupé d'autres choses, j'ai préféré de raconter à présent mes succès dans ce pays, & d'en voir imprimer

la relation pendant que je suis encore en vie.

J'ajouterai à ce narré ( quoiqu'il plaise au lecteur d'en penser ), quelques observations d'un genre un peu plus sérieux en faveur des personnes qui , se sentant quelques talens , sont négligés par les gens qui sont le plus dans le cas de leur rendre service , & n'en reçoivent au contraire que des mortifications. Espérer que les hommes en général veuillent s'employer sérieusement à faire valoir les talens de leurs semblables , c'est à quoi l'on ne doit nullement s'attendre. Se faire écouter de ses connoissances & leur faire approuver ses idées , c'est là le souhait de tous les hommes. Répandre ses idées plus loin dans le public , par le moyen de la presse ou de quelqu'autre manière , c'est l'objet d'une vraie ambition : non que cette ambition soit toujours proportionnée aux talens de ceux qui en sont animés ; bien loin de-là. Quand il s'agit de l'approbation du public , toutes personnes , de quelque condition qu'elles soient , se regardent

*AVERTISSEMENT.*      **XVII**

dent comme engagées dans la même lice ,  
& comme prétendans aux mêmes avantages :  
grands & petits, tous sont à cet égard dans  
un état d'égalité naturelle ; & ceux qui ont  
le plus de sujet d'espérer quelque distinction ,  
ne doivent pas s'attendre à être beaucoup  
plus favorisés que les autres.

Ce désir de communiquer ses idées & de  
se faire approuver du public avoit beaucoup  
d'empire parmi les grands de la république  
de Rome , & ensuite chez les empereurs qui  
leur ont succédé , quelque imparfaits que fus-  
sent les moyens employés alors pour parve-  
nir à ce but , comparativement à ceux qui  
sont en usage aujourd'hui. Le même désir  
s'est fait remarquer avec non moins de force  
chez les rois modernes de l'Europe , pour  
ne pas parler des autres parties du monde ;  
& l'on pourroit produire une longue liste d'au-  
teurs couronnés. Les ministres , surtout après  
avoir perdu leurs emplois , n'ont pas témoi-  
gné un moindre désir que leurs maîtres , de

*Tome I.*

*b*

XVIII *AVERTISSEMENT.*

convaincre le public de leur grande habileté. Des hommes distingués par toute sorte de titres ont grossi la liste , & pour nous borner au pays où nous sommes , on ne peut que le ranger dans la même classe. Les grands , & en général ceux qui sont à la tête du peuple , n'y sont pas moins empressés à apprendre quel effet ont produit leurs discours , ou quel a été le succès des ouvrages dont ils ont bien voulu de temps en temps favoriser le public ; & il n'y en a aucun qui ne souhaite au fond du cœur d'obtenir quelque louange sur son mérite personnel , & sur le savoir dont il a voulu laisser un monument au public.



Cet ouvrage reçut plusieurs augmentations ; dans le temps que j'en donnai la première édition anglaise. Outre une division plus exacte des chapitres , on y a inséré plusieurs nouvelles notes & quelques paragraphes ; par exemple , dans le chapitre XI du II<sup>m</sup>e. livre , qui a été augmenté de trois chapitres , les

XV, XVI & XVII, ces trois chapitres n'ayant jamais été écrits par moi en français, on les a inférés dans la troisiéme édition qui s'est faite à Amsterdam, après avoir été traduits par une personne que le libraire hollandais a employée pour cela : comme je n'ai jamais eu occasion de voir un exemplaire de cette édition, je ne saurois dire si le traducteur a bien ou mal réussi. M'étant maintenant défait du privilége de pouvoir faire imprimer & vendre mon livre, j'y ai encore ajouté quatre nouveaux chapitres (X & XI, livre I, XIX & XX, livre II.) pour le compléter entièrement.

Dans un de ces nouveaux chapitres ( le XXII<sup>e</sup>. livre II ) il est fait mention d'une circonstance particulière au gouvernement anglais, considéré comme monarchie; savoir, la solidité du pouvoir de la couronne. Pour preuve de cela, on y remarque que tous les monarques qui ont existé, dans quelque partie du monde que ce soit, n'ont jamais pu

se soutenir contre certains sujets puissans , sans le secours de troupes réglées toujours sous leurs ordres ; pendant qu'il est clair qu'en Angleterre l'autorité de la couronne n'a pas besoin d'un semblable appui. Les rois anglais n'avoient qu'une simple garde de quelques vingtaines d'hommes , lors même que leur pouvoir , & l'usage qu'ils en faisoient quelquefois , égaloient tout ce qui a jamais été rapporté des empereurs romains les plus absolus.

La cause de cette singularité dans le gouvernement anglais se trouve , à ce qui est dit dans le même chapitre , dans ce que les grands , ou ceux qui jouissent de quelque prééminence dans le royaume , sont divisés en deux assemblées distinctes ; & conséquemment dans les principes sur lesquels cette division est formée. Vouloir démontrer cette assertion autrement que par des faits ( comme on le voit dans le chapitre en question ) , ce seroit s'engager dans des difficultés que le

leur ne prévoit guère. En général, la politique considérée comme une *science exacte*, c'est-à-dire, comme étant susceptible de démonstration active, est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit peut-être. La connoissance de l'homme, sur laquelle cette science avec ses axiomes & ses définitions préliminaires devoit être fondée, est encore aujourd'hui dans un état d'imperfection qui a droit d'étonner. L'homme est encore inconnu à lui-même, & on peut en citer pour exemple que jusqu'ici on n'a pu donner aucune solution passable de ce phénomène moral si fréquent, la faculté de rire, qui appartient à toute l'espèce humaine ; comme aussi ce sentiment si actif & si compliqué qu'un sexe ressent pour l'autre, & qui est encore un mystère également inexplicable.

Pour finir cette digression, qui peut très-bien servir de préface, j'ajouterai seulement que les spectateurs qui voudront s'amuser à chercher la démonstration du théorème

## XXII *AVERTISSEMENT.*

politique dont il est parlé plus haut, se verront engagés à parcourir un vaste champ d'observations auxquelles ils s'attendent peu ; & à mesure qu'ils avanceront dans la recherche de cette démonstration, la science, qu'on nomme ordinairement métaphysique, ne leur paroîtra que très-superficielle ; ils s'appercevront de plus que les mathématiques, ou du moins les raisonnemens qu'on y a jusqu'ici employés, ne sont pas si exempts d'erreurs qu'on l'a cru (1).

Ces quatre chapitres ajoutés à la présente

---

(1) Certaines erreurs qu'on n'a pas découvertes sont en plusieurs cas composées par d'autres, qui sont également imperceptibles.

Continuant à me prévaloir de l'indulgence à laquelle un auteur à droit de prétendre dans une préface, je dirai, pour expliquer plus clairement la singularité de l'administration de la Grande-Bretagne, dont j'ai déjà dit un mot, & dont il sera encore parlé dans la suite de cet avertissement, qu'on peut considérer un gouvernement comme un grand ballet dans lequel, comme dans les autres, tout dépend de la disposition des figures.

édition ( le X & XI, livre I, ) contiennent, entr'autres choses, quelques observations sur les tribunaux d'équité, dans lesquelles je souhaite ne m'être pas trompé : des deux autres, l'un ( le XIX<sup>e</sup>. livre II. ) contient quelques remarques sur les tentatives que l'on pourroit faire en diverses circonstances, pour mettre de nouvelles bornes à l'autorité de la couronne ; & dans le XXI<sup>e</sup>. on donne quelques idées générales sur le droit de lever des impôts, & sur les prétentions des colonies américaines à cet égard. D'autres observations que je pourrai faire à l'avenir sur le gouvernement de l'Angleterre, comme par exemple une comparaison de ce gouvernement avec ceux des divers Etats du Continent, & un examen de la différence qui en est résultée relativement aux mœurs des habitans de cette isle, doivent faire le sujet d'un autre ouvrage, si jamais j'entreprends de traiter encore ces matières. Quant aux troubles de

XXIV    *A*VERTISSEMENT.

L'Amérique, ce que je pourrai en dire entrera dans un ouvrage que je me propose de publier un jour, sous le titre d'*Histoire de George III, Roi d'Angleterre*, ou peut-être d'*Histoire d'Angleterre depuis l'année 1765* (qui est celle où l'on mit l'impôt sur le papier timbré en Amérique) *jusqu'à l'année 1781* (1). Je désigne ainsi l'époque qui mettra fin à la présente querelle (2).

(P. S.) Nonobstant le dessein que je m'étois proposé, comme je l'ai dit précédemment, de ne plus rien ajouter à cet ouvrage, j'ai cru nécessaire, dans cette nouvelle édition, de rendre un peu plus complet le XVII<sup>e</sup>. chapitre, livre II, *sur les principaux fondemens de la monarchie anglaise, considérée comme monarchie*, ayant pensé

---

(1) Novembre 1781.

(2) Un certain ouvrage écrit en français, sur les troubles de l'Amérique, m'a été, à ce que l'on m'a dit, attribué dernièrement, quoique je n'y aie eu aucune part.

qu'on n'en comprendroit peut-être pas bien le vrai but ; &, en effet, ce chapitre ne contenoit guère que des essais sur le sujet qui y est traité : tout en écrivant, j'ai étendu mon travail plus que je ne pensois, ce qui a ajouté à ce chapitre environ 160 pages au-delà de ce qu'il contenoit dans l'édition précédente ; de sorte qu'il fait seul presque un ouvrage séparé. Le lecteur y trouvera plusieurs nouveaux exemples remarquables, tendant à prouver par le fait l'existence de la stabilité du pouvoir exécutif de la couronne en Angleterre ; & surtout un détail beaucoup plus circonstancié des avantages qui résultent de cette stabilité en faveur de la liberté générale (1).

---

(1) Pour satisfaire les lecteurs qui aiment savoir précisément en quoi l'édition d'un ouvrage diffère d'une autre, je dirai qu'outre les augmentations importantes mentionnées ci-dessus, on a ajouté à celle-ci plusieurs pages au XVIII<sup>e</sup>. chapitre, quelques notes dans le cours de l'ouvrage, & on a fait d'autres corrections essentielles qui rendent cette édition beaucoup plus ample que les précédentes.

On peut considérer ces avantages sous neuf points de vue : 1°. Les nombreuses restrictions que l'autorité du gouvernement peut souffrir, & la grande liberté qu'elle laisse aux sujets à ses propres dépens. — 2°. La liberté de parler & d'écrire, portée au point où elle est en Angleterre. — 3°. La liberté illimitée des débats dans le Corps législatif. — 4°. L'union constante de tous les ordres de sujets contre les prérogatives du pouvoir exécutif que celui-ci peut admettre & supporter. — 5°. La liberté qu'ont tous les sujets de prendre une part active dans les affaires du gouvernement. — 6°. L'exacte impartialité avec laquelle la justice est rendue à tout individu, sans distinction de personnes. — 7°. La douceur des lois pénales, tant dans les châtimens que dans le fréquent pardon des délits. — 8°. L'obligation où est le pouvoir exécutif de suivre strictement la lettre de la loi. — 9°. Enfin l'inutilité d'une armée pour maintenir les

droits de la couronne; & pour une preuve de cette vérité, la singulière dépendance où le pouvoir militaire est du civil.

Les avantages dont je viens de faire l'énumération sont particuliers au gouvernement anglais. Vouloir en procurer de pareils, ou les faire passer dans d'autres pays avec le même degré d'étendue où ils sont portés en Angleterre, sans les accompagner en même temps de tout l'ordre & de l'entière réunion de toutes les circonstances qui caractérisent le gouvernement de ce royaume, se proposer un tel but, dis-je, seroit s'exposer à d'inutiles tentatives. Il paroît déjà impraticable de conserver plusieurs branches de la liberté dont jouit l'Angleterre, dans les nouvelles républiques américaines. La nation irlandaise a réussi depuis peu à imiter plusieurs réglemens importans de l'administration de ce pays-ci, & paroît souhaiter beaucoup de rendre la ressemblance complète : cependant, il est possible qu'elle

rencontre plusieurs obstacles à ses efforts, qui ne se trouvent pas en Angleterre malgré le très-grand rapport qui existe d'ailleurs en général entre les deux royaumes; & même pourroit-on ajouter, malgré le pouvoir imposant & le crédit que la couronne acquiert par ses domaines dans la Grande-Bretagne, à la faveur desquels elle défend ses droits en Irlande, & prévient l'anarchie. Je dis le rapport *en général* qui se trouve entre les deux royaumes; car il est impossible que cette ressemblance soit défectueuse quant à certains points importans; cependant c'est là un sujet dont je ne me hasarderai pas de parler, parce qu'il ne m'est pas suffisamment connu.

J'ai laissé, dans toutes les éditions anglaises de cet ouvrage, le dernier chapitre qui concerne la nature des *divisions qui ont lieu dans ce pays*, tel que je l'ai écrit d'abord en français. Quant à la manière exacte dont se conduisent les débats en parlement, &

dont il est fait mention, je ne pourrois en dire plus à présent qu'alors, vu que je n'ai jamais eu occasion d'entrer dans aucune des deux chambres. A l'égard des divisions en général que foment l'esprit de parti, j'ai peut-être fait plus d'honneur à la masse du peuple qu'elle n'en mérite réellement, lorsque je l'ai représentée comme exempte de dispositions violentes à ce sujet : j'ai trouvé dès-lors, que semblable au gros de la nation dans tous pays, elle se laisse entraîner par de violens préjugés, d'un côté ou d'un autre, dans les affaires publiques, & pour l'ordinaire avec d'autant plus de force que sa connoissance de l'état des questions est plus imparfaite. C'est cependant un fait que sa prévention en matières politiques, & son esprit de parti, ne produisent pas dans ce pays les conséquences dangereuses qu'on pourroit craindre de la vivacité avec laquelle ils se manifestent quelquefois. Mais ce sujet, ou en général ce qui

xxx *AVERTISSEMENT.*

concerne les querelles politiques & les divisions qui ont eu lieu ici, n'est pas une matière qu'on puisse traiter dans un seul chapitre; c'est pourquoi je l'ai laissé tel qu'il est sans y toucher.

J'observerai cependant, avant que de finir, qu'il y a une circonstance accidentelle dans le gouvernement anglais, qui empêche l'esprit de parti dont le public est ordinairement agité, de produire ces haines & ces rancunes éternelles entre les différentes factions qui ont troublé tant d'autres états libres, en faisant, pour ainsi dire, de la même nation, deux différens peuples toujours en guerre l'un contre l'autre. Ce que je veux dire, ce sont les réconciliations fréquentes suivies ordinairement des brouilleries nouvelles qui réunissent les chefs de partis, & qui font que les plus échauffés, & par conséquent les moins éclairés d'entre leurs partisans, prennent le change & sont souvent dérouterés. Par les fréquentes réunions des

AVERTISSEMENT. XXXI

Chefs républicains & royalistes (*Whigs & Tories*), cette distinction même de partis, les plus fameux dans l'histoire d'Angleterre, étant devenue inutile, n'est presque plus d'aucun usage, la signification de ces mots étant devenue si embarrassante, que personne n'en peut plus donner une définition satisfaisante; & à peine comprend-on ceux qui de temps en temps visent à s'insinuer dans les bonnes grâces du peuple, en se faisant un mérite d'appartenir à l'un ou l'autre parti. La dernière *coalition* qui a eu lieu entre deux chefs, a détruit & coupé par la racine ce violent esprit de parti auquel l'administration du lord Bute avoit donné naissance, & que les disputes d'Amérique avoient encore animé. Quoique cette coalition ait été fort critiquée, je prends la liberté de me mettre au rang de ses défenseurs, du moins quant au bon effet qu'elle a produit.

Mai, 1784.

# CONSTITUTION



# CONSTITUTION

## DE

### L'ANGLETERRE.

---

#### INTRODUCTION.

L'ESPRIT de philosophie qui distingue particulièrement ce siècle, après avoir guéri de beaucoup d'erreurs funestes à la société, semble se tourner actuellement du côté du principe de la société elle-même ; & l'on voit se dissiper généralement des préjugés d'autant plus difficiles à secouer, qu'il est plus dangereux de les attaquer ( 1 ).

---

( 1 ) Toute notion populaire , favorable aux gouvernemens arbitraires , étant toujours soigneusement entretenue & puissamment protégée sous de tels gouvernemens , on sent que si jamais les nations qui y sont assujetties peuvent s'affranchir des préjugés politiques , ils seront toujours ceux de

*Tome I.*

A

Cette liberté de penser, avant-coureur nécessaire de la liberté politique, m'a fait regarder comme une chose qui seroit agréable au public, de lui faire connoître une constitution sur laquelle chacun semble tourner aujourd'hui les yeux; & qui, quoique célébrée par-tout comme un modèle, est cependant très-peu connue.

L'on accusera, je prévois, de témérité, l'entreprise d'un homme qui, ayant passé la plus grande partie de sa vie hors de l'Angleterre, prétend pouvoir donner une idée de son gouvernement; c'est-à-dire, d'une chose qui passe pour extrêmement compliquée, & dont les mystères semblent ne pouvoir être dévoilés que par ceux qui y ont été initiés dès leur enfance.

Mais, quoiqu'étranger en Angleterre, né d'un autre côté dans un pays libre, je ne suis point étranger aux choses qui établissent ou caractérisent la liberté; & l'extrême disproportion de la république dont je suis membre, & où j'ai puisé mes principes, n'a fait peut-être que rendre mon apprentissage plus facile.

---

tous qu'elles secoueront les derniers. Il est cependant arrivé un grand changement à cet égard en France, où l'on ose aujourd'hui discuter des opinions & soutenir des thèses qui, sous Louis XIV, eussent fait crier au blasphème; & c'est à cela qu'on fait allusion ici.

Comme le géomètre, pour découvrir les rapports qu'il cherche, commence par délivrer son *équation* des *coëfficients* & autres nombres qui l'embarassent, sans la constituer proprement; de même il peut être avantageux à celui qui recherche les causes qui produisent l'équilibre d'un gouvernement, de les avoir étudiées, dégagées de cet appareil de flottes, d'armées, de commerce extérieur, de possessions vastes & éloignées; en un mot, de toutes ces grandes choses qui changent si fort la face d'une société puissante, mais qui n'influent point essentiellement sur son principe.

C'est sur les passions de l'homme, c'est-à-dire; sur des causes inaltérables, qu'est fondé le jeu des diverses parties d'un état: les dimensions peuvent changer, mais ce sont toujours, au fond, les mêmes mobiles, les mêmes ressorts; & ce ne sauroit être un temps perdu, que celui qui a pu être donné à les voir agir en petit.

J'ajouterai même une chose; c'est que la qualité d'étranger, prise en elle-même\*, peut procurer, dans un cas comme celui-ci, une sorte d'avantage. Ouvrant les yeux, pour ainsi dire, en venant au monde, sur leur liberté, les Anglais sont peut-être trop familiarisés avec sa jouissance, pour en rechercher fortement les causes. Connoissant leur gouvernement long-temps avant de l'avoir médité;

& cette connoissance étant lente & successive, il ne fait point à la fin sur eux une certaine sensation ; & ils me paroissent être, à cet égard, comme un homme qui, avant toujours habité l'intérieur d'un palais, auroit été dans la position la plus défavantageuse pour en connoître l'ensemble, & n'auroit jamais éprouvé l'effet du coup-d'œil ; ou, si l'on veut, comme celui qui, ayant toujours eu devant lui un bel & grand spectacle, le verroit toujours de sens-froid.

Mais un étranger voyant se développer, toutes à la fois, les parties d'une constitution qui, en même temps qu'elle porte la liberté à son comble, prévient ce qui sembloit en être les inconvénients inévitables ; voyant, en un mot, s'exécuter tout-à-coup des choses qu'il avoit regardées jusques-là comme beaucoup plus désirables que possibles, 'il est frappé ; or il faut être frappé pour éprouver cette sorte de plénitude, qui fait qu'on saisit un principe général.

Je ne fais point, au reste, ces observations ; pour insinuer que j'ai mieux vu que d'autres la constitution de l'Angleterre : j'ai voulu seulement prévenir un préjugé défavorable, mais naturel ; & si, dans ce que je dirai, soit des causes qui ont produit la liberté anglaise, soit de celles qui la maintiennent aujourd'hui, il se trouve des choses

qui n'aient pas encore été observées, j'espère que les Anglais qui verront cet écrit, ne les condamneront qu'autant qu'elles ne se trouveront conformes, ni à ce qui se passe sous leurs yeux, ni à leur histoire; & que mes lecteurs en général ne jugeront des principes que je pose, que d'après leur rapport avec la nature de l'homme : considération qui est presque la seule essentielle, & qui a été trop négligée par ceux qui ont écrit en matière de gouvernement.

---

## CHAPITRE PREMIER.

*Causes de la liberté de la nation anglaise. Raisons de la différence qui se trouve entre son gouvernement & celui de la France. En Angleterre, le grand pouvoir de la couronne sous les premiers rois Normands réunit la noblesse & le peuple.*

LORSQUE les Romains, attaqués de tous côtés par les barbares, furent réduits à défendre le centre même de leur empire, ils abandonnèrent la Grande-Bretagne, ainsi que diverses autres provinces éloignées. L'isle, laissée à elle-même, devint la proie des peuples qui habitoient les bords de la mer Baltique: après en avoir détruit les anciens habitans, & s'être long temps entre-détruits les uns les autres, ils établirent dans la partie méridionale, nommée depuis Angleterre, diverses souverainetés qui furent ensuite, sous Egbert, réunies en une seule.

Les successeurs de ce prince, appelés les princes Anglo-Saxons, & parmi lesquels on remarque surtout Alfred le Grand & Edouard le Confesseur, régnèrent pendant environ deux cent ans: mais, quoiqu'on ait des connoissances assez exactes sur

les grands événemens de cette première partie de l'histoire d'Angleterre, on en a que de très-vagues sur le gouvernement que ces diverses nations introduisirent.

Il paroît qu'il n'avoit guères de rapport avec la constitution actuelle, que le rapport général & commun à tous les gouvernemens qu'ont établi les peuples du nord, d'avoir un roi & un corps de noblesse : « & les monumens qui en restent ne » sont, » pour me servir des expressions du chevalier Temple, « que comme ces peintures anti- » ques & effacées, qui retracent à la vérité quel- » que chose des coutumes anciennes, mais qui » ne présentent ni lignes, ni proportions déter- » minées (1). »

C'est à l'époque de la conquête qu'il faut chercher les véritables fondemens de la constitution d'Angleterre. « Dès-lors, dit Spelman, *novus sectorum nascitur ordo* (2). Guillaume de Norman-

(1) *Introduction à l'histoire d'Angleterre.*

(2) *Spelman, des parlemens.* Beaucoup d'écrivains se font évertués à soutenir, que le gouvernement Saxon ne fut point aboli lors de la conquête, & que la loi, en plaçant Guillaume le Normand sur le trône, le fit entrer par-là même dans les engagemens des rois Saxons. On a appelé jusqu'à l'étimologie au secours, pour faire voir que le mot *conquête*, dans le sens féodal, ne signifioit rien de plus

die ayant défait Harold & s'étant saisi de la couronne, renversa l'ancien édifice de la législation Saxonne; il extermina ou chassa ceux qui possédoient les terres, pour les distribuer à ceux qui l'avoient suivi; & il établit le gouvernement féo-

---

qu'une simple *acquisition*. C'est surtout dans les temps de l'opposition populaire que l'on a le plus insisté sur ces opinions, & avec raison; car il y a bien plus d'apparence de persuader le peuple, en lui faisant valoir des notions, comme celles de prétentions, d'exemples & de preuves juridiques, qui lui étoient familières, qu'en s'engageant avec lui dans des doctrines non moins raisonnables, à la vérité, mais plus indéterminées, & à certains égards un peu dangereuses touchant les droits primitifs de l'homme, & celui en particulier qu'il a, d'opposer en tout temps la force à un gouvernement oppressif.

Mais si nous considérons, que ce qui constitue l'essence du gouvernement (qu'il soit fondé sur l'opinion publique, ou sur la force actuelle), c'est la manière particulière dont le pouvoir public est distribué dans un état, & qu'à cet égard, le changement produit par la conquête en Angleterre fut complet, nous conviendrons, sans difficulté, que le gouvernement introduit alors fut un nouveau gouvernement; & quand nous aurons remarqué de plus, que toutes les terres du royaume changèrent de propriétaires en ce temps, qu'on y introduisit un nouveau système de justice criminelle, & qu'on y changea jusqu'à la langue de la loi, il faudra avouer que cette révolution n'a pas sa pareille dans l'histoire du monde.

On nous dira que certaines loix Saxonnnes, favorables à

dal, comme plus convenable à sa position, & le seul d'ailleurs dont il eût l'idée.

Ce gouvernement étoit aussi celui de presque tout le reste de l'Europe. Mais, au lieu qu'il avoit été transporté en Angleterre violemment & tout-à-coup, il ne s'étoit développé ailleurs, & particulièrement en France, que par une lon-

la liberté du peuple, furent rétablies sous les successeurs de Guillaume; mais les procédures & les loix particulières ne sont que des accessoires, & non des parties proprement dites d'un gouvernement: & si ces loix furent dans la suite ressuscitées, ou pour parler plus exactement, empruntées de la législation Saxonne & adoptées dans la nouvelle, ce fut un effet du concours de certaines circonstances particulières à la constitution Anglo-Normande. Quoiqu'il en soit, les deux autorités alléguées me suffisent; & je ne m'arrêterai pas à discuter l'identité précise, ou la différence réelle de deux gouvernemens, c'est-à-dire, de deux systèmes qui n'existent, après tout, qu'en idée. D'ailleurs je ne voudrois pas fronder une doctrine qui, dans l'opinion de certaines gens, donnant un surcroît de sanction & de dignité au gouvernement Anglais, augmente & fortifie l'amour & le respect des Anglais pour ce gouvernement. Il suffira pour ce que je me propose, que le lecteur convienne avec moi, que dans le temps de la conquête il arriva un changement essentiel dans le gouvernement; cela le disposera à admettre les preuves dont je me servirai pour justifier que ce changement fraya le chemin à la constitution présente de l'Angleterre.

que suite d'événemens ; & cette différence devoit avoir avec le temps des conséquences aussi importantes que peu faciles à prévoir.

Les peuples de Germanie , qui passèrent le Rhin pour subjuguier les Gaules , étoient des peuples extrêmement indépendans : leur prince n'avoit de titre que sa valeur & leur suffrage ; & n'ayant acquis dans leurs forêts que des notions peu étendues de l'autorité , ils suivoient un chef, moins comme sujets , que comme associés à la conquête.

De plus , cette conquête ne fut pas l'irruption d'une armée qui ne s'empare que des places fortes ; ce fut l'invasion d'une nation qui se transplante : & les vainqueurs , se trouvant en très-grande proportion avec les peuples vaincus , qu'une longue paix avoit d'ailleurs éternés , le danger finit avec l'expédition : l'union finit aussi avec lui ; ils se séparèrent en se partageant les terres qui leur convinrent ; & quoique leur possession fût précaire dans l'original à cet égard , cependant ils ne dépendoient point du roi , mais de l'assemblée de la nation (1).

---

(1) Les fiefs furent originairement appelés , *terra jure beneficii concessa* , & ce ne fut que sous Charles-le-Gros , que l'on commença à se servir du mot de *fief*. *Glossaire de Du Cange*. Voy. *Beneficium*.

Sous les rois de la première race, les fiefs, par la connivence réciproque des chefs, devinrent d'abord annuels, ensuite à vie. Sous les descendants de Charlemagne, ils commencèrent à devenir héréditaires (1). Et enfin, lorsque Hugues Capet se fit élire au préjudice de Charles de Lorraine, voulant la couronne, qui au fond étoit un fief héréditaire dans sa famille (2), il établit, comme un principe général, l'héréditarité des fiefs ; & c'est à cette époque que les auteurs fixent l'entier établissement du droit féodal en France.

D'un autre côté, les seigneurs qui donnèrent leur suffrage à Hugues Capet, ne le lui donnèrent pas gratuitement. Ils achevèrent de rompre les foibles liens qui les retenoient à l'autorité royale, & se rendirent de tous côtés indépendans. Ils ne laissèrent au roi aucune juridiction, soit sur eux, soit sur leurs vassaux. Ils s'attribuèrent le droit de faire la guerre entr'eux ; ils

---

(1) *Apud Francos vero sensim, peditentique, jure hereditario ad heredes subinde transferunt feuda; quod labente seculo nono incipit.* Du Cange. Voy. *Feudum*.

(2) *Hotoman* a prouvé sa réplique dans sa *Franco-gallia*; que sous les deux premières races, le royaume de France étoit électif. Les princes de la famille régnante n'avoient pour eux que l'habitude où l'on étoit de les choisir.

se réservèrent même dans certains cas de la faire au roi lui-même (1). Et si Hugues Capet, en rendant la couronne héréditaire, jeta les fondemens de la grandeur de sa famille & de la couronne elle-même; pour sa grandeur propre il fit très-peu, & n'acquit guères qu'une supériorité nominale sur les souverains dont la France étoit couverte (2).

Mais l'établissement du droit féodal, & la conquête, ne firent en Angleterre qu'une seule

(1) Le principal de ces cas existoit, lorsque le roi refusoit de nommer des juges, pour décider de quelque différend qui s'étoit élevé entre lui & l'un de ses premiers barons : ce dernier avoit alors le droit de prendre les armes contre le roi, & les arrière-vassaux dépendoient tellement de leurs seigneurs immédiats, qu'ils étoient obligés de les suivre à la guerre contre le seigneur souverain. Quoique le pouvoir de la couronne fût beaucoup augmenté sous St. Louis, il fut obligé de confirmer ce privilège des premiers barons, & cette obligation de leurs vassaux.

(2) " Les grands du royaume, dit *Mezeray*, croyoient que  
 „ Hugues Capet devoit souffrir toutes leurs insultes, parce  
 „ qu'ils lui avoient mis la couronne sur la tête : & leur  
 „ licence étoit si grande, qu'ayant écrit à Audebert, vicomte  
 „ de Périgueux, qu'il eut à lever le siège qu'il avoit mis  
 „ devant Tours, & lui demandant comme par reproche, qui  
 „ étoit celui qui l'avoit fait vicomte? il répondit fièrement :  
 „ ce n'est pas vous; mais ceux qui vous ont fait roi. „

& même époque. Cette conquête, d'ailleurs, s'étant faite par un prince soudoyant lui-même la plus grande partie de son armée, & à la tête d'un peuple dont il étoit le souverain héréditaire, cela donna au gouvernement de ce royaume une tournure bien différente.

Environné d'une nation, vaincue à la vérité ; mais belliqueuse, Guillaume retint sous le drapeau une partie de ses soldats. Les Anglais, & après eux, les Normands eux-mêmes, s'étant révoltés, il les écrasa : & le nouveau roi d'Angleterre, à la tête de troupes victorieuses, ayant à faire à deux nations ennemies, contenues l'une par l'autre & également accablées par le sentiment de leur résistance malheureuse, se trouva dans la position la plus favorable pour se rendre monarque absolu ; & ses loix, promulguées pour ainsi dire au milieu de la foudre & des éclairs, imposèrent un joug despotique sur les vainqueurs & sur les vaincus.

Il distribua l'Angleterre en soixante mille deux cent quinze fiefs simples, tous relevant de la couronne : les possesseurs devoient, au premier signal, se rendre en armes auprès de lui, à peine de confiscation : il soumit non-seulement le peuple, mais de plus les seigneurs, à toutes

les rigueurs du droit féodal. Il les comprit même dans ses tyranniques loix de forêts (1).

Il s'attribua le droit d'imposer des taxes. Il se réserva en entier le pouvoir exécutif. Mais, ce qui fut de la plus grande conséquence, il s'arrogea le pouvoir judiciaire le plus étendu, par l'établissement du tribunal qu'on appela *Aula regis* : tribunal redoutable qui recevoit les appels de toutes les cours des barons, qui jugeoit en dernier ressort des biens, de l'honneur & de la vie des barons eux mêmes, & qui n'étant composé que des grands officiers de la couronne, amovibles à la volonté du roi, & ayant le roi lui-même pour président, tenoit sous sa main le premier seigneur du royaume, comme le dernier des sujets.

Ainsi, tandis que, par une suite du développement lent & successif du gouvernement féodal, le royaume de France ne fut à la fin qu'un assemblage de pièces posées les unes à

---

(1) Il s'étoit réservé un droit exclusif de chasse dans toute l'Angleterre, & il décerna des peines terribles contre quiconque chasseroit sans en avoir reçu la permission. La suppression ou du moins l'adoucissement de ces peines fut un des articles de la charte de forêt que les seigneurs obtinrent ensuite à main armée. *Nullus de cetero, amittat vitum, vel membra, pro venatione nostra.* Charta de foresta, art. 10.

côté des autres, & sans adhérence mutuelle ; celui d'Angleterre, au contraire, par une suite de la transplantation subite & forcée de ce même droit, se trouva composé de parties liées par les plus fortes attaches ; & l'autorité royale, comme un poids immense, achevoit par sa pression d'en faire un tout indissoluble.

C'est à cette différence dans la constitution originelle de la France & de l'Angleterre, c'est-à-dire, dans la puissance originelle de leurs rois, qu'il faut attribuer la différence si peu analogue à sa cause, de leur constitution actuelle. C'est elle qui donne la solution d'un problème qui, je l'avoue, m'a long-temps peiné, & qui explique pourquoi, de deux peuples limitrophes, presque sous le même climat & ayant une origine commune, l'un a atteint le comble de la liberté, l'autre s'est successivement assujetti sous la monarchie la plus absolue.

En France l'autorité royale étoit à la vérité presque nulle ; mais la liberté générale n'en fut pas plus grande. Les seigneurs étoient tout, & la nation elle-même étoit comptée pour rien. Toutes ces guerres que l'on fit au roi, n'avoient point pour objet une liberté dont les chefs ne jouissoient déjà que trop, & n'étoient que l'effet d'ambitions, ou même de fantaisies particulières.

res. Les peuples n'y marchaient plus comme alliés à une défense commune ; ils y étoient traités en esclaves & à l'aveugle. Et les loix , en vertu desquelles leurs maîtres étoient vassaux , n'ayant aucun rapport avec celles en vertu desquelles ils étoient eux-mêmes sujets , la résistance dont ils étoient les instrumens , n'avoit point en leur faveur de conséquence avantageuse , & n'établissoit pas de principe dont il existât pour eux aucun cas d'application.

La noblesse subalterne , participant à l'indépendance de la grande , & venant joindre ses vexations au despotisme de tous ces divers souverains , les sujets , accablés de misère & las de souffrir , essayoient quelquefois de se soulever. Mais , se trouvant distribués dans tant d'états différens , ils n'étoient jamais bien d'accord , ni sur la nature , ni sur le temps de leurs plaintes : les insurrections qui eussent dû être générales , n'étoient jamais que particulières ; & les seigneurs se réunissant pour venger la cause commune des maîtres , & tombant avec avantage sur des hommes divisés , les peuples étoient remis sous le joug forcément & en détail ; & la liberté , ce fruit précieux , qui demande le concours continué de tant de circonstances , étoit

étoit partout étouffée avant que de naître (1).

Lorsqu'enfin, par des conquêtes, des échûtes, ou des traités, les différentes provinces vinrent se jeter dans le vaste réservoir de la monarchie ; elles y arrivèrent toutes dressées à obéir. Le peu de privilèges que les villes avoient conservés, furent peu respectés par un souverain qui n'avoit pas pris lui-même d'engagement : & les réunions (2) s'étant faites dans des temps

(1) On peut voir dans Mezeray comment les Flamands, lors de la grande révolte qui fut causée, dit-il, " par la haine impitoyable des gentilhommes contre les Gantois, " furent accablés par la réunion de presque tous les Seigneurs de France. *Mezeray, règne de Charles VI, roi LII.*

(2) Le mot *réunion* exprime dans le droit & dans l'histoire de France, la réduction d'une province sous la dépendance immédiate de la Couronne. Les juriscultes français, qui se sont distingués en tout temps par leur zèle pour l'agrandissement de la Couronne (zèle irrépréhensible, s'il s'étoit borné à la suppression d'une Aristocratie effrénée) ces juriscultes, dis-je, ont toujours prétendu, que toute province une fois possédée par le roi, & tout domaine privé qui lui auroit appartenu, même avant son avènement au trône, devenoit *réuni* pour toujours ; & d'après eux, l'ordonnance de Moulins a donné en 1566 force de loi à ces principes. La réunion d'une province pouvoit avoir lieu : 1°. dans le cas dont nous venons de faire mention, de l'avènement de celui qui la possède au trône ; c'est ainsi qu'à l'avènement de Henri IV, (la sœur du dernier roi étant

différens , le roi se trouvoit en état d'accabler la province qu'il recevoit , du poids de toutes celles qu'il avoit déjà.

Par une autre suite de cette différence dans le temps des réunions , les diverses parties du royaume ne pensoient pas même à s'entr'aider : quand l'une réclamoit ses droits , l'autre , depuis long-temps soumise , avoit déjà oublié les siens. Ces droits , d'ailleurs , par la différence des dominations précédentes , étant presque partout différens , ce qui se passoit dans un lieu , avoit peu de rapport avec ce qui se passoit dans un

---

exclue par la loi salique) la Navarre & le Béarn furent réunis : 2°. par la félonie du possesseur , quand le roi étoit en état de faire valoir , par la force des armes , le jugement prononcé par ses juges : ainsi la petite seigneurie de Rambouillet fut saisie par Hugues Capet , sur quoi les auteurs remarquent que ce fut le premier domaine uni ; & dans la suite le duché de Normandie fut enlevé de la même manière , par Philippe Auguste , à Jean , roi d'Angleterre , condamné comme meurtrier d'Artur , duc de Bretagne : 3°. par la dernière volonté du possesseur ; telle fut la réunion de la Provence sous Louis XI : 4°. par mariage , comme le comté de Champagne sous Philippe-le-Bel , & la Bretagne sous François I : 5°. par défaut d'héritiers , quelquefois mâles ; c'est ainsi que la Bretagne fut saisie par Louis XI , après la mort de Charles le Hardi : 6°. aussi par achat : ainsi Philippe de Valois acheta la baronie de Montpellier , Henri IV le marquisat de Saluces , Louis XIII la principauté de Sedan , &c.

autre; l'esprit de concert se perdoit, ou plutôt n'avoit jamais existé; les diverses provinces, formées chacune dans son enceinte, ne servoient qu'à assujettir; & les mêmes causes qui avoient établi une soumission extrême chez cette nation belliqueuse, vive & si peu faite pour porter le joug, concouroient encore à l'y maintenir.

La liberté se perdit donc en France, parce qu'elle y fut mal disposée. Plantée, pour ainsi dire, près de sa surface, elle se développa d'abord & jeta quelques grosses branches; mais n'ayant pas poussé de racines, elle fut bientôt arrachée. En Angleterre, au contraire, la semence placée à une grande profondeur, recouverte d'une énorme masse, parut d'abord étouffée :

---

Voilà comment ces différentes provinces qui, avec d'autres réunies de la même manière, forment aujourd'hui la monarchie française, non-seulement conférèrent différens titres à leurs souverains respectifs, mais aussi différèrent les unes des autres à l'égard des loix qu'elles suivoient & qu'elles suivent encore; les unes étant gouvernées par la loi romaine & appelées *pays de droit écrit*; les autres ayant leurs coutumes particulières (que l'on mit pourtant aussi par écrit dans la suite des temps), & qu'on appelle *pays de droit coutumier*. Dans ces provinces, le peuple a de temps en temps acheté de ses princes des privilèges, qui diffèrent d'une province à l'autre, selon les besoins ou l'humeur des princes qui les ont accordés.

mais elle en déploya de nouvelles forces; elle pompa une nourriture plus riche & plus abondante; les sucres furent mieux assimilés; & elle pénétra & remplit de ses racines toute l'épaisseur du terrain. Ce fut l'immense pouvoir du roi qui rendit l'Angleterre libre, parce que ce fut cette immensité même qui y fit naître l'esprit d'union & d'une résistance raisonnée. Possédant de vastes domaines, le roi se voyoit indépendant; y joignant les plus redoutables prérogatives, il écrasait sans peine les seigneurs les plus puissans : ce ne fut donc que par de nombreuses & étroites confédérations que ceux-ci purent résister; ils furent même obligés d'y associer les peuples & de les appeler à la liberté.

Rassemblés avec leurs vassaux dans ces vastes halles où ils exerçoient l'hospitalité, manquant des amusemens des nations plus civilisées, parlant d'ailleurs volontiers de ce dont ils étoient pleins, la conversation tomboit souvent sur l'injustice des impositions, sur la tyrannie des jugemens, & surtout sur les odieuses loix de forêt. N'ayant pas la ressource, ou plutôt dédaignant de chicaner sur un texte qui étoit précis, ils étoient conduits naturellement à remonter aux principes : ils s'inquiétoient des fondemens de l'autorité parmi les hommes; & ils se convainquoient que le pou-

voir, lorsqu'il n'a pas pour but le bonheur de ceux qui y sont soumis, n'est autre chose que le *droit du plus fort*, & peut être réprimé par un droit pareil.

Les différens ordres du gouvernement féodal se trouvant liés les uns aux autres par des *tenures* exactement semblables, ce qui étoit vrai vis-à-vis du seigneur suzerain en faveur d'un seigneur *dominant*, étoit vrai vis-à-vis de celui-ci en faveur du seigneur d'un fief *servant* : les mêmes maximes s'appliquoient au seigneur de l'arrière-fief ; elles descendoient à l'homme franc & à l'habitant de la campagne ; & l'esprit de liberté, après avoir circulé par les diverses branches de la subordination féodale, continuoît à couler par des canaux graduels, mais homogènes ; il se forçoit un passage jusques dans les dernières ramifications ; & l'on voyoit s'établir généralement le principe de l'égalité primitive. Principe sacré que l'injustice & l'ambition ne sauroient détruire : principe existant dans le fond de tous les cœurs, & qui ne demande qu'à être réveillé chez la partie nombreuse & opprimée de l'humanité.

Mais lorsque les seigneurs, qu'une origine commune avec le roi avoit d'abord fait ménager, commencèrent à ne l'être plus, lorsque les loix tyranniques du conquérant s'exécutèrent d'une manière

plus tyrannique encore, l'union que le malheur commun avoit préparée, s'effectua tout-à-coup. Le seigneur, le vassal, l'arrière-vassal, tout se réunit. Ils implorèrent même le secours de l'habitant de la campagne ; & la haine orgueilleuse, qui transportoit ailleurs la noblesse contre les mains cultivatrices qui la nourrissoient, fut obligée de fléchir sous le poids qui l'accabloit.

Les peuples, d'un autre côté, savoient que la cause, qu'ils étoient appelés à défendre, étoit une cause commune ; ils savoient de plus qu'ils en étoient les soutiens nécessaires : ils sentirent donc toute leur importance. Mais, ce qui étoit bien essentiel, ils furent assez éclairés pour en profiter ; ils furent parler & stipuler en leur faveur ; ils exigèrent que la loi protégéât désormais tous les individus ; & ces droits, contre lesquels les seigneurs s'adossoient pour faire face à la tyrannie, devinrent les palissades qui devoient un jour arrêter la leur.

---

## CHAPITRE II.

*Second avantage que l'Angleterre avoit sur la France ; elle formoit un état indivis.*

C'EST sous Henri premier, environ quarante ans après la conquête, qu'on voit les causes ci-dessus indiquées, commencer à se mettre en jeu. Ce prince, parvenu au trône à l'exclusion de son aîné, sentit qu'il ne pouvoit se soutenir qu'en gagnant l'affection ; mais il sentit en même temps que c'étoit de celle de toute la nation qu'il s'agissoit ; & non-seulement il adoucit à l'égard des seigneurs quelques-unes des rigueurs du droit féodal ; mais il ajouta pour condition, que ce qu'il leur accordoit, ils l'accorderoient à leurs vassaux : il fit même espérer l'abolissement de celles des loix du conquérant qui pesoient le plus au petit peuple (1).

---

(1) Entr'autres de la loi du *Cowreftu*. Il seroit curieux de rechercher ce que le gouvernement Anglo-Saxon seroit devenu avec le temps, & par conséquent quel seroit aujourd'hui celui de l'Angleterre, si la conquête n'avoit jamais eu lieu ; événement qui, comme nous l'avons fait voir ci-dessus, conférant un pouvoir aussi énorme qu'inusité à celui qui se trouvoit à la tête du gouvernement féodal, força

Sous Henri II, la liberté fit un pas de plus ; & l'on vit naître , quoique d'une manière imparfaite , l'ancienne *épreuve des jurés* (1), procédure qui fait aujourd'hui une des plus belles parties de la jurisprudence anglaise.

Mais ces causes qui n'avoient fait que pulluler sourdement sous les deux Henris , princes justes jusqu'à un certain point , & de la plus grande capacité , se développèrent tout-à-coup sous le tyrannique Jean - sans - terre. Les prérogatives royales & les loix de forêt ayant été portées par ce prince à un point de rigueur excessif , il vit bientôt se former contre lui une confédération générale : & c'est ici le cas de remarquer une nouvelle circonstance très-avantageuse , & particulière à l'Angleterre.

L'Angleterre n'étoit pas , comme la France , divisée en plusieurs souverainetés différentes ; elle ne formoit qu'un tout ; elle ne reconnoissoit qu'un

---

la noblesse à contracter une union sincère & durable avec le peuple. Il est très-probable que le gouvernement Anglais seroit aujourd'hui le même que celui qui depuis long-temps a prévalu en Ecosse , où le roi & la noblesse s'emparèrent , tantôt conjointement , tantôt tour-à-tour , de tout le pouvoir : car tel est aussi le cas de la Suède & du Dannemarc , pays où les Anglo-Saxons se sont répandus aussi.

(1) *Trial by a Jury*.

feul maître & un feul titre ; c'étoit par-tout mêmes loix, même dépendance : par-tout auffi mêmes notions, mêmes intérêts. Ces deux extrémités du royaume se donnoient la main, pour borner un pouvoir injuste : depuis la Twede jusqu'à Portsmouth, depuis Yarmouth, jusqu'au Land's-end, tout se mettoit en mouvement ; l'agitation croissoit par la distance, comme les ondes d'une vaste mer ; & le monarque laissé à lui-même, & sans point d'appui, se voyoit assailli par le concours de tous ses sujets.

L'étendart ne fut pas plutôt levé contre Jean, que sa cour même l'abandonna ; & ne trouvant aucune partie de son royaume qu'il n'eût également irritée, n'ayant aucune province séparée qu'il pût engager à sa défense par des promesses d'amnistie ou de concessions particulières, ressources triviales, mais sûres, de ceux qui gouvernent : il fut obligé, avec sept chevaliers qui lui restoient, de se mettre à la disposition de ses sujets ; & il signa (1), à Runing-Mead, la *charte-de-foir* & la fameuse charte, que son importance a fait nommer la *grande charte*.

Par la première, on abolissoit une partie des horreurs de la loi *de foir*, par la seconde, on

---

(1) A°. 1215.

abrogeoit en faveur des seigneurs la partie la plus tyrannique des loix féodales. Mais cette chartre ne s'arrêtoit pas là : on ne se sépara pas sans stipuler en faveur de la partie nombreuse du peuple, qui avoit concouru à l'obtenir, & qui prétendoit, les armes à la main, à jouir de la sureté qu'elle établissoit. La grande chartre statua que les mêmes servitudes qui étoient abolies en faveur des seigneurs, le seroient pareillement en faveur de tous les vassaux ; elle établit un même poids & une même mesure par toute l'Angleterre ; elle mit les marchands à l'abri des impositions arbitraires ; elle leur accorda d'entrer & de sortir librement du royaume ; elle embrassa même tous les ordres de l'état, puisqu'elle ordonna que le *villain*, c'est-à-dire le serf, ne pût être privé par amende de ses instrumens de labourage. Enfin par l'art. XXIX, elle statuoit qu'aucun sujet ne pût être exilé, ni molesté en façon quelconque, dans sa personne ou dans ses biens, autrement que par jugement de ses pairs & conformément à l'ancienne loi du pays (1) : Article si important, qu'on peut dire

---

(1) *Nullus liber homo capiatur, vel imprisonetur, aut disseisetur de libero tenemento suo vel libertatibus, vel liberis consuetudinibus suis ; aut utlagetur, aut exuletur, aut aliquo modo destruat : nec super eum ibimus, nec super eum mit-*

qu'il renfermoit tout ce qui fait le but des sociétés, & les Anglais, dès ce moment, eussent été un peuple libre, s'il n'y avoit pas une distance immense, entre faire des loix & les observer.

Mais, quoique cette charte manquât de la plupart des appuis qui pouvoient la faire respecter, quoiqu'elle n'assurât à l'homme pauvre & isolé aucun moyen légal & sûr d'en obtenir l'exécution, chose qu'il n'y avoit que des violations sans nombre qui pussent enfin enseigner, elle ne laissoit pas d'être un pas prodigieux vers la liberté. Au lieu des maximes générales sur les droits des sujets & les devoirs du prince, maximes contre lesquelles l'ambition dispute sans fin, ou qu'elle nie même complètement, on avoit substitué une loi écrite, c'est-à-dire, une vérité de fait & qui n'avoit plus besoin de l'appui du raisonnement; les droits du particulier à sa personne & à ses biens étoient devenus des axiomes; la grande charte, sanctionnée avec tant d'appareil & confirmée à chaque règne, étoit un point de ralliement sûr & général; & la base étoit posée, sur laquelle devoient désormais s'élever ces loix équitables, qui ten-

---

„ *temus nisi per legale judicium parium suorum, vel per legem*  
 „ *terra. Nulli vendemus, nulli negabimus aut differemus justici-*  
 „ *am vel rectum* „ Magna Charta Cap. XXIX.

dent également leur secours au plus foible, comme au plus puissant des sujets (1).

Sous le long règne d'Henri III, les divisions du roi & des seigneurs bouleversèrent l'Angleterre : & dans les vicissitudes des guerres qu'elles occasionnèrent, les peuples sentirent toujours mieux leur importance ; & par une conséquence nécessaire, le roi & les seigneurs la virent toujours mieux aussi : recherchés par les deux partis, ils virent confirmer la grande charte, & même y ajouter de nouveaux privilèges par les statuts de

---

(1) Si l'on vouloit se convaincre plus particulièrement de l'effet des causes auxquelles nous avons vu qu'étoit due la liberté de la nation Anglaise, on n'auroit qu'à comparer la grande charte, si étendue dans les précautions, & dans laquelle le seigneur stipule en faveur de l'esclave, avec le traité qui fut fait entre Louis XI & divers princes de France, & qui a pour titre : *Traité fait à St. Maur, entre les ducs de Normandie, de Calabre, de Bretagne, de Bourbonnois, d'Auvergne, de Némours, les comtes de Charolois, d'Armagnac & de St. Pol, & autres princes de France soulevés sous le nom du bien public d'une part, & le roi Louis XI d'autre, le 29 Octobre 1465.* On verra que dans ce traité, fait pour terminer une guerre, qui fut appelée la guerre du bien public, il ne fut question que des intérêts de la puissance particulière de quelques seigneurs, & qu'on n'y inféra pas un seul mot en faveur du peuple. Ce traité se trouve au long dans les pièces justificatives qui sont à la suite des Mémoires de Commynes.

Merton & de Marlebridge. Mais je me hâte de venir à la grande époque du règne d'Edouard I, prince à qui ses sages & nombreuses loix ont mérité le titre du Justinien d'Angleterre.

Né avec les plus grandes qualités, & succédant à un règne que sa foiblesse & ses injustices avoient rendu malheureux, Edouard comprit qu'il n'y avoit qu'une exacte administration de la justice qui pût, d'un côté, en imposer à une noblesse que les troubles précédens avoient rendue turbulente, & de l'autre, tranquilliser le peuple, en assurant les possessions. Il fit donc de la jurisprudence l'objet principal de son attention, & elle prit sous ses mains un tel accroissement, que la procédure se fixa; & le *chief justico* Hale ne fait pas difficulté de dire que les loix arrivèrent tout-à-coup, & *quasi per saltum*, à leur perfection, & qu'il s'est fait plus de changement à cet égard, pendant les treize premières années de ce règne, que pendant toutes celles qui l'ont suivi.

Mais ce qui rend l'époque de ce règne particulièrement intéressante, c'est qu'il fournit le premier exemple de l'admission (1) des députés des villes & bourgs dans le parlement.

---

(1) J'entends l'admission légale, car le comte de Leicester, qui avoit usurpé le pouvoir pendant une partie du règne précédent, les y avoit déjà appelés.

Edouard, continuellement enveloppé dans ces guerres, soit d'Ecosse, soit du Continent, & voyant d'ailleurs ses domaines considérablement diminués, étoit fréquemment réduit aux besoins les plus pressans. Mais quoique, par une suite de l'esprit de ce siècle, il se permit souvent des injustices de détail, il sentit qu'il lui étoit impossible d'étendre une oppression générale sur une noblesse & un peuple qui savoient se réunir : il fut donc obligé, pour avoir des subsides, de prendre une nouvelle route, & de chercher à obtenir du consentement de ses peuples, ce que ses prédécesseurs avoient attendu de leur puissance. Les shériffs invitèrent les bourgs & les villes des différens comtés à envoyer leurs députés au parlement ; & c'est à cette date qu'il faut rapporter l'origine de la chambre des communes (1).

Il faut l'avouer, cependant, ces députés du peuple n'eurent pas d'abord des droits fort considérables. Ils étoient bien éloignés de jouir de ces belles prérogatives, qui font aujourd'hui de la chambre des Communes une partie collatérale du gouvernement : ils ne furent d'abord appelés que pour consentir aux résolutions que prendroient

---

(1) A°. 1295.

le roi & l'assemblée des seigneurs (1). Mais c'étoit avoir beaucoup acquis, que d'avoir acquis le droit de faire entendre leurs plaintes sans péril & en commun; c'étoit beaucoup, au lieu de la ressource dangereuse des insurrections, d'avoir une influence légale sur les motions du gouvernement, & d'en faire désormais partie. Quel que fût le désavantage de la place qui leur étoit assignée, il devoit être bientôt compensé par la prépondérance nécessaire qu'a le peuple, lorsqu'il peut se mouvoir avec règle (2).

---

(1) Le *Summum* ou appel, que les seigneurs recevoient du roi pour se rendre en parlement, portoit : *arduis negotiis regni tractaturi & concilium impensuri* : celui des communes, *ad faciendum & consentiendum*. Et même le pouvoir qu'elles avoient dans cette assemblée étoit au-dessous de celui que les termes de l'appel paroissent leur y donner.

“ Elles ne sont pas seulement nommées dans la plupart „ des anciens statuts; & souvent lorsqu'il est fait mention „ d'elles, on ne leur donne que la qualité de supplians; „ le consentement des seigneurs étant distingué expressément „ de la requête des Communes. Voyez là-dessus la préface à l'ample collection des statuts par *Ruffhead*, & les autorités qu'on y cite.

(2) La France eut bien aussi ses états-généraux; mais il n'y eut que les députés des villes du domaine particulier de la couronne, c'est-à-dire, d'une très-petite partie du peuple Français qui, sous le nom de tiers-état, y furent admis; & l'on comprend qu'ils n'acquirent pas une grande influence,

Aussi ce droit, quoique foible en apparence, se manifesta-t-il d'abord par des effets très-considérables. Malgré sa répugnance, & après des subterfuges indignes d'un aussi grand roi, Edouard fut obligé de confirmer la grande charte; il la confirma même onze fois durant son règne. Il statua que tout ce qui s'y feroit de contraire seroit nul; qu'elle seroit lue deux fois par année dans les cathédrales, & qu'on prononceroit la peine d'excommunication contre quiconque la violeroit (1).

Enfin, il fit une loi d'une chose dont, jusques-là, il n'avoit laissé jouir les Anglais que de fait; & dans le statut de *Tallagio non concedendo*, il déclara qu'aucune imposition ne se lèveroit sans le consentement des pairs & de l'assemblée des Communes (2). Statut important, & qui est conjointement avec la grande charte,

dans une assemblée de souverains qui faisoient la loi à leur maître. Aussi, lorsque ceux-là eurent disparu, on vit tout de suite s'établir la maxime : *Qui veut le roi, si veut la loi.*

(1) *Confirmationes Chartarum*, Cap. 2. 3. 4.

(2) " *Nullum tallagium, vel auxilium per nos, vel heredes nostros in regno nostro ponatur, seu levetur sine voluntate & assensu Archiepiscoporum, Episcoporum, Comitum, Baronum, Militum, (des chevaliers), Burgensium, & aliorum liberorum huius, de regno nostro* " Stat. An. 24. Ed. I.

la base de la constitution d'Angleterre : si c'est de l'une que les Anglais doivent dater l'origine de leur liberté, c'est de l'autre qu'ils doivent en dater l'établissement : & si la grande charte étoit le rempart qui protégeoit toutes les libertés individuelles, le statut en question étoit la machine qui protégeoit la charte elle-même, & à l'aide de laquelle la nation devoit faire déformais des conquêtes légales sur l'autorité du roi.

C'est à ce période où nous sommes parvenus qu'il faut s'arrêter, pour porter ses regards au loin, & considérer le spectacle différent que le reste de l'Europe présentait alors. Les causes productrices de la servitude y opéroient & s'y fortifioient de jour en jour : d'un côté l'indépendance des nobles, de l'autre l'ignorance & la foiblesse des peuples y étoient extrêmes ; le droit féodal déployoit toujours ses rigueurs, & tel étoit son désordre, qu'il ôtoit jusqu'à l'espérance d'un meilleur état.

La France, ensanglantée par la folie d'une noblesse sans cesse engagée dans des guerres sans motif, soit avec elle-même, soit avec son roi, s'ensanglantait encore par la tyrannie de cette même noblesse, orgueilleuse de sa liberté,

*Tome I.*

C

ou plutôt de son anarchie (1). Les peuples opprimés par ceux qui eussent dû les conduire, accablés de maux par ceux que leurs travaux faisoient exister, se révoltoient de toutes parts. Mais leurs mouvemens tumultueux n'avoient guères d'autre but que de décharger l'angoisse dont leurs cœurs étoient surchargés : ils ne s'avisent pas de se réunir, bien moins encore de chercher à changer le gouvernement, & de former le plan d'une liberté régulière.

N'ayant jamais porté leurs vues au-delà du champ qu'ils cultivoient, ils étoient bien éloignés de penser à cette foule d'ordres, de corps, de privilèges & de prérogatives opposés, tous ingrédiens nécessaires d'une constitution libre. Leurs têtes, courbées vers la terre, n'avoient eu garde d'imaginer cette fabrique compliquée, que l'homme exercé admire & comprend à peine, lorsqu'un concours de hasards heureux a pu parvenir à l'élever.

---

(1) Non contente de la vexation, elle y ajoutoit l'insulte. „ Lorsque le gentilhomme (dit *Mezeray*) pilloît & rançonnoit le payfan, il l'appeloit en dérision, *Jacques bonhomme* „. Cela donna lieu à une sédition furieuse, qui fut appelée la Jaquerie : elle commença à Beauvais, dans l'année 1357; elle s'étendit dans plusieurs provinces de France, & ne fut apaisée que par la destruction d'une partie de ces malheureux, qu'on massacra à milliers.

Dans leur simplicité, ils ne voyoient de remède que l'établissement général du pouvoir du roi, c'est-à-dire, que le règne de la volonté d'un seul; & ils ne soupiroient que pour le temps qui, en satisfaisant leur haine, adouciroit leurs souffrances, & réduiroit au même niveau les oppresseurs & les opprimés.

La noblesse, d'un autre côté, ne pensant qu'à jouir de l'indépendance du moment, aliénoit sans retour les seuls hommes qui pussent un jour la défendre; & manquant également à ce que prescrivait l'humanité & exigeoit la prudence, elle ne voyoit pas l'autorité royale qui s'avançoit sourdement, & qui la devoit bientôt engloutir. Déjà la Normandie, l'Anjou, le Languedoc, la Touraine, avoient été réunis : le Dauphiné, la Champagne & une partie de la Guienne ne devoient pas tarder à l'être. La France devoit avoir enfin son Louis XI; elle devoit voir ses Etats-généraux devenir d'abord inutiles, & finalement s'abolir.

L'Espagne devoit aussi voir ses royaumes se réunir dans la même main : elle devoit avoir son Ferdinand, & son Charles-Quint (1). Et l'Alle-

---

(1) L'Espagne étoit premièrement divisée en douze royaumes & quelques principautés qui, par des traités & sur-

magne, où une couronne élective prévenoit les réunions (1), devoit à la vérité acquérir quelques villes libres; mais ses peuples divisés étoient pour la plupart destinés à rester soumis au joug

tout par des conquêtes, se réunirent successivement en trois royaumes, qui furent ceux de Castille, d'Arragon & de Grenade. Ferdinand V, roi d'Arragon, épousa Isabelle, reine de Castille: ils firent de concert la conquête du royaume de Grenade; & ces trois royaumes ainsi réunis, passèrent en 1516, à Charles leur petit-fils, & formèrent la monarchie Espagnole. A cette époque les rois d'Espagne commencèrent à être absolus, & les Etats des royaumes de Castille & de Léon, " assemblés à Tolède au mois de Novembre 1539, „ sont les derniers où se soient trouvés les trois ordres, „ c'est-à-dire, les grands, les ecclésiastiques & les députés „ des villes „ Ferrera, *Histoire générale d'Espagne*.

(1) Le royaume de France, sous Hugues Capet & quelques-uns de ses successeurs, ressembloit beaucoup à l'Empire d'Allemagne, tel qu'il a été dès ce temps-là jusqu'à ce jour. Mais la couronne impériale d'Allemagne, par un concours de circonstances dont la recherche est étrangère ici, étant restée élective, les empereurs Allemands, quoique jouissant de prérogatives plus grandes en apparence que celles des rois de France, se trouvoient pour l'essentiel dans une situation bien moins avantageuse: ils ne pouvoient s'attacher à un plan d'agrandissement avec la persévérance d'une foule de souverains héréditaires; & le droit de les élire, dont jouissoient les grands princes de l'Allemagne, mettoit ceux-ci en état de se garantir, avec les autres seigneurs moins éminens, des usurpations de la couronne.

arbitraire & absolu des souverains particuliers qui fauroient se maintenir. En un mot, les torrens de servitudes féodales qui couvroient le continent, n'y réparaient par aucun avantage éloigné leurs ravages actuels; & ils ne devoient laisser en s'écoulant qu'une espèce plus régulière de despotisme.

Mais en Angleterre ce même droit féodal, après avoir inondé tout-à-coup, avoit déposé & déposoit continuellement les nobles semences de l'esprit de liberté, d'union & d'une sage résistance. Dès le temps d'Edouard on le voyoit se retirer peu-à-peu : les loix protectrices de la personne & de la propriété du citoyen commençoient à paroître (1) : cette belle constitution, résultat d'un triple pouvoir, s'élevait insensiblement ; & l'œil découvrait déjà les sommités verdoyantes de cet heureux horizon, où devoient régner un jour la philosophie & la liberté, inséparables compagnes.

---

(1) « Or, selon mon avis, (dit Philippe de Comines dans des temps qui n'étoient pas fort postérieurs à ceux d'Edouard premier) entre toutes les seigneuries du monde dont j'ai connoissance, où la chose publique est mieux traitée & où règne moins de violence sur le peuple, c'est en Angleterre. » *Mémoires de Comines, tome I. L. V. chap. XIX.*

## CHAPITRE II.

## SECONDE PARTIE.

*Continuation du même sujet.*

LES députés de la nation, & de toute la nation, étoient admis dans le parlement; & le roi se voyoit dans leur dépendance par rapport à un objet qui intéresse également l'homme & le souverain : le grand pas étoit donc fait, qui devoit lui donner l'influence dont elle jouit aujourd'hui; & les règnes qui suivent celui d'Edouard nous en offrent le développement continu.

Sous Edouard II, les Communes commencèrent à joindre des pétitions aux bills par lesquels elles accorderoient des subsides; & ce fut là l'aurore de leur pouvoir législatif. Sous Edouard III, elles déclarèrent qu'elles ne reconnoitroient désormais de loix, que celles auxquelles elles auroient donné leur assentiment. Bientôt après elles déployèrent une prérogative, qui fait aujourd'hui un des grands contrepoids de la constitution : elles accusèrent & firent condamner quelques-uns des principaux ministres. Sous Henri IV, elles refusèrent de statuer sur les subsides, avant qu'on eût répondu à

leurs pétitions. En un mot, chaque événement un peu considérable étoit marqué par une addition au pouvoir des Communes : additions lentes à la vérité, mais additions paisibles & légales, & qui n'en étoient que plus propres à s'imprimer dans l'esprit des peuples, & à s'incorporer aux anciens principes.

Sous Henri V, la nation ne fut occupée que de ses guerres avec la France; & sous Henri VI, commencèrent les fatales guerres entre les maisons d'Yorck & de Lancastre : le bruit des armes se fit seul entendre ; dans le silence des lois existantes, on ne pensa guère à en faire de nouvelles ; & l'Angleterre n'offre, pendant plus de trente années, qu'une vaste scène de désolation.

Enfin, sous Henri VII, qui, en épousant l'héritière de la maison d'Yorck, réunit les prétentions des deux familles, la paix fut généralement rétablie, & des jours heureux sembloient promis à la nation. Mais la longue & violente crise qui l'avoit travaillée, devoit avoir une convalescence longue & pénible : Henri, monté sur le trône les armes à la main, & pour ainsi dire en conquérant, avoit des promesses à tenir & des vengeances à exercer ; & les peuples, après tant de misères, ne soupirant que pour le repos, abhorrant même jusqu'à l'idée de la résistance ; ce qui restoit d'une

noblesse exterminée se voyoit exposé, sans défense, à la merci du souverain.

Les Communes d'un autre côté, accoutumées à n'agir qu'en second, privées de ceux qui jusques-là avoient été leurs conducteurs, & pour ainsi dire éperdues, osoient moins que jamais commencer à former une opposition. Se voyant placées, ainsi que les seigneurs, sous les yeux du roi, elles étoient exposées aux mêmes dangers. Ainsi qu'eux, elles achetèrent leur sûreté personnelle aux dépens de la liberté générale : les loix les plus avilissantes, les jugemens les plus odieux, furent prodigués, & en lisant l'histoire des deux premiers princes de la maison de Tudor ; on croit lire ce que Tacite raconte de Tibère & du Sénat Romain (1).

Le temps sembloit donc arrivé, où la nation Anglaise devoit subir à son tour le sort des autres nations de l'Europe. Toutes ces barrières qu'elle avoit élevées à sa liberté, n'avoient donc fait que retarder les inévitables effets du pouvoir.

Mais le souvenir des anciennes loix de cette grande charte, si souvent & si solennellement confirmée, étoit gravé trop profondément dans l'esprit des Anglais, pour que des malheurs passa-

---

(1) *Quanto quis illustrior, tanto magis falsi ac festinantes.*

gers pussent les en effacer. Comme une mer étendue & profonde, qui conserve sa température au milieu de la vicissitude des saisons, l'Angleterre conservoit des principes si généralement répandus dans tous les ordres de l'état, & la première occasion devoit les voir se manifester.

L'Angleterre avoit d'ailleurs encore l'avantage si grand, d'être réunie en un seul état.

Si elle eût été, comme la France, divisée en plusieurs provinces distinctes, elle eût eu aussi plusieurs assemblées nationales. Ces assemblées convoquées en des temps & en des lieux différens, pour ces raisons & pour d'autres, n'eussent pu agir de concert; & le droit de refuser des subsides, ce droit important quand il est le pouvoir de réduire le souverain à l'impossibilité d'agir, n'eût été que le droit funeste d'irriter un maître; qui auroit eu ailleurs des ressources.

Les différens parlemens ou états, réduits à n'avoir que le mérite de la promptitude, eussent accordé à l'envi ce qu'il eût été non-seulement inutile, mais même dangereux de refuser: le roi n'eût pas tardé à demander, comme un tribut, un don qu'il eût été sûr d'obtenir; & l'apparence de consentement n'eût été laissée aux peuples, que comme un moyen de plus de les opprimer sans péril.

Mais le roi d'Angleterre, dans le temps même des Tudors, continuoit à n'avoir qu'une assemblée à qui il pût exposer ses besoins ; quelle que fût l'augmentation de son pouvoir , il n'y avoit que son parlement unique qui pût lui fournir les moyens de le déployer ; & soit que ceux qui le composoient sentissent vivement leurs avantages , soit que l'intérêt particulier vint à l'appui du patriotisme , ils revendiquèrent dans tous les temps le droit de refuser des subsides ; & dans l'abandon général de tout ce qui eût dû leur être cher , ils tiurent du moins opiniâtrément embrassée la planche qui devoit enfin les sauver.

Sous Edouard VI , les monstrueuses loix de *trahison* , inventées sous Henri VIII son prédécesseur , furent abolies. Mais ce jeune & vertueux prince n'ayant fait que passer , la sanguinaire Marie étonna l'univers par des cruautés qu'il n'y avoit que le fanatisme d'une partie de la nation qui pût la mettre en état d'exercer.

Sous le beau & long règne d'Elisabeth , l'Angleterre commença à respirer ; & la religion protestante , remise sur le trône , amena avec elle un peu plus de liberté & de tolérance.

La chambre étoilée , cet instrument fécond de la tyrannie des deux Henris , subsistoit cependant encore ; le tribunal inquisitionnel de la haute com-

mission fut même imaginé ; & le joug du pouvoir reposoit toujours pesamment sur la tête des sujets. Mais l'amour pour une reine dont les malheurs avoient d'abord tant intéressé , les dangers éminens auxquels l'Angleterre échappa , & l'extrême gloire de ce règne , firent supporter des exercices d'autorité qui paroïtroient aujourd'hui le comble de la tyrannie , & justifièrent alors & excusent aujourd'hui une souveraine que ses grands talens , mais non sûrement pas ses principes en matière de gouvernement , rendent digne d'être proposée pour modèle.

Enfin , sous le règne des Stuarts , la nation revint de son long assoupissement. Jacques I , prince plus imprudent que tyrannique , leva le voile qui avoit jusques-là déguisé tant d'usurpations , & étala ce dont ses prédécesseurs s'étoient contentés de jouir.

Il ne se lassoit pas de répéter , que le pouvoir des rois ne devoit pas plus être contredit que celui de Dieu. Comme lui ils étoient *omnipotens* ; & ces privilèges que la nation réclamoit avec tant de bruit , comme un héritage & comme des droits apportés en venant au monde , n'étoient suivant lui , qu'un effet de la grâce & de la tolérance de ses ancêtres (1).

---

(1) Déclarations faites en parlement dans les années 1610 & 1621.

Ces principes , conservés jusques alors dans le secret du cabinet & des cours de justice, s'étoient maintenus par cette obscurité même. Enoncés du haut du trône , & rétentissans dans les chaires , ils répandirent une allarme universelle : le commerce, d'ailleurs, les arts qui en sont la suite , & surtout l'imprimerie, réveilloient des notions plus saines dans tous les ordres de l'état ; un nouveau jour commençoit à éclairer la nation ; & ce règne voit souvent se manifester un esprit d'opposition , auquel les monarques Anglais n'étoient , depuis long-temps , plus accoutumés.

Mais l'orage qui n'avoit fait que se préparer sous Jaques , commença à gronder sous Charles I, son successeur ; & la scène qui s'ouvrit à l'avènement de ce prince, présentoit l'aspect le plus effrayant.

Les idées religieuses , par un concours singulier, venoient se joindre à l'amour de la liberté ; le même esprit qui avoit attaqué la foi établie, se glissoit dans la politique ; les prérogatives royales furent soumises au même examen que les préceptes de l'église de Rome ; & cette épreuve , à laquelle une religion superstitieuse n'avoit pu résister , une autorité prétendue sans bornes ne la devoit pas soutenir non plus.

Les Communes , d'un autre côté, revenoient

de l'étonnement où les avoit d'abord mises l'extinction du pouvoir des nobles ; jetant les yeux sur elles-mêmes & sur la nation , elles virent toute leur force , elles se déterminèrent à en faire usage , & à resserrer enfin un pouvoir qui depuis si long-temps sembloit avoir tout envahi. Se trouvant posséder dans le même temps des personnes de la plus vaste capacité , elles entreprirent le grand ouvrage par des voies constitutionnelles & avec méthode ; & Charles alloit avoir à résister au mouvement de toute une nation concentré & dirigé par une assemblée d'hommes d'état.

Arrêtons-nous un moment ici , pour observer la différence des effets produits en Angleterre & en France par le même événement , je veux dire , par l'annihilation du pouvoir de la noblesse. En France , où , par une suite de la division des provinces , & de la puissance des nobles , le peuple étoit compté pour rien ; lorsque les nobles eux-mêmes furent abattus , l'ouvrage fut fait. Mais en Angleterre , lorsque , par un concours de circonstances , les nobles furent pareillement abattus , le peuple , qu'ils avoient élevé , qui avoit acquis beaucoup d'influence dans le gouvernement , & qui , surtout , n'étoit point divisé , mais réuni en un seul corps , ce peuple , dis-je , fut ferme & les rallia.

Mais l'infortuné Charles , mal conseillé , méconnut totalement le péril qui l'environnoit. Séduit par l'exemple des autres souverains de l'Europe , il ne sentit pas combien sa situation étoit différente de la leur ; il eut l'imprudence de déployer avec rigueur une autorité à laquelle presque personne ne croyoit ; & il vit dissiper d'un souffle ses prérogatives éternelles (1). Par le fameux

---

(1) On pourroit objecter ici , que quand , sous le règne de Charles I , le pouvoir de la couronne fut forcé de céder à celui du peuple , le roi possédoit d'autres domaines outre l'Angleterre , savoir l'Ecosse & l'Irlande ; c'est pourquoi il paroïssoit jouir du même avantage que les rois de France , celui de régner sur une nation divisée. Mais à ceci on doit répondre , qu'au temps dont nous parlons , l'Irlande , à peine civilisée , ne faisoit qu'accroître les besoins , & par conséquent la dépendance du roi ; pendant que l'Ecosse , par un concours de circonstances particulières , s'étoit soustraite à son obéissance. Et quoique ces deux Etats , même à présent , ne puissent entrer en concurrence avec le corps réuni du royaume d'Angleterre , & ne paroissent pas avoir jamais été en état , par leur jonction avec cette couronne , de procurer au roi de grands secours , cependant les circonstances qui eurent lieu dans ces deux royaumes au temps de la révolution , ou depuis lors , prouvent suffisamment que ce n'en étoit pas une défavorable pour la liberté anglaise , que la grande crise du règne de Charles I , & les heureux progrès que devoit faire alors la constitution , précédassent la période dans laquelle le roi d'Angleterre auroit pu être en état de recourir à l'aide des deux autres royaumes ;

acte qu'on appela la *pétition des droits*, & par un autre acte postérieur, actes auxquels il consentit, les prêts forcés, & les impôts déguisés sous le nom de *bénévolence*, furent déclarés contraires aux loix; les emprisonnemens arbitraires & l'exercice de la loi martiale furent abolis; la cour de haute commission & la chambre étoilée furent supprimées (1); & la constitution, dégagée de l'attirail de pouvoirs tyranniques dont les Tudors l'avoient offusquée, fut rétablie dans son ancien lustre. Heureux les peuples si leurs conducteurs, après avoir exécuté un si noble ouvrage, se fussent contentés de la gloire pure de bienfaiteurs de la patrie! Heureux le roi si, obligé enfin de céder, il eût cédé de bonne foi, & s'il eût suffisamment connu que la seule ressource qui lui restât, étoit l'affection de ses sujets!

Mais Charles ne fut pas survivre à la perte de ce qu'il croyoit des pouvoirs indisputables; il ne put réconcilier son ame avec des limita-

---

(1) La chambre étoilée, à la différence des autres tribunaux, qui ne reconnoissent pour loi que la *commune loi*, ou loi immémoriale, & les actes de parlement; reconnoissoit les proclamations particulières du conseil du roi, & en faisoit le motif de ses jugemens. Aussi l'abolition de ce tribunal fut regardée, avec raison, comme une grande victoire sur l'autorité royale.

tions injurieuses, suivant lui, à la dignité souveraine ; sa conduite & ses propos décélèrent des desseins secrets ; la défiance s'empara de la nation ; des citoyens ambitieux la firent servir à leurs vues ; & l'orage qui avoit paru apaisé se ranima. Le fanatisme opposé de sectes persécutrices se joignit au conflit de l'orgueil monarchique & de l'ambition particulière ; la tempête souffla des quatre coins de l'horison ; la constitution fut mise en pièces, & Charles donna par sa chute un grand exemple à l'univers.

La puissance royale étant anéantie, les Anglais firent des tentatives, mais inutiles, pour y substituer le gouvernement républicain. « Ce » fut un beau spectacle, dit Montesquieu, de » voir les efforts impuissans des Anglais pour » établir chez eux la démocratie ». Soumis d'abord au pouvoir des divers chefs du long-parlement, ils ne virent finir ce pouvoir que pour passer, sans limites, entre les mains d'un *protecteur*. Ils le virent ensuite se distribuer entre les chefs des différens corps de troupes ; & retombant sans cesse de servitude en servitude, ils se convinquirent que vouloir établir la liberté chez une grande nation, en la faisant intervenir dans le détail du gouvernement, c'est vouloir de toutes les choses la plus chimérique ; que  
cette

cette autorité de tous, dont on y amuse le peuple, n'est au fond que l'autorité de quelques citoyens puissans qui se partagent la république; & ils se reposèrent enfin dans la seule constitution qui puisse convenir à un grand état & à un peuple libre, je veux dire, celle où un petit nombre délibère, & où un seul exécute : mais dans laquelle, en même temps, la satisfaction générale est rendue, par l'arrangement des choses, une condition nécessaire de la durée du gouvernement.

Charles II fut donc rappelé, & il éprouva de la part de ses peuples cet amour, cette passion, qui suit le retour d'une longue erreur. Lui-même cependant ne leur pardonna pas le crime inexpiable dont il regardoit qu'ils s'étoient souillés : il vit avec douleur qu'ils conservoient au fond les mêmes idées : & le cœur plein des anciens pouvoirs de la couronne, il ne chercha que l'occasion de manquer aux promesses qui avoient procuré sa restauration.

Mais l'empressement même de ses mesures en fit manquer le succès; ses alliances dangereuses sur le continent, & l'extravagance des guerres dans lesquelles il entraîna l'Angleterre, jointes aux fréquens abus qu'il fit de son autorité, le décelèrent. La nation ouvrit les yeux sur ses

projets ; & convaincue , enfin , qu'il n'y a que des bornes fixes & irrésistibles qui puissent contenir l'autorité , elle résolut d'enlever définitivement tout ce qui restoit d'arbitraire dans la puissance du roi.

Les *services militaires* dûs à la couronne , reste des tenures féodales , furent abolis. Les loix contre les hérétiques furent abrogées. L'acte d'*Habeas Corpus* , ce rempart de la sûreté particulière , fut établi. Le statut qui rendoit les parlemens triennaux fut sanctionné : & le patriotisme des parlemens fut tel , que ce fut sous le prince le plus destitué de principes , que la liberté reçut ses plus efficaces additions.

Enfin , à la mort de Charles , commença ce règne qui devoit donner une si grande leçon aux peuples & aux souverains. Jacques II ayant dans l'esprit plus de roideur que son frère , avec moins d'étendue , s'obstina plus ouvertement encore à suivre un projet qui avoit été si funeste à sa famille. Il ne voulut pas voir que les grands changemens arrivés dans la constitution en rendoient l'exécution toujours plus impraticable ; il s'indigna follement contre une résistance qu'il n'étoit pas en état de vaincre ; & emporté par son esprit despotique , & par un zèle monacal ,

il courut, tête baissée, contre le roc où devoit se briser son autorité.

Non-seulement il fit entendre dans ses déclarations les impressions allarmantes du pouvoir absolu & auquel on devoit obéir sans réserve : non-seulement il s'attribua le droit de dispenser de l'effet des loix, il voulut encore faire servir cette prétention destructive à la destruction des loix les plus chères à la nation, & abolit une religion achetée au prix des plus grandes calamités, pour élever sur ses ruines une religion que des actes réitérés avoient proscrite ; & proscrite, non parce qu'elle tendoit à établir en Angleterre les croyances, indifférentes à l'état, de la transsubstantiation & du purgatoire ; mais parce qu'elle y avoit toujours compté la puissance illimitée du souverain parmi ses principaux dogmes.

Chercher donc à faire revivre une telle religion, ce n'étoit pas seulement violer des loix, c'étoit préparer par une violation criante des violations plus criantes encore ; & les Anglais, qui virent que la liberté étoit attaquée jusques dans ses premiers principes, reconnurent au remède que la nature & la raison montrent aux peuples, lorsque celui qui devoit être le gardien des loix en devient le destructeur. Ils retirèrent

l'obéissance qu'ils avoient vouée à Jacques, & se crurent dégagés de leurs sermens, vis-à-vis d'un roi qui se mettoit au-dessus des siens.

Mais au lieu que la révolution qui avoit renversé Charles, ne s'étoit effectuée qu'au moyen d'une grande effusion de sang, & avoit jeté l'état dans une convulsion terrible, celle qui détrôna Jacques ne fut qu'une opération courte & facile. Par une suite du progrès des connoissances & de la certitude des principes qui dirigeoient la nation, le concert fut universel; tous les liens, par lesquels le peuple tenoit au trône, se rompirent à la fois & par une seule secousse; & Jacques qui, le moment auparavant, étoit un monarque environné de ses sujets, ne fut plus qu'un particulier au milieu de la nation.

Ce qui contribue surtout à rendre cet événement unique dans les annales du genre humain, c'est la modération, je dirai même la légalité, qui l'accompagnèrent. Comme si déplacer du trône un roi, qui vouloit s'élever au-dessus des loix, eût été une suite naturelle & prévue des principes du gouvernement, toutes choses restèrent en place; la nation s'assembla en règle pour élire ses représentans; le trône fut déclaré vacant, & un nouvel ordre de succession fut établi.

Ce ne fut pas tout : on s'attacha à réparer les brèches faites à la constitution, & à en prévenir de nouvelles; & l'on profita de l'occasion rare d'un contrat primitif & formel entre le peuple & le souverain.

L'on exigea du nouveau roi un serment plus exprès que celui qu'avoient prêté ses prédécesseurs, & l'on en consacra pour toujours la formule. On déclara de nouveau, qu'établir des impositions sans le consentement du parlement, de même qu'entretenir une armée en temps de paix, étoit contraire à la loi. On abolit le pouvoir qu'avoit, dans tous les temps, réclamé la couronne, de dispenser de l'effet des loix. On statua que tous les sujets, quels qu'ils fussent, auroient droit de présenter des pétitions au roi (1): & enfin l'on posa la clef de la voûte, par l'établissement final de la liberté de la presse (2).

---

(1) La chambre haute & les Communes avoient fait un bill, qui fut appelé le *bill des droits*, & qui contenoit les articles ci-dessus, ainsi que divers autres. Ce bill ayant reçu ensuite le consentement royal, devint acte de parlement, sous le titre d'*acte déclarant les droits & liberté du sujet & établissant la succession à la couronne. Année 1 de Guillaume & Marie, Session 2, c. 2.*

(2) La liberté de la presse ne fut, à proprement parler, établie que quatre années après, par le refus que fit le parlement de continuer les restrictions mises à ce sujet.

La révolution de 1688 est donc la troisième grande époque dans l'histoire de la constitution de l'Angleterre. La grande charte avoit indiqué les bornes où devoit se renfermer le pouvoir du roi : le règne d'Edouard I avoit élevé quelques barrières ; mais c'est à l'époque de la révolution qu'on acheva de fermer l'enceinte.

C'est à cette époque que se posèrent les grands & vrais principes des sociétés. Par l'expulsion d'un roi violateur de ses sermens, la doctrine de la résistance, cette ressource finale des peuples que l'on opprime, fut mise à l'abri du doute. Par l'exclusion donnée à une famille héréditairement despotique, il fut décidé que les nations n'appartiennent pas aux rois. Tous ses principes d'obéissance passive, de droit divin, de pouvoir indestructible ; en un mot, cet échafaudage de notions funestes, parce qu'elles étoient fausses, sur lesquelles l'autorité royale avoit porté jusque-là, fut détruit ; & l'on y substitua les appuis solides & durables de l'amour de l'ordre, & du sentiment de la nécessité d'un gouvernement parmi les hommes.

---

## CHAPITRE III.

*Puissance législative.*

DANS presque tous les royaumes de l'Europe, la volonté du prince tient lieu de loi; & l'habitude y a tellement confondu le droit avec le fait, que les juriscultes y font envisager le pouvoir législatif comme essentiellement attaché à la qualité de roi, & que la plénitude de son pouvoir leur paroît découler nécessairement de la définition de son titre.

Les Anglais, placés dans des circonstances plus favorables, en ont jugé différemment; ils n'ont pas cru que le destin des hommes dût dépendre de jeux de mots & de subtilités scholastiques; & ils n'ont attaché au mot *king* & au mot *roi*, que leur loi connoît aussi, que les idées que les Latins avoient attachées au mot *rex*, & les peuples du nord au mot *cuning*.

En limitant donc le pouvoir de leur roi, ils se sont trouvés plus conformes à l'étymologie: ils sont aussi plus conformes à la raison, en ne laissant pas les loix à la disposition de celui qui est, d'un autre côté, le dépositaire de la force pu-

blique, c'est-à-dire, de celui qui a le plus grand intérêt de s'en affranchir.

La base de la constitution d'Angleterre, le grand principe auquel tous les autres tiennent, c'est que c'est au parlement seul qu'appartient la puissance législative, c'est-à-dire le pouvoir d'établir les loix, de les abroger, de les changer, de les expliquer.

Les parties constituantes du parlement sont la chambre des Communes, la chambre des seigneurs, le roi.

La chambre des Communes, autrement l'assemblée des représentans de la nation, est composée des députés de différens comtés de l'Angleterre, dont chacun en envoie deux; des députés des villes, dont Londres, si l'on y comprend Westminster & Southwark, en nomme huit, les autres villes deux ou un; & des députés des universités d'Oxford & de Cambridge, qui en avoient chacune deux.

Enfin, depuis l'acte d'*union*, l'Ecosse envoie quarante-cinq députés, qui, joints aux autres, font en tout cinq cent cinquante-huit. Ces députés, quoique nommés séparément, ne sont point censés représenter uniquement la ville ou le comté qui les a envoyés, comme cela a lieu par rapport aux députés des Provinces-Unies;

mais, une fois qu'ils sont admis, ils représentent toute la nation.

Les qualités requises pour être membre de la chambre des Communes sont, d'être né sujet de la Grande-Bretagne, & d'avoir un fonds de terre de la valeur de six cent livres sterling de revenu (1), s'il s'agit de représenter un comté; on de trois cent livres sterling, pour représenter une ville.

Les qualités requises pour être électeur dans un comté sont, d'y posséder un fonds libre (*free hold*) de la valeur de quarante shillings de revenu. Par rapport aux électeurs dans les différentes villes, ils doivent être *freemen*, mot qui signifie homme libre, & qui exprime aujourd'hui certaines qualifications énoncées dans les chartes particulières.

Lorsque le roi assemble un parlement, le chancelier envoie un ordre au shériff de chaque comté, pour qu'il fasse procéder à l'élection des députés pour le comté même & pour les diverses villes qui s'y trouvent. Trois jours après la ré-

---

(1) Ce fonds doit avoir été possédé pendant une année avant le temps de l'élection, à moins qu'il ne fût parvenu à l'électeur par héritage, mariage, testament ou promotion à un office.

ception de l'ordre , le shériff doit envoyer à son tour un ordre aux officiers des villes , pour qu'ils aient à faire leur élection dans les huit jours qui suivent leur réception de l'ordre , en le publiant quatre jours à l'avance. Et le shériff doit procéder lui-même à l'élection pour le comté , pas plutôt que dix jours , & pas plus tard que seize.

Les précautions que la loi a prises pour assurer à tous égards la liberté des élections , sont : que tout candidat qui , après la date des *writs* , ou dans le temps de la vacance d'une place , auroit donné des festins aux électeurs ou à un certain nombre d'entr'eux , ne puisse être élu pour ce lieu-là. Que celui qui auroit donné ou promis de donner à un électeur de l'argent , un office ou une récompense quelconque , soit , ainsi que l'électeur lui-même , condamné à cinq cent livres sterlings d'amende , & incapable de remplir jamais aucun office ; avec la faculté , cependant , pour tous les deux , de se racheter de la peine , si avant conviction ils font connoître un coupable dans le même cas.

Il a été ordonné de plus qu'aucun seigneur du parlement , ni le seigneur lieutenant d'aucun comté , ne s'arrogeroit le droit de se mêler de l'élection des membres ; que les collecteurs des

revenus publics qui entreprendroient de se mêler dans les élections , *en persuadant ou dissuadant les électeurs* , seroient condamnés à une amende de cent livres sterlings , & déclarés incapables d'aucun office. Enfin , les soldats qui se trouveroient en quartiers dans une place d'élection , doivent s'en éloigner au moins un jour avant l'élection , & ne revenir qu'un jour après qu'elle est finie.

La chambre des seigneurs ou des lords est composée des Lords spirituels , qui sont , les Archevêques de Cantorbéry & d'York , & les vingt-quatre Evêques ; des Lords temporels , quel que soit le titre qui les distingue ; comme de Duc , Comte , Baron , &c.

Enfin le roi forme la troisième puissance qui compose le parlement ; c'est même lui qui a seul le droit de le convoquer ; c'est aussi lui seul qui peut le dissoudre ou le proroger. L'effet d'une *dissolution* est , que le parlement cesse entièrement d'exister ; la charge des députés est finie ; & lors d'une convocation , il faut en élire de nouveaux. Une *prorogation* est un ajournement à un terme fixé par le roi : jusqu'à ce terme le parlement est simplement interrompu , & la fonction des députés suspendue.

Lorsque le parlement s'assemble , soit qu'il le fasse en vertu d'une convocation , soit que ,

composé de membres élus précédemment, il se rassemble à l'expiration du temps pour lequel il avoit été prorogé, le roi s'y rend en personne, revêtu des marques de sa dignité, & il ouvre la session, en exposant au parlement l'état & les besoins de la nation, & en l'invitant à s'en occuper. Cette présence du roi, réelle ou représentée, est absolument requise dans une première assemblée; c'est elle qui donne la vie aux corps législatifs, & qui les met en mouvement.

Lorsque le roi a fait sa déclaration, il se retire. Le parlement, qui est alors saisi des affaires de la nation, s'en occupe, & est existant, jusqu'à ce qu'il soit prorogé ou dissous. La chambre des Pairs & celle des Communes s'assemblent séparément; les premiers sous la présidence du lord - chancelier, les autres sous celle de leur orateur; & les deux chambres s'ajournent elles-mêmes; chacune de son côté, aux jours qui leur conviennent.

Comme chacune des deux chambres a la négative sur les résolutions de l'autre, & qu'il n'est pas à craindre qu'elles empiètent sur leurs prérogatives mutuelles, non plus que sur celles du roi, qui a pareillement sa négative, tout ce qu'elles jugent convenable au bien de l'Etat,

fans restriction , peut faire l'objet de leurs délibérations respectives. Telles sont, par exemple , de nouvelles bornes à donner à l'autorité du roi , ou de nouveaux pouvoirs à lui accorder , de nouvelles loix à établir , ou des changemens à faire aux anciennes. Enfin les diverses sortes de réglemens ou d'établissemens publics , les divers abus de l'administration , & les remèdes à y apporter , sont à chaque session l'objet de l'attention du parlement.

Il y a cependant une observation importante à faire. Les bills relatifs aux subsides doivent absolument commencer dans la chambre des Communes : les seigneurs ne peuvent s'occuper de cet objet que sur une représentation de leur part : & elles sont si jalouses de ce droit, qu'elles ne souffrent jamais qu'ils apportent aucun changement aux bills qu'elles leur remettent à ce sujet , & qu'il fasse autre chose que les accepter ou les rejeter purement & simplement.

A cela près , chaque membre dans chaque chambre propose la matière qu'il juge à propos. Si , après délibération , on trouve qu'il convient qu'on s'en occupe , on l'invite à mettre sa proposition par écrit. Si , après avoir été plus mûrement examinée , elle passe , on la remet à l'autre chambre , pour qu'elle s'en occupe à son

four. Si celle-ci la rejette, elle reste sans effet, si elle l'accepte, il ne manque plus au *bill* que la sanction du consentement royal.

Lorsqu'il n'y a aucune affaire pressante, le roi attend ordinairement la fin de la session (1), ou du moins qu'il y ait un certain nombre de bills, pour se déclarer. Alors il se rend en parlement avec la même solennité avec laquelle il l'a ouvert; pendant qu'il siège sur son trône, un secrétaire, qui a la liste des bills, lit & donne, ou refuse à mesure, le consentement royal.

Si c'est un bill public qui soit accepté, le secrétaire dit, *le roi le veut*. Si c'est un bill privé, il dit, *soit fait comme il est désiré*. Si c'est un bill concernant des subsides, il dit, *le roi remercie ses loyaux sujets, accepte leur bénévolence & aussi le veut*. Et enfin, si c'est un bill auquel le roi ne juge pas à propos de consentir, le secrétaire dit, *le roi s'avisera*, ce qui est une manière douce de le rejeter.

Il est, au reste, assez singulier que le roi d'Angleterre s'exprime en français dans son parle-

---

(1) Une *session* est le temps qui s'écoule entre l'ouverture du parlement & la prorogation : elle dure dans les temps ordinaires environ quatre mois, & il y en a une chaque année.

ment : c'est un reste de la conquête (1), qui s'est conservé, ainsi que presque toutes les choses de forme qui subsistent, lors même que les choses essentielles changent; & le juge Blackstone dit à ce sujet : « C'est la dernière marque » qui nous reste de notre esclavage; & il est » bon que nous la conservions, parce qu'elle » nous rappelle que notre liberté peut périr, » ayant été autrefois détruite par une force » étrangère. »

Lorsque le roi a déclaré ses diverses volontés, il proroge le parlement. Les bills qu'il a rejetés restent sans force : ceux auxquels il a assenti deviennent l'expression de la volonté du plus grand pouvoir que l'Angleterre reconnoisse; ils sont ce que sont en France les édits (2) en-

---

(1) Guillaume le conquérant ajouta aux autres changements qu'il fit, l'abolition de la langue Anglaise dans les affaires publiques & dans les cours de Justice, & y substitua le Français qu'on parloit de son temps. Ce ne fut que sous Edouard III, que l'Anglais commença à se rétablir dans les Tribunaux. De-là vient le grand nombre d'anciens mots Français qu'on retrouve dans le style des loix d'Angleterre.

(2) On appelle en France *édits enregistrés*, ceux des édits du roi qui ont été couchés sur les registres de la cour du parlement. Le mot *parlement*, cependant, n'exprime pas en France comme en Angleterre, l'assemblée des Etats du

réglés, ce qu'étoient à Rome les *populiscites* ; en un mot, ils sont des loix. Et, quoique chacune des parties constituantes du parlement eût pu dans l'origine refuser à ces loix l'existence, il faut désormais, pour les annuler, la réunion de toutes trois.

---

royaume. Les parlemens Français ne sont que le cours de justice. Celui de Paris, qui a la sur-intendance sur tous les parlemens provinciaux, fut institué de la même manière & pour les mêmes fins que l'*aula regis* fut introduite dans la suite en Angleterre, savoir pour l'administration publique de la justice, & pour décider des différends entre le roi & ses barons. C'est en conséquence des jugemens passés en parlement, que les rois ont procédé, quand ils ont pu, à la saisie des domaines de tel ou tel seigneur ou prince, & qu'ils les ont réunis à la couronne. Le parlement de Paris, ainsi que toutes les autres cours de justice, fonde ses jugemens sur ceux des édits ou *ordonnances* du roi qui ont été déjà enregistrés par cette cour. Lorsque ces *ordonnances* paroissent accabler le sujet, le parlement refuse de les enregistrer, non que cette assemblée prétende avoir quelque part dans le pouvoir législatif, mais parce qu'elle n'est pas assurée que l'*ordonnance* produite soit réellement la volonté du roi ; & alors elle procède à faire des remontrances à ce sujet, auxquelles le roi défère quelquefois ; ou, s'il est résolu de mettre fin à toute opposition, il se rend en personne au parlement, il tient ce qu'on appelle un *lit de justice*, déclare que l'*ordonnance* qui est devant eux est réellement sa volonté, & en ordonne l'enregistrement à l'officier préposé pour le faire ordinairement.

#### CHAPITRE IV.

## CHAPITRE IV.

*Du pouvoir exécutif.*

LORSQUE le parlement est prorogé ou dissous ; il cesse d'exister ; mais ses loix subsistent : le roi est chargé de l'exécution, & muni du pouvoir nécessaire pour la procurer.

Mais, au lieu qu'en sa capacité politique de l'un des ordres du parlement, c'est-à-dire, par rapport à la portion qui lui compète de la puissance législative, il est souverain, & n'allègue que sa volonté lorsqu'il donne ou refuse son consentement ; chargé de l'administration publique, il n'est que magistrat ; & les loix, soit celles qui existoient avant lui, soit celles auxquelles par son assentiment il a donné l'existence, doivent diriger sa conduite, & l'obligent aussi bien que ses sujets.

I. La première prérogative du roi, en sa qualité de magistrat suprême, a pour objet l'administration de la justice. 1<sup>o</sup>. Il est la source de tout pouvoir judiciaire ; il est chef de tous les tribunaux ; les juges sont regardés comme y étant ses substitués ; tout s'y passe en son nom ; les

sentences doivent être munies de son sceau, & sont exécutées par ses officiers.

2°. Par une fiction de la loi, il est regardé comme le propriétaire universel du royaume ; il est censé directement intéressé de tous les délits ; & c'est conséquemment en son nom que la punition s'en poursuit par devant les tribunaux.

3°. Il a droit de faire grace ; c'est-à-dire, de remettre la peine qui a été prononcée à son instance.

II. La seconde prérogative du roi est d'être la fontaine d'honneur, c'est-à-dire, le distributeur des titres & des dignités. Il crée les pairs du royaume ; il confère les différentes charges, soit dans les tribunaux, soit ailleurs.

III. Le roi est le sur-intendant du commerce ; il fixe les différens poids & mesures ; il a seul le droit de battre monnoie, & il peut donner cours à la monnoie étrangère.

IV. Il est le suprême chef de l'église. En cette qualité il nomme aux évêchés & aux deux archevêchés, & il convoque l'assemblée du clergé. Cette assemblée est formée en Angleterre sur le modèle du parlement : les évêques forment la chambre haute ; les députés des diocèses & des chapitres particuliers forment la chambre basse ; le consentement du roi est nécessaire pour la

validité des résolutions, & il a le droit de proroger ou dissoudre la *convocation*.

V. Il est généralissime né des forces de terre & de mer; il a seul le pouvoir de lever des troupes, d'équiper des flottes, de bâtir des forteresses, & il nomme à tous les postes.

VI. Il est, relativement aux nations étrangères, le représentant & le dépositaire de toute la puissance & de toute la majesté de la nation; il envoie & reçoit les ambassadeurs; il contracte les alliances; il a le droit de déclarer la guerre, & de faire la paix, aux conditions auxquelles il jugé à propos de consentir.

VII. Enfin, ce qui semble mettre le comble à tant de pouvoirs, c'est une maxime fondamentale que le roi ne peut faire mal (*the King can do no wrong*). Ce qui ne signifie pas, au reste, qu'il n'a pas la puissance de faire mal, mais qu'il est hors de l'atteinte des tribunaux, & que sa personne est sacrée & inviolable.

## CHAPITRE V.

*Limites que la constitution a données au pouvoir  
du roi.*

EN lisant l'énumération des pouvoirs que les lois d'Angleterre confient au roi, on ne fait comment les concilier avec l'idée d'une monarchie qu'on nous dit être limitée. Non-seulement le roi réunit toutes les branches du pouvoir exécutif; non-seulement il dispose de toute la puissance militaire : il est encore, ce me semble, le maître de la loi elle-même, puisqu'il appelle & fait disparaître à son gré le pouvoir législatif. On lui trouve donc, au premier coup-d'œil, tous les pouvoirs qu'ont jamais revendiqués les monarques les plus absolus; & l'on cherche cette liberté dont les Anglais se glorifient.

Mais les représentans du peuple ont encore, & c'est dire assez, ils ont encore, actuellement que la constitution est établie, la même arme qui a été assez puissante pour l'établir. C'est toujours de leur libéralité seule que le roi peut obtenir des subsides; & aujourd'hui que, par une suite des progrès du commerce & de l'esprit

de calcul, tout s'évalue en argent ; aujourd'hui, que ce métal est le grand ressort des affaires, on peut dire que celui qui dépend, par rapport à un article si important, est, quel que soit d'ailleurs son pouvoir nominal, dans une entière dépendance.

Et c'est le cas où se trouve le roi d'Angleterre. Il n'a par lui-même, presque pas de revenu. Quelques droits héréditaires sur l'exportation des laines, droits qui, depuis l'établissement des manufactures, sont tacitement annulés ; une branche de l'excise qui, sous Charles II, fut attachée à la couronne pour la dédommager des services militaires qu'elle abandonnoit, & qui, sous George premier, a été fixée à sept mille livres sterling ; un droit de deux shillings sur chaque tonneau de vin importé ; les débris de vaisseaux, dont le propriétaire n'est pas connu ; les baleines jetées sur la côte ; les cygnes nageant dans le courant des grandes rivières, & quelques autres reliques féodales, sont tout ce qui reste aujourd'hui de l'ancien domaine de la couronne.

Le roi d'Angleterre a donc, il est vrai, le droit de lever des armées & d'équiper des flottes ; mais sans le concours de son parlement, il ne peut les entretenir. Il peut donner des

E iij

places & des dignités ; mais , sans son parlement, il ne peut en payer les appointemens. Il peut déclarer la guerre ; mais sans son parlement, il lui est impossible de la soutenir. En un mot, la puissance royale , quelques grandes que soient ses prérogatives, déstituée, ainsi qu'elle l'est, du pouvoir des impositions, est un grand corps qui n'a point en soi le principe de son mouvement : c'est un vaisseau équipé si l'on veut complètement , mais auquel le parlement peut, quand il veut, retirer les eaux & le mettre à sec, comme aussi le remettre à flot, en accordant des subides.

Nous voyons effectivement, que depuis l'établissement de ce droit qu'ont les représentans du peuple, d'accorder ou de refuser des subides à la couronne , leurs autres privilèges n'ont fait que croître. Quoiqu'originellement ils ne fussent admis dans le parlement que sur le pied le moins avantageux, ils trouvèrent bientôt moyen, en joignant leurs pétitions aux bills de subides, d'avoir part à la législation ; & quoique cette manière de parvenir à leurs fins fût simplement tolérée au commencement par la cour, ils furent la convertir dans la suite en un vrai droit, en déclarant formellement sous Henri IV , qu'ils ne s'occupoient à l'avenir de l'objet des sub-

rides, que lorsque le roi auroit fait une réponse précise à leurs pétitions.

Dans les temps suivans, on a vu les Communes se servir toujours avec succès de ce moyen, pour élaguer de leur gouvernement les restes de despotisme qui faisoient encore partie de la prérogative royale : toutes les fois qu'elles se sont mises sérieusement en devoir de corriger les abus de pouvoir qui s'étoient glissés dans l'administration, *subsidés & plaintes se sont tenus par la main*, pour me servir de l'expression du chevalier Wentworth; & cette méthode a toujours produit l'effet désiré : en général, toutes les fois que les Communes, en conséquence de ce qu'un bill leur paroissoit essentiel au bien public, l'ont joint à un bill de subsidés, il n'a guères manqué de passer dans cette agréable compagnie ( 1 ).

(1) En rapportant cet usage que les Communes ont de temps en temps fait de leur pouvoir d'accorder ou de refuser des subsidés, je n'ai eu d'autre intention que celle de montrer la grande efficace de ce pouvoir, qui est l'unique sujet de ce chapitre. Cela est même allé si loin ( & ce trait confirme ce que j'en ai dit ), que les seigneurs de la chambre haute ont cru devoir former entr'eux une espèce de confédération pour sauver leur autorité législative du danger où la mettoit l'usage que les Communes faisoient de ce pouvoir de taxation; & cette chambre s'est fait en conséquence une loi, de rejeter constamment les bills accouplés à un bill de subsidés.

## CHAPITRE VI.

*Continuation du même sujet.*

**M**AIS cette force de la prérogative des Communes, & sa facilité d'être mise en jeu, avantages nécessaires pour élever la constitution, sont peut-être trop considérables, aujourd'hui qu'il ne faut que la maintenir. Il pourroit être à craindre que, le parlement usant de toute l'étendue de ses droits, le souverain, réduit au désespoir, ne se portât à des extrémités dangereuses, ou que la constitution, qui ne subsiste que par l'équilibre, ne fût à la fin renversée.

C'est là un cas que la prudence du parlement a su prévoir. Il s'est, à cet égard, imposé des loix ; & sans toucher à sa prérogative elle-même, il en a modéré l'exercice. l'usage a depuis long - temps prévalu, qu'au commencement d'un règne, & dans la forte d'épanchement qui a lieu entre un roi & son premier parlement, on accorde au roi, pour sa vie, un subside annuel, subside qui, pour les grandes exertions de son pouvoir, ne le soustrait point à l'influence des Communes, mais qui le met du

moins en état de soutenir la dignité de la couronne , & lui accorde , à lui qui est le premier magistrat de la nation , une indépendance que la loi a donnée aussi aux magistrats qui sont chargés spécialement de l'administration de la justice. ( 1 )

Cette conduite du parlement a ménagé à l'état une ressource admirable. Quoique , par l'arrangement des choses , les grandes usurpations se trouvent impraticables , il est possible , il est inévitable même , que , par une suite de l'effort soud & continuel du pouvoir exécutif , il se glisse enfin des abus : & la surabondance de prérogative que le parlement a sagement mise en réserve , vient en fournir le remède. A la fin de chaque règne , la *liste civile* & conséquemment la sorte d'indépendance qu'elle procuroit , prennent fin. Le successeur trouve un trône ,

---

(1) Les douze grands juges. Leurs commissions , qu'on leur donnoit jadis souvent *durante bene placito* , doivent maintenant toujours “ être données *quandiu se bene gesserint* , & „ leurs salaires doivent être fixés : mais ils peuvent être „ déposés sur une adresse des deux chambres „ *Stat 13 de Guil. III. c. 2.* Enfin , par un acte de la première année du roi régnant , les commissions des juges doivent rester en vigueur , nonobstant la mort du roi ; & c'est ce qui les met hors de la dépendance de l'héritier présomptif , pour la continuation de leurs charges.

un sceptre & une couronne , mais il ne trouve ni pouvoir , ni dignité même : & avant de lui donner une possession réelle de toutes ces choses , le parlement a le pouvoir de faire la revue de l'Etat & de corriger les abus qui s'étoient introduits pendant le règne précédent ; & ainsi la constitution est peut-être ramenée à ses principes.

L'Angleterre jouit donc en cela d'un avantage très-grand , & que tous les Etats libres ont cherché à se procurer , je veux dire de celui d'une réformation périodique. Mais les moyens que les législateurs avoient imaginé ailleurs , se trouvoient toujours sujets , dans la pratique , aux plus fâcheuses conséquences. Les loix qui devoient ramener à Rome l'égalité , essence d'un gouvernement démocratique , y furent toujours inexécutables ; la tentative seule pensa renverser la république : & l'opération que les Florentins appeloient *repigliar il stato* , n'eut pas de meilleures suites. C'est que tous ces différens remèdes étoient détruits d'avance par les maux même qu'ils devoient guérir ; & plus les abus étoient grands , plus il étoit impossible de les corriger.

Mais le moyen de réforme que le parlement d'Angleterre a su se ménager , est d'autant plus assuré , qu'il va moins directement à son but. Il

ne s'oppose pas de front à l'autorité usurpée; il ne l'attaque pas dans le milieu de sa course, & dans le plein effort de son exercice : il va la chercher à sa source, & dans le principe de sa vie. Il ne s'efforce pas de la renverser : il en énerve les ressorts.

Ce qui augmente la douceur de l'opération, c'est qu'elle ne s'adresse qu'aux usurpations elles-mêmes, & évite de heurter, ce qui seroit bien plus terrible, l'orgueil des usurpateurs. Tout se passe avec un souverain qui jusques-là n'a point eu part aux affaires, & dont l'amour propre n'est point engagé. Enfin, on ne lui arrache point ce qu'il convient qu'il abandonne : c'est lui-même qui en a fait le sacrifice.

Tout cela est singulièrement confirmé par les événemens qui suivirent les règnes des deux Henri. Toutes les barrières qui défendoient les peuples contre les excursions du pouvoir, avoient été renversées; le parlement, dans son effroi, avoit été jusques à statuer que les proclamations, c'est-à-dire, les volontés du roi, tiendroient lieu de loi (1) : c'en étoit fait, ce semble, de la constitution. Cependant, à la première occasion d'un nouveau règne, on vit la liberté commen-

---

(1) *Statut, 31. Henr. VIII, ch. 8.*

cer à reparoître. (1) Et lorsqu'enfin la nation, entièrement revenue de son long assoupissement, eut de nouveau l'occasion d'un changement de souverain, cet amas énorme d'abus, qui s'étoient accumulés ou confirmés pendant cinq règnes successifs, furent entièrement enlevés, & les anciennes loix furent rétablies.

Il y a plus : cette réforme si étendue, & qu'on pourroit appeler une seconde création de la constitution, s'exécuta sans produire de secousses. Charles, ainsi qu'Edouard l'avoit fait avant lui (2), consentit à tout ; & l'acte appelé la *pétition des droits*, de même que celui qui acheva ensuite l'ouvrage, furent sanctionnés sans coup férir.

Il est vrai que de grands malheurs suivirent, mais ils furent causés par des circonstances particulières. Dans les temps qui précédèrent le règne des Tudors, la nature, & les droits de la

---

(1) Les lois de trahison, passées sous Henri VIII, que le juge Blackstone appelle un *tas énorme de trahisons absurdes & inouïes*, & le statut qu'on vient de citer, furent abolis au commencement du règne d'Edouard VI, successeur d'Henri VIII.

(2) Ou, ce qui revient au même, le duc de Sommerfet son oncle maternel, qui étoit régent du royaume sous le nom de protecteur.

puissance royale n'ayant jamais été bien définis , le pouvoir exorbitant des princes de cette maison n'eut pas de peine à introduire des préjugés , même extravagans : ces préjugés ayant eu cent cinquante années pour s'enraciner , ne purent être secoués qu'au moyen d'un mouvement violent des esprits ; ce mouvement continua après l'action , & il fut porté à l'excès par les querelles de religion qui survinrent.

---

## CHAPITRE VII.

*, Nouvelles limites.*

LES Communes ne se sont cependant pas totalement reposées sur les avantages de la grande prérogative dont elles sont les dépositaires.

Quoique cette prérogative soit en quelque façon inattaquable, elles n'ont pas laissé de montrer à son sujet la plus grande jalousie. Jamais elles n'ont souffert, comme nous l'avons déjà dit, qu'un bill de subsides commençât ailleurs que chez elles; & tout changement qu'on voudroit y faire, est sûrement rejeté. Si les Communes ne s'étoient pas irrémissiblement réservé l'exercice d'un droit auquel leur existence étoit attachée, il auroit pu glisser, à la fin, dans le corps qu'elles y auroient laissé prendre part. Si d'autres que les représentans du peuple avoient pu offrir le produit des sueurs & des travaux du peuple, le pouvoir exécutif eût bientôt oublié qu'il n'existe que pour l'avantage du public.

---

(1) Comme la Cour a la prérogative incontestable d'approuver ou de rejeter tel bill qu'elle juge à propos, ainsi

D'un autre côté, quoique cette même prérogative soit d'un effet, pour ainsi dire, irrésistible, le parlement n'a rien négligé de ce qui pouvoit y ajouter ou du moins la faciliter; & sans disputer au souverain ses prérogatives, il a

---

que de convoquer, proroger & dissoudre le parlement quand il lui plaît, ce dernier ne seroit nullement assuré qu'on auroit égard à ses bills, ni même qu'on lui permettroit de s'assembler, n'étoit le besoin qu'a la cour de son assistance : le danger à cet égard est même plus grand pour les Communes que pour les seigneurs, dont la dignité est héréditaire, inhérente à leurs personnes, & qui forment un corps permanent dans l'Etat; au lieu que les Communes s'évanouissent entièrement toutes les fois qu'il y a dissolution : il n'y a donc aucune exagération de ce qu'on a dit plus haut, que leur *existence même* dépend du pouvoir qu'elles ont d'accorder des subsides à la couronne.

Engagée par ces considérations, & sans doute aussi par un sentiment de devoir envers ses constituans, à qui ce droit de taxation appartient originairement, la chambre basse a de tout temps eu le plus grand soin de ne pas souffrir qu'il se passât la moindre chose qui pût servir d'exemple & donner le plus foible prétexte à entamer ce droit. De-là cette chaleur, ou plutôt ce ressentiment avec lequel elle a toujours rejeté jusqu'à l'ombre de changement proposé par les seigneurs dans ses bills de subsides. Cependant les seigneurs n'ont point renoncé à leur prétention d'y faire des changemens, & ce n'est que par l'extrême vigilance & persévérance des Communes à rejeter, sans examen, toute altération quelconque faite à leurs bills de subsides,

mis partout des restrictions expresses à l'exercice de la puissance royale, & il a tracé autour d'elle des bornes fortement marquées, en faisant pour cet effet avec le roi diverses conventions expresses & solennelles (1).

Par exemple, le roi a, sans contredit, le droit exclusif d'assembler le parlement : mais il doit en assembler un au moins dans l'espace de trois ans ; & cette obligation, que le peuple imposoit déjà au roi dans des temps fort anciens, fut enfin confirmée par un acte passé la seizième année du règne de Charles II.

Outre cela, comme il pourroit s'ensuivre les conséquences les plus fatales, si des loix qui auroient un rapport essentiel avec la liberté

---

que cette prétention des lords est réduite à un simple droit, si ce n'est inutile, du moins dormant. Le premier trait de méfintelligence à ce sujet entre les deux chambres, se manifesta en 1671 ; & le lecteur, curieux de savoir les raisons alléguées alors de part & d'autre, peut les voir au long dans le premier volume des *Débats de la chambre des communes*.

(1) Les loix faites pour obliger dans un état tel pouvoir, qui n'y peut être légalement forcé par un autre pouvoir, à les observer (par exemple la couronne circonstanciée comme elle l'est en anglterre) ; de pareilles loix, dis-je, sont tout au plus des conventions ou des traités, faits avec le peuple en corps.

publique,

publique, pouvoient être statuées dans les parlemens assemblés subitement & imparfaitement, il a été établi que les lettres circulaires, pour en convoquer un, seront émanées au moins quarante jours avant la première assemblée. Pour la même raison il a été statué, que le roi n'abrégera point le terme une fois fixé par lui, de la prorogation, si ce n'est dans les cas de rebellion ou de danger éminent d'une invasion étrangère : dans l'un & l'autre cas, il en faut donner connoissance quinze jours d'avance (1).

Le roi est le chef de l'église : mais il ne peut, ni toucher à la religion établie, ni exiger compte de la foi des particuliers (2). Il ne peut même professer la religion que l'Etat a spécialement interdite, & le prince qui la professeroit est déclaré incapable d'hériter, posséder ou jouir de la couronne de ces royaumes (3).

Le roi est le chef des tribunaux : mais il ne peut rien changer aux maximes & aux formes que la loi ou l'usage ont consacrés : il ne peut

(1) Stat. 30, Georg. II, 25.

(2) La convocation, soit l'assemblée du clergé, dont le roi est le chef, ne doit régler que les choses purement ecclésiastiques, & ne peut toucher aux loix, coutumes & statuts du royaume. Stat. 25. Henr. VIII. c. 2.

(3) A. I. Guil. & M. Stat. C. 2.

même influencer en quoi que ce soit sur la décision des affaires particulières ; & Jacques premier, assistant au jugement d'une cause, fut averti par le juge qu'il ne pouvoit délivrer d'opinion (1). Enfin, quoique les crimes se poursuivent en son nom, il ne peut le refuser aux particuliers qui ont des plaintes à former.

Le roi a le droit de battre monnoie, mais il ne peut altérer le titre.

Le roi a le pouvoir de faire grâce, mais il ne peut exempter de la réparation particulière d'une offense. Bien plus, la loi a voulu que dans le cas d'un meurtre, la veuve ou le plus prochain héritier eussent le droit de poursuivre le meurtrier : & le pardon du roi, soit qu'il eût précédé le jugement, rendu en conséquence de cette poursuite, soit qu'il eût été accordé ensuite, est absolument sans effet (2).

---

(1) Cela a fait depuis un article exprès du statut de la seizième année de Charles premier, le même qui supprima la chambre établie : *soit semblablement déclaré, que ni sa Majesté, ni son conseil privé n'ont juridiction, pouvoir en autorité d'examiner ou mettre en question, déterminer ou disposer des biens des sujets de ce royaume.* Stat. A. 16. c. I. cap. 10. §. 10.

(2) La poursuite dont il est fait mention ici, se nomme un *Appel* ; & elle doit être justifiée dans l'an & jour après la perpétration du crime.

Le roi a la puissance militaire : mais sur cet article encore, il n'est point laissé à sa volonté. Il est vrai que, par rapport aux forces de mer, comme elles ont l'ineestimable avantage de ne pouvoir être tournées contre la liberté de la nation, en même temps qu'elles sont le plus sûr boulevard de l'isle, il peut les entretenir suivant qu'il le juge à propos; & il n'est, à cet égard, qu'à sous la restriction générale de recourir au parlement pour en obtenir les moyens. Mais par rapport aux forces de terre, comme elles fournissent un moyen immédiat de renverser toutes les barrières, le roi ne peut en avoir sur pied sans le consentement exprès du parlement : la garde de Charles II fut déclarée *anti-constitutionnelle* (1); & l'armée de Jacques fut une des raisons qui le firent détrôner (2).

Cependant, aujourd'hui que les princes sont sur le pied d'entretenir en temps de paix ces nombreuses armées qui servent de prétexte & de moyen pour fouler les peuples; un état qui veut se maintenir est obligé, jusqu'à un certain point, d'en faire de même. Le parlement a donc jugé

---

(1) Il l'avoit portée jusqu'à 4000 hommes.

(2) Une armée permanente, sans le consentement du parlement, est contre la loi, a dit depuis l'art. 6 du bill des droits

à propos d'établir un corps permanent de troupes qu'on a porté à environ trente mille hommes, & dont le roi a la disposition.

Mais ce corps n'est établi que pour une année : au bout de ce terme il est licencié par le fait ; & comme il ne peut être question de le confirmer, mais de l'établir de nouveau, & comme s'il n'eût jamais existé, le dissentiment d'un seul des trois ordres est assez pour l'empêcher.

Il y a plus : les fonds, pour le payement de ce corps de troupes, sont assignés sur des impositions qui ne sont jamais établies que pour une année (1) ; & il faut pareillement, au bout de ce terme, les rétablir de nouveau (2). En un mot, ce moyen de défense que les circonstances ont fait juger nécessaire, pouvant d'un autre côté devenir si funeste, n'a été joint à l'état que par un lien légèrement assuré, & qu'on est maître de lâcher à la première apparence de danger (3).

---

(1) La taxe sur les terres & sur la drèche.

(2) Il faut que le parlement renouvelle aussi chaque année l'acte qu'on appelle *mutiny act*, qui autorise les divers conseils de guerre à punir la désobéissance & la défection. Il peut donc refuser au roi jusques au nerf de la discipline militaire.

(3) J'ajouterai à ces diverses restrictions mises au pou-

Mais ces loix prescrites à l'autorité du roi n'eussent point été suffisantes. Comme elles ne

voir du roi, celle du serment qu'il prête à son couronnement; restriction qui, si elle ne peut avoir la précision d'une loi proprement dite, comprend sous elle toutes les loix, & a d'un autre côté l'avantage d'être plus solennellement déclarée, & surtout d'influer plus sur l'opinion publique. Voici la traduction de la formule qui a été établie lors de la révolution.

„ *L'archevêque ou évêque devra dire* : promettez - vous & jurez - vous solennellement de gouverner le peuple de ce royaume d'Angleterre, & de ses diverses possessions, conformément aux statuts faits en parlement & à leurs loix & coutumes? *Le roi ou la reine devront dire* : je promets solennellement de le faire.

„ *Archevêque ou évêque*. Voulez - vous faire, autant qu'il sera en votre pouvoir, que la loi & la justice soient exécutées avec merci dans tous vos jugemens? *Roi ou reine* : je le veux.

„ *Archevêque ou évêque*. Voulez - vous maintenir de tout votre pouvoir les loix de Dieu, la véritable profession de l'évangile, & la religion protestante telle qu'elle est établie par la loi? Et voulez - vous conserver aux évêques & au clergé de ce royaume & aux églises qui leur sont confiées, tous les droits & privilèges qui leur appartiennent ou appartiendront, ou à chacun d'eux? *Roi ou reine* : je promets de faire toutes ces choses.

„ *Après cela le roi ou la reine mettant la main sur les saints évangiles, diront* : les choses que j'ai ici promises, je les ferai & observerai : ainsi Dieu m'assiste. *Et ensuite ils bairont le livre*. I. Guil. & M. Stat. I. c. 6.

sont, au fond; que des barrières morales qu'il pourroit ne pas toujours respecter : comme l'influence que les Communes ont sur ses opérations par un refus de subsides, intéresse trop tout l'état pour devoir s'appliquer à toutes les violations particulières & à des détails d'administration : enfin, comme ce moyen lui-même pourroit être, jusqu'à un certain point, éludé, soit en manquant aux promesses qui ont procuré des subsides, soit en les appliquant à d'autres usages qu'à ceux auxquels ils sont destinés; la constitution a fourni de plus aux Communes un moyen d'opposition immédiate aux malversations du gouvernement, en leur donnant le droit d'en poursuivre les ministres.

Le roi lui-même est, il est vrai, hors de l'atteinte des tribunaux, parce que, s'il en étoit un qui pût le juger, ce seroit ce tribunal & non pas lui, qui auroit finalement le pouvoir exécutif : mais, d'un autre côté, il ne sauroit agir sans avoir des ministres de ses actions; ce sont donc ces ministres, c'est-à-dire, ces instrumens indispensables, que l'on attaque.

Si, par exemple, les deniers publics ont été employés d'une manière contraire aux intentions de ceux qui les avoient accordés, on poursuit ceux qui en avoient le maniement. S'il est com-

mis quelque abus d'autorité, ou en général, quelque chose de contraire au bien de l'état, on poursuit ceux qui en ont été ou les instrumens ou les moteurs (1).

Mais qui sera le juge qui prononcera dans un tel procès? Quel sera le tribunal qui se flattera de donner un jugement libre, lorsqu'il verra se présenter à sa barre le gouvernement lui-même comme accusé, & les représentans du peuple comme accusateurs?

C'est devant la chambre des pairs que la loi indique aux Communes de porter leur accusation, c'est-à-dire, devant des juges que leur dignité, d'un côté, rend indépendans, & qui, de l'autre, ont un grand honneur à soutenir dans cette noble fonction, où ils ont toute la nation pour spectateurs.

Lorsque l'*impeachment* a été annoncé aux seigneurs, ils ordonnent, pour l'ordinaire, l'emprisonnement de l'accusé. Au jour désigné, lui & les députés de la chambre des Communes comparoissent : le bill d'accusation est lu en sa

---

(1) C'est ainsi qu'au commencement de ce siècle les Communes accusèrent le comte d'Oxford, qui avoit conseillé le traité de partage ; & le chancelier lord Sommers qui y avoit apposé le grand sceau.

présence; on lui accorde un conseil & du temps pour travailler à sa défense; & à l'expiration du terme, l'information & la procédure se suivent, jour pour jour & à huis ouverts, & tout est rendu public par la voie de l'impression.

Mais, quelque facilité que la loi accorde au prévenu pour sa justification, c'est du fond même de la chose, du mérite intrinsèque de sa conduite, qu'il doit tirer ses moyens. Il ne lui serviroit de rien, pour justifier une conduite criminelle, d'alléguer les ordres du souverain; ou, passant condamnation sur les choses qu'on lui impute, d'en produire le pardon obtenu du roi (1). C'est contre l'administration elle-même que la procédure s'instruit; elle ne doit donc y avoir aucune part: le roi ne peut ni en arrêter ni en suspendre le cours; il voit, spectateur immobile, dévoiler la part qu'il peut avoir eue

---

(1) Dans les anciens temps ce point n'étoit rien moins que clairement déterminé. En 1678, les Communes ayant poursuivi le comte de Danby, il opposa quand il fut devant la barre le pardon du roi à l'accusation. Cela fit naître de grandes altercations, qui ne se terminèrent que par la dissolution de ce parlement. Dans la suite il fut statué, *stat. 12 & 13, Guill. III. c. 2.* "Qu'aucun pardon, quoique passé sous le grand sceau, ne pourra être allégué contre une accusation intentée par la chambre-basse."

aux illégalités de ses serviteurs ; & il entend sa sentence dans la condamnation de ses ministres.

Moyen admirable ! qui , en écartant & punissant des ministres prévaricateurs , apporte tout de suite le remède aux maux de l'Etat , & indique fortement les bornes où le pouvoir doit se renfermer ; qui ôte le scandale du crime & de l'autorité réunis , & qui tranquillise les peuples par un grand acte de justice : moyen , en cela surtout si utile , que c'est au défaut d'un pareil que Machiavel attribue la ruine de sa république (1).

Enfin toutes ces précautions pour assurer les droits du parlement pris en général , c'est-à-dire , ceux de la nation , contre les efforts du pouvoir exécutif , auroient été vaines , si ses membres eux-mêmes y étoient restés exposés. Ne

Je demandai un jour à un Anglais fort versé dans les loix de son pays , si le roi pourroit faire grace à un homme condamné en conséquence d'une accusation intentée contre lui par les Communes ? il me répondit : *les Torys vous diront qu'oui , les Whigs que non ; mais il n'importe guère , peut-être , que la question soit décidée. La grande fin , le bien public , est obtenue , lorsqu'un ministre corrompu est privé de sa place avec déshonneur , & que toute sa conduite est dévoilée aux yeux du public.*

(1) *Discours politiques. Liv. I. chap. VII.*

pouvant attaquer ouvertement les deux corps, & par la réunion de toutes ses prérogatives livrer un assaut général, il eût, en subdivisant ces mêmes prérogatives, gagné secrètement une entrée, & tantôt par l'intérêt, tantôt par la crainte, dirigé les volontés générales, en influant sur celles des individus.

Mais les loix, qui pourvoient si efficacement à la sûreté du peuple, ne pourvoient pas moins à celle des membres, soit de la chambre des Pairs, soit de celle des Communes. On ne connoît en Angleterre ni ces commissaires qui trouvent coupables tous ceux qu'il convient à l'ambition qui soient traités comme tels, ni ces emprisonnemens secrets qui sont ailleurs les moyens du gouvernement. La forme & les maximes des Tribunaux sont inébranlablement prescrites; & chacun ayant un droit invariable à n'être jugé que par elles, peut suivre, sans crainte, la voix du patriotisme. Enfin, ce qui met le comble à ces précautions, c'est que c'est une maxime fondamentale « que la liberté de propos, les discussions & procédés en parlement, ne doivent » être ni poursuivis, ni mis en question en aucun » Tribunal ou lieu, hors du parlement (1) ».

---

(1) *Bill des droits, art 9.*

Les législateurs , d'un autre côté , n'ont pas oublié que l'intérêt peut , aussi bien que la crainte , imposer silence au devoir. Pour prévenir ses effets il a statué , que toutes personnes intéressées dans la perception des taxes créées depuis 1692 , les commissaires pour les prises , ou chargés de pourvoir à la subsistance des troupes & des flottes , les contrôleurs des comptes de l'armée , les agens de régimens , les commis dans les différens bureaux de finances ; & en général toutes personnes ayant un nouvel office *sous la couronne* , créé depuis 1705 , ou une pension *durant plaisir* , ou pour un terme , sont incapables d'être élus membres de la chambre des Communes. De plus , tout membre actuel de la chambre des Communes , qui accepte un office *sous la couronne* (1) , perd sa place , & ne peut siéger que dans les cas où il seroit réélu.

Telles sont les précautions des législateurs , pour prévenir l'influence de la grande prérogative d'accorder les graces : précautions qui ont été prises successivement & à mesure que le besoin s'en est déclaré , & qui sont dues à des

---

(1) A moins qu'il ne s'agisse d'un officier dans l'armée ou sur la flotte , qui parvient à un nouveau poste.

causes puissantes & capables, d'en faire établir de nouvelles, si jamais les circonstances le requièrent (1).

---

(1) Rien ne prouve plus l'efficace des causes qui assurent la liberté Anglaise, & que nous aurons occasion d'exposer ensuite, que ces victoires que le parlement remporte de temps en temps sur lui-même, & dans lesquelles ses membres oubliant les vues quelconques de leur ambition, ne pensent qu'à leur intérêt comme citoyens.

Depuis que ceci est écrit, il s'est fait un règlement excellent pour la décision des élections contestées. Auparavant, la chambre les décidait assez superficiellement, & les témoins n'étoient point interrogés sous serment; mais, par un acte passé dans cette session, cette décision est commise à des jurés ou à un comité de quinze membres, formé de la manière suivante: de tous les membres qui doivent être présents, au nombre de cent pour le moins, on en tire au sort quarante-neuf: de ceux-ci, chacun des candidats d'un coup de plume en efface alternativement, jusqu'à ce qu'il n'en reste que treize qui, avec deux autres choisis d'entre tous les membres de la chambre par chacun des candidats, forment le comité: enfin, pour s'assurer du nombre de cent membres, toute autre affaire dans la chambre est suspendue, jusqu'à ce que les opérations susdites soient faites.

---

## CHAPITRE VIII.

*Liberté particulière.*

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la liberté générale, c'est-à-dire, des droits de la nation comme nation, & de son influence sur le gouvernement. Il nous reste à parler actuellement d'une chose sans laquelle cette liberté générale, manquant absolument son but, ne seroit qu'une affaire d'ostentation, & même ne sauroit subsister : j'entends la liberté des individus.

La liberté particulière, suivant la division des jurisconsultes Anglais, est formée, premièrement, du droit de *propriété*, c'est-à-dire, du droit de jouir exclusivement des dons de la fortune ou des fruits quelconques de son industrie : secondement, du droit de *sûreté personnelle* : troisièmement, de la *faculté locomotive*, soit liberté prise dans un sens plus particulier.

Chacun de ces droits, disent encore les jurisconsultes, est inhérent à la personne de tout Anglais : ils lui sont un *droit de naissance* ; & il ne peut en être privé qu'en vertu de jugemens rendus conformément à la loi du pays. En

effet, ce droit de naissance étant exprimé en anglais par un seul mot, & qui est le même que celui qui exprime le droit du roi à sa couronne (*brith-right*), lui a été souvent opposé, dans des temps d'oppression, comme un droit d'une moindre étendue sans doute, mais d'une sanction égale à celle du sien.

Un des principaux effets du droit de *propriété* est, que le roi ne peut exiger de ses sujets aucune portion de ce qu'ils possèdent; il doit attendre qu'ils lui en fassent eux-mêmes le don: & ce droit qui, comme on l'a vu, est par ses conséquences le rempart de tous les autres, a de plus l'effet présent de prévenir une des grandes causes d'oppression.

Par rapport aux atteintes auxquelles le droit de propriété peut être exposé de particulier à particulier, je crois que j'aurai tout dit, lorsque j'aurai dit qu'il n'est en Angleterre aucun homme qui puisse s'opposer à la force irrésistible des loix; que les justes ne pouvant être privés de leur place que sur une accusation du parlement, l'effet du crédit auprès du prince, ou auprès de ceux qui approchent de la personne du prince, ne sauroit influencer sur les jugemens; que les juges ne pouvant prononcer que lorsque le point de fait a été établi par des hommes nommés, pour

ainsi dire , au choix des parties (1), l'effet des passions particulières , par conséquent l'acception des personnes , est bannie des tribunaux. Cependant , pour ne rien laisser à désirer sur la chose dont j'ai entrepris de donner une idée , je dirai , en général , quelle est la jurisprudence qui a lieu en Angleterre.

Lorsque les Pandectes furent retrouvées à Amalphi , les ecclésiastiques , qui étoient alors les seuls hommes en état de les entendre , ne négligèrent pas cette occasion d'augmenter l'influence qu'ils avoient déjà , & les firent recevoir dans la plus grande partie de l'Europe. L'Angleterre , qui étoit destinée à avoir une constitution différente de celle des autres Etats , devoit avoir la singularité de plus de rejeter le droit romain.

Sous Guillaume le Conquérant , & sous les rois qui le suivirent , une foule d'ecclésiastiques étrangers s'introduisit à la cour d'Angleterre. Leur crédit , qui pouvoit être ailleurs regardé comme une chose indifférente , ne le fut pas dans un pays où le souverain étant tout-puiss-

---

(1) Ce qui vient du droit de récusation contre les jurés , qu'on accorde à toute personne amenée en jugement , quoique rarement mis en usage.

sant, acquérir du crédit sur son esprit c'étoit acquérir la puissance même. La noblesse anglaise vit, avec la plus grande jalousie, le pouvoir d'hommes d'un état différent du sien, & aux coups duquel elle étoit immédiatement exposée; & elle crut que ce seroit y mettre le comble, que d'adopter des loix que ces mêmes hommes cherchoient à introduire, & dont ils seroient nécessairement les dépositaires & les interprètes.

Il arriva donc, par un hasard assez singulier, que les loix Romaines, apportées en Angleterre par des moines, s'y associèrent à l'idée du pouvoir ecclésiastique; exactement comme la religion de ces mêmes moines, prêchée dans la suite par des rois qui prétendoient à être despotiques, s'y associa avec l'idée du despotisme. La noblesse les rejeta dans tous les temps, même avec humeur (1); & l'usurpateur Etienne, qui avoit intérêt de se la concilier, alla jusqu'à en défendre l'étude.

L'arrangement des choses établissant, comme

---

(1) La noblesse déclara sous le règne de Richard II. „ Parce que le royaume d'Angleterre n'étoit devant ces heures ne à l'entent du roi notre Seignior, & Seignors du parlement, unques ne fera nul ne gouverné par la ley civil. „ *In Rich. parlamenta Westmonasterii, 9 Febr. Anno 11.*

nous l'avons vu, une grande communication entre la noblesse & le peuple, la haine du droit Romain s'étendit de proche en proche; & ces loix, que leur sagesse en bien des cas, & surtout leur étendue, eussent dû faire recevoir quand la jurisprudence Anglaise étoit elle-même au berceau, éprouvèrent de la part des gens de loi l'opposition la plus constante. Et comme ceux qui cherchoient à les introduire, renouvelèrent souvent leurs tentatives, il se fit à la fin une sorte de conjuration parmi les laïques, pour les reléguer dans les universités & dans les monastères (1).

---

(1) Je pourrais faire voir, si cela étoit de mon sujet, que la liberté de penser en matière de religion, qui a régné de tout temps en Angleterre, tient aux mêmes causes que la liberté politique : toutes les deux sont dues à ce que ceux qui, dans d'autres états, trompent le peuple, ou voient avec plaisir qu'on le trompe, y ont été forcés de se réunir & de l'éclairer. Au reste les fréquens changemens de religion, que le président Hénault reproche à l'Angleterre dans son *Abrégé Chronologique*, d'ailleurs excellent, de *l'Histoire de France*, ne prouvent nullement une déposition servile dans le peuple; ils ne prouvent autre chose que l'équilibre qu'il y avoit alors entre le grand nombre de sectes : il n'y en avoit aucune qui ne pût être la dominante dès que le souverain jugeoit à propos de se déclarer pour elle; & ce n'étoit pas l'Angleterre, comme on le croit à la première lecture, c'étoit son gouvernement qui changeoit de religion.

Tome I.

G

Cette opposition alla au point, que Fortescue, *chief justice*, & ensuite chancelier sous Henri VI, a écrit un livre intitulé *de laudibus legum Angliæ*, ou il se propose d'établir la supériorité des loix Anglaïses sur les loix civiles; & pour ne rien laisser à désirer sur cet article, il leur donne l'avantage de l'ancienneté, & en fait remonter l'origine bien avant la fondation de Roïme.

Cet esprit s'est même conservé jusqu'à des temps très-postérieurs; & à voir le nombre de paragraphes que Hale, qui écrivoit sur la fin du dernier siècle, a employés (1) à prouver que, dans le peu de cas où la loi civile est admise en Angleterre, elle n'y a point de force en vertu d'une déference aux ordres de Justinien (chose qui sûrement n'avoit pas besoin de preuves), on sent que ce *chief justice*, qui étoit en même temps un très-grand jurisconsulte, avoit conservé à cet égard une sorte de chaleur de parti.

Aujourd'hui encore, les jurisconsultes Anglaïs attribuent la liberté dont ils jouissent, & dont d'autres nations sont privées, à ce qu'ils ont rejeté le droit Romain, tandis que ces nations l'ont accepté : ce qui est prendre l'effet pour la

---

(1) Dans son *Histoire de la commune loi*.

cause. Ce n'est pas parce que les Anglais ont rejeté le droit Romain, qu'ils sont libres; c'est parce qu'ils étoient libres, ou du moins parce qu'il y avoit chez eux des causes qui devoient à la fin y établir la liberté, qu'ils ont pu rejeter le droit Romain. Lors même qu'ils l'auroient admis, les causes qui les ont mis en état de rejeter le tout, les auroient aussi mis en état de rejeter la partie qui ne leur auroit pas convenu; & ils auroient vu qu'il est très possible de recevoir les décisions du droit civil au sujet des *servitudes urbaines & rustiques*, sans adopter pour cela les principes au sujet du pouvoir des empereurs (1).

C'est de quoi la Hollande fourniroit la preuve, s'il n'y avoit pas celle qui est beaucoup plus frappante, de l'empereur d'Allemagne, qui, quoique dans l'idée de ses peuples successeur au trône même des Césars, n'a pas à beaucoup près, le pouvoir du roi d'Angleterre; & la lecture des divers traités, qui lui ôtent jusqu'au droit de nommer aux principaux offices de l'empire, rassure suffisamment contre l'esprit de soumission illimitée, qu'on voudroit regarder comme découlant nécessairement de l'admission du droit civil.

---

(1) Ce qui effraie surtout les juriscôultes Anglais, est le §. 1. T. 4. L. I. du Dig. *Quod principi placuerit, legis habet vigorem.*

La loi qui a donc lieu en Angleterre est ce qu'on y appelle la loi non écrite, appelée aussi la commune loi, (*common law*) & la loi statulée (*statute law*).

La loi non écrite est ainsi appelée, non qu'elle soit transmise uniquement de bouche, de génération en génération, mais parce qu'elle n'est fondée sur aucun acte connu de la puissance législative. C'est de la coutume immémoriale qu'elle tire sa force; & elle a son origine, soit dans les anciennes loix Saxonnnes, soit dans les actes de parlement postérieurs à la conquête, surtout ceux qui sont antérieurs au temps de Richard I, & dont les originaux sont perdus.



Les principaux objets qui sont réglés par la commune loi, sont l'ordre des successions, les différentes manières d'acquies la propriété, & les diverses solemnités requises pour la validité des contrats : tous articles par rapport auxquels elle diffère du droit civil. Ainsi, par la commune loi, les terres descendant à l'aîné, à l'exclusion de tous ses frères & sœurs : ainsi encore, la propriété s'acquiert par l'écriture ; au lieu que par le droit civil il falloit de plus la *tradition*, &c.

La source où se puisent les décisions de la commune loi, est dans ce qu'on appelle *prætorum memoriam eventorum* ; & elle se trouve dans la col-

lection des jugemens qui ont été rendus de temps immémorial, & qui, ainsi que la procédure qui y a rapport, sont soigneusement conservés sous le titre de *records*. Afin que les principes que cette suite de jugemens établis soient connus, les extraits en sont donnés au public sous le nom de *reports*; & ces *reports* remontent, par une suite régulière, jusqu'au temps d'Edouard II, inclusivement.

Outre cette collection qui est volumineuse, il y a encore quelques anciens auteurs dont l'autorité est grande parmi les juriscultes. Tels sont *Glanvin*, qui écrivoit sous Henri II; *Bracton*, qui écrivoit sous Henri III; *Fleta & Littleton*. Parmi les écrivains plus modernes, est *sir Edward Coke*, *chief justice* sous Jacques I, qui a écrit quatre livres d'*instituts*, & qui est aujourd'hui l'oracle de la commune loi.

La loi non écrite comprend de plus quelques coutumes particulières, qui sont un reste des anciennes loix Saxonnes, échappées au désastre de la conquête. Telle est celle appelée de *Gawelkind*, dans le comté de Kent, par laquelle les terres sont partagées entre les fils également: & celle qui est appelée *Bourough English*; & a lieu dans quelques districts, par laquelle les terres passent au cadet.

Le droit civil est aussi relégué dans la loi non écrite, parce qu'il n'est reçu non plus, qu'en vertu d'une coutume immémoriale. Il est suivi dans les cours ecclésiastiques, dans la cour de l'amirauté, & dans les cours des deux universités : mais il n'y est que *lex sub lege graviore* ; & ces différentes cours doivent se conformer aux actes du parlement & au sens qu'y donnent les cours de la commune loi, & sont soumises à leur inspection.

Enfin, la loi écrite est la collection des divers actes de parlement, & dont les originaux sont soigneusement conservés, surtout depuis le règne d'Edouard III. Sans entrer dans les distinctions que les juriconsultes font à leur égard, d'actes *publics* ou *particuliers*, *abrogatoires* ou *déclaratoires*, *extensifs* de la commune loi, il suffira de dire qu'étant l'effet de la réunion des trois volontés de la puissance législative, ils réduisent au silence dans tous les cas où ils prononcent, & la commune loi & les statuts antérieurs ; & les juges doivent en prendre connoissance & prononcer en conformité, lors même que les parties négligeroient de les alléguer, à moins que ce ne soient des actes particuliers.

Les différens tribunaux pour l'administration de la justice sont, indépendamment de quelques petites cours particulières :

I. La cour des communs plaids : *Common pleas*. Elle faisoit anciennement partie de l'*Aula regis*, mais ce tribunal suivant toujours la personne du roi, & des particuliers trouvant beaucoup de difficultés à obtenir justice d'un tribunal sans cesse ambulant, ce fut un des articles de la grande charte, que la cour des communs plaids auroit dorénavant un lieu fixe (1); & depuis ce temps elle a siégé à Westminster. Elle est composée du lord *chief justice*, des communs plaids, & des trois autres juges, & les appels de ses jugemens, communément appelés *writs* ou *écrits d'erreur*, sont portés à la cour du banc du roi.

II. Le tribunal appelé la cour de l'échiquier. C'étoit originairement un tribunal établi pour juger les causes où le roi, soit ses serviteurs, étoient impliqués, & qui a été graduellement ouvert à toutes sortes de personnes. C'est pour quoi, borner le pouvoir de cette cour à cette première classe, est devenu une pure fiction; un homme doit seulement pour la forme, déclarer qu'il est débiteur du roi, qu'il le soit en effet ou non. Il est composé du *chief baron* de l'échiquier & de trois autres juges.

---

(1) *Communia placita non sequantur Curiam nostram, sed teneantur in aliquo loco certo. Magna charta, cap II.*

III. Le tribunal du banc roi, *Keng's Bench*, forme la partie de *l'aula regis* qui subsista après le démembrement de la cour des communs plaids. C'est le tribunal dont l'autorité est la plus étendue : il a la surintendance sur toutes les diverses corporations, & il contient les diverses juridictions dans leurs bornes respectives. Il connoît, suivant le but de la première institution, de toutes les causes criminelles, & même de plusieurs causes purement civiles. Il est composé du lord *chief justice*, du *King's Bench* & de trois autres juges. Les écrits d'erreur en sont portés à la cour de la chambre de l'échiquier ; ou, dans le plus grand nombre de cas, à la chambre des pairs.

IV. La cour de la chambre de l'échiquier. Quand cette cour est formée par les quatre barons, ou juges de l'échiquier, avec le chancelier & le trésorier de la dite cour, elle siège comme *cour d'équité* ; espèce d'institution sur laquelle on fera quelques remarques dans le chapitre suivant. Quand elle est formée par les douze juges, auxquels se joint quelquefois le grand chancelier, sa fonction est de délibérer, quand on s'y rapporte à temps & d'une manière convenable, & donner son avis sur des causes importantes & difficiles, avant qu'elles soient jugées dans les cours d'où elles ressortent.

## CHAPITRE IX.

*Du droit observé en Angleterre quant aux matières civiles.*

SUR ce qui concerne la manière dont on administre la justice en Angleterre, relativement aux matières civiles, & l'espèce de loi qu'on y observe à cet égard, on peut faire les observations suivantes.

D'abord on remarquera, que pour entamer un procès en Angleterre, & le premier pas qu'on fait ordinairement pour intenter une action, c'est de saisir d'autorité publique, la personne qu'on veut attaquer. Ceci a pour but de s'assurer de sa comparution devant le juge, ou du moins lui faire donner des suretés à cet effet. Dans la plupart des pays de l'Europe, où on a imité les formes introduites dans le droit civil des Romains, sous le règne des derniers empereurs, une différente méthode a été reçue pour forcer un homme à paroître devant un Tribunal. La pratique ordinaire est de lui intenter cause, en le citant une semaine d'avance, par un officier public, à paroître devant la cour de justice : si

on n'a aucun égard à la dite citation deux fois réitérée, la partie demanderesse, ou son procureur, est admise à faire, devant la cour, lecture formelle de sa demande, qui alors lui est accordée, & elle peut ensuite passer à l'exécution (1).

Dans cette manière d'agir, on regarde comme un axiome, que celui qui refuse de paroître devant un juge, pour répondre à l'accusation d'un autre, après avoir été dûement cité, reconnoît la justice de la dite accusation; & cette supposition est très-juste & très-raisonnable. Cependant la pratique ci-dessus mentionnée, de s'assurer de la personne de celui qu'on poursuit en justice, quoiqu'elle ne soit pas si douce dans son exécution que celle qu'on vient de décrire, ni même plus efficace, paroît néanmoins plus prompte, & est plus volontiers mise en usage dans le temps où les tribunaux d'une nation commencent à se former, & qu'on établit des règles de justice distributive; & il y a apparence qu'on la suit en Angleterre comme une conti-

---

(1) Une personne contre qui un jugement de cette espèce a été rendu, (ce qu'on appelle en France *un jugement par défaut*), peut aisément obtenir d'en être relevée : mais comme elle devient alors à son tour en quelque façon demanderesse, si elle vient à abandonner la cause dans cette seconde période, il n'y a plus de recours.

nuation des méthodes qu'on adopta quand les loix étoient encore mal affermies.

Dans les temps dont nous parlons, quand les loix commencent à se former dans un pays, l'administration de la justice entre les individus est ordinairement confiée aux mêmes personnes qui sont revêtues de l'autorité publique & militaire dans l'Etat. Les juges qui jouissent d'un tel pouvoir, aiment agir promptement dans leurs opérations; ils considèrent le refus d'un homme de paroître devant eux, non pas tant comme un subterfuge, pour s'éviter de faire ce qui est de droit, que comme un mépris de leur autorité & une infraction aux loix : en conséquence ils se regardent comme obligés d'en tirer raison; & il sort aussitôt un ordre de *capias* pour saisir le délinquant contumax. Un ordre préliminaire de cette espèce est devenu d'usage avec le temps, & est regardé comme la première démarche à faire dans un procès; il est donc assez ordinaire dans les Tribunaux d'Angleterre, si je suis bien informé, qu'on lâche un ordre de *capias* avant le *writ original* même, (qui contient la citation qu'a faite le demandeur & un exposé en forme de son cas) ou qu'il y soit joint par un *ac etiam capias*, & employé en même temps. On peut se ressouvenir qu'en Angleterre, l'*aula regis*, que

le roi même présidoit, étoit originairement la cour ordinaire de justice pour tout le royaume, tant en matières civiles que criminelles, & a continué sur ce pied jusqu'à ce que par la suite la cour des plaids communs en a été séparée.

A Rome, où l'administration de la justice civile fut d'abord confiée aux rois, ensuite aux consuls, la méthode de saisir un homme contre qui on formoit une accusation quelconque, avant que de rendre un jugement contre lui, fut pareillement adoptée, & continuée après l'institution du Tribunal du préteur, à qui la branche civile de l'autorité des consuls fut ensuite donnée; & cela dura fort long temps, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où il se fit de grands changemens dans le droit civil des Romains, sous le règne des derniers empereurs; ce qui lui donna la forme que nous lui voyons aujourd'hui dans les codes ou collections qui nous en restent.

Il s'introduisit même à Rome un degré de violence très-singulier, dans la méthode qu'on employoit pour s'assurer de la personne contre qui on formoit une accusation légale. En Angleterre, la manière de se saisir d'un homme en pareils cas, s'exécute par le moyen d'un ordre à cet effet, qu'on suppose avoir été donné à un officier public (ou au shérif qui le fait agir),

de la part du roi même. Mais à Rome, chacun devenoit une espèce d'officier public dans sa propre cause, pour assurer la prérogative du préteur; & sans montrer aucune permission légale ou marque d'autorité publique, on avoit le droit de saisir de force sa partie, partout où on la trouvoit. Voici comment cela se pratiquoit : le demandeur ( *actor* ) sommoit premièrement l'accusé ( *reum* ) à haute voix de le suivre au Tribunal du préteur ( 1 ). Quand le défendeur refusoit d'obéir à cette sommation, le demandeur, en prononçant les mots *licet antestari*, requéroit des assistans d'être témoins du fait, dont, pour les en faire ressouvenir, il leur touchoit à chacun les oreilles; & puis se mettoit en devoir de saisir son antagoniste, en lui passant les bras autour du cou ( *oborto collo* ), s'efforçant ainsi de le traîner devant le préteur. Quand la personne accusée étoit, par vieillesse ou maladie, hors d'état de suivre le demandeur, ce dernier étoit obligé, par la loi des douze tables, de lui fournir un cheval ( *jumento dato* ).

Cette manière d'agir fut cependant mitigée dans la suite, quoique fort tard & à pas lents. D'abord il devint illicite d'appréhender un homme

---

(1) *Ad Tribunal sequare, in jus ambula!*

dans sa propre maison , vu que c'étoit la demeure de ses dieux Pénates. Les femmes de bonne famille (*matronæ*) furent ensuite à l'abri de la sévérité de la susdite coutume , & on ne pouvoit plus les mener de force devant le Tribunal du préteur. La méthode de mettre une personne malade ou âgée malgré elle sur un cheval, semble avoir été abolie durant les derniers temps de la république. Les fils majeurs & les esclaves affranchis n'eurent plus dans la suite le pouvoir de citer leurs pères ou anciens maîtres , sans en avoir obtenu la permission expresse du préteur , sous peine de cinquante piéces d'or. Cependant jusqu'au temps de Pline , l'ancienne coutume de citer ou mener de force devant un juge , continua de subsister en général ; quoique de celui d'Ulpien , la nécessité d'obtenir un ordre exprès du préteur s'étendit à tous les cas & à toutes les personnes ; & sous le règne de Constantin on commença d'établir la méthode de faire des citations légales , en se servant d'un officier public nommé à cet effet. Après cela il se fit encore d'autres changemens dans la précédente loi ; & c'est de-là qu'on a emprunté la méthode de procéder dont on se sert aujourd'hui dans le continent de l'Europe.

De même , en Angleterre , on peut observer

les changemens qui s'y firent dans le droit, & la pratique d'arrêter les personnes qu'on poursuivoit en justice, quoiqu'aussi lentement & aussi tard que ceux qui s'opérèrent dans la république ou l'empire des Romains, pour ne pas dire plus; ce qui prouve les grands & divers obstacles qui arrêtent la perfection des loix dans chaque nation. Ce ne fut que sous le règne de George I, qu'on fit un édit pour défendre les préalables arrêts personnels, dans les cas de dettes au-dessous de deux livres sterlings; & depuis lors on a établi ces cours, qu'on appelle à juste titre *de conscience*, dans lesquelles de semblables demandes de peu de valeur doivent se décider sommairement, & où on ne peut employer que de simples citations sans prises de corps. Et dernièrement on a passé un autre bill à la proposition de mylord *Beauchamp*, dont le nom mérite d'être rapporté, par où la défense de prise de corps s'étend à tous les cas de dette au-dessous de dix livres sterlings. Bill qui étoit vingt ou même cent fois plus important que l'élévation ou la ruine d'un courtisan favori ou d'un ministre d'Etat, quoique le public y ait fait peut-être moins d'attention.

Une autre particularité qu'on remarque dans le droit civil en Angleterre, c'est la grande dé-

licateſſe, les formalités & l'exaſtitude qu'on y employe. On peut faire ſur ces rafinemens, qui ſont plutôt des imperfections, la même remarque qu'on a déjà faite ci-deſſus au ſujet de la coutume & de la fréquence des arrêts civils en Angleterre; ſavoir, qu'ils ſont une continuation des méthodes adoptées quand les loix anglaiſes commençoient à ſe former, & ſont une conſéquence de la ſituation dans laquelle les Anglais ſe mirent, quand ils jetèrent le code déjà tout fait du droit civil romain, compilé par ordre de Juſtinien, que la plupart des peuples de l'Europe a adopté; & aimèrent mieux devenir leurs propres légiſlateurs, & élever dès le fondement l'édifice du code civil de leur nation : lequel code, on peut encore obſerver, eſt dans la première période de ſa formation, tel que le droit romain l'étoit aux temps de la république & ſous le règne des premiers empereurs.

Le temps auquel le pouvoir d'adminiſtrer la juſtice aux individus fut ſéparé du pouvoir militaire (ce qui arrivé tôt ou tard dans différens pays), eſt la vraie période de l'origine d'un ſyſtème de loix régulier dans une nation. Les juges étant aujourd'hui privés du droit attaché à l'épée, ou ce qui revient au même, étant obligés d'emprunter ce droit d'autres perſonnes, tâchent

tâchent de s'en dédommager dans leurs tribunaux respectifs, & mériter, s'il est possible, des égards pour leurs décrets, par la grande régularité de leurs procédures, & la réputation d'impartialité dans leurs jugemens.

Alors aussi, les gens de robe commencent à venir en foule aux tribunaux qu'ils ne craignent plus d'approcher, & ajoutent leurs subtilités aux règles déjà établies par les loix ou par les juges. Comme on est libre de les employer ou non, surtout au commencement, & qu'ils craignent que si l'on venoit à croire qu'il ne fallût que du bon sens pour conduire un procès, chacun s'imagineroit en savoir autant qu'eux, ils inventent des difficultés pour se rendre nécessaires. Comme la vraie science du droit, qui n'est autre chose que la connoissance d'une longue suite d'anciennes règles & un recueil des cas qui ont précédé, ne sauroit encore avoir lieu, ils tâchent d'en créer une artificielle pour se donner du crédit. On a inventé, pour la forme, des distinctions & des définitions qui expriment les différens genres de prétentions d'homme à homme, dans lesquelles on découvre la même délicatesse que les philosophes observent à ranger les différens sujets ou *royaumes* dans l'histoire naturelle. Des formes de mots, sous le nom de

*writs* ou autres pareils, sont inventées pour exposer les dites prétentions ; & semblables à des passeports, servent à introduire les prétendants au temple de la justice.

Dans la crainte que leurs cliens ne les abandonnent après la première séance, comme un malade qui se contente d'une seule visite de son médecin, les avocats inventent d'autres cérémonies & d'autres termes d'art, afin de pousser plus loin le procès & les plaidoyers ; & pour s'assujettir d'autant mieux leurs cliens, ils viennent à la fin à bout de rendre chaque erreur qui a rapport aux règles de leur art, que ce soit dans les *noms* ou les *faux plaidoyers* & autres, de rendre, dis-je, de telles bévues d'une aussi grande conséquence qu'une infraction aux loix de la plus stricte justice. Sur le fondement des susdites définitions & distinctions métaphysiques, de cas & d'actions, on élève encore nombre de questions de droit, connues seulement de ceux qui en savent les détours.

De telles subtilités dans l'administration de la justice ne peuvent que paroître fort étranges & même ridicules à un nouveau-venu qui les observe pour la première fois. Cependant il faut avouer, que lors de la première institution des magistratures & des tribunaux civils, les céré-

monies & les diverses formalités sont très-nécessaires pour attirer à ces tribunaux & la confiance de ceux qui y sont présentés, & le respect entier du public; & par ce moyen suppléer au manque d'autorité militaire qui, jusqu'alors, avoit été le principal appui des juges. Ces mêmes formalités & ces règles d'art servent encore à donner de l'uniformité aux démarches des avocats & des cours de justice, à fixer & assurer les règles qu'ils établissent entr'eux. Et si tout le système de raffinement dont nous parlons continue sur ce pied jusques bien avant dans les siècles futurs, c'est, en grande partie, (pour ne pas rapporter d'autres causes), parce qu'il s'est tellement incorporé avec les branches essentielles du droit, qu'il seroit dangereux ou du moins très-difficile de l'en séparer; & on pourroit, à cet égard, le comparer à un échaffaudage dont on se sert pour élever une maison, qui, quoique destiné seulement à poser les matériaux & soutenir les ouvriers, se trouve subsister encore long-temps après que le bâtiment est fini, parce qu'on croit qu'il seroit dangereux de l'ôter plus tôt.

Ces singulières formalités de droit & de pratique raffinées, avoient été inventées par les premiers jurisconsultes de Rome, dans la vue de grossir les règles exposées dans les loix des douze tables,

qui n'étant qu'en petit nombre & gravées sur le cuivre, pouvoient être connues de chacun aussi bien que d'eux : c'étoit même une coutume générale de faire apprendre ces loix aux enfans, comme le rapporte Cicéron.

Les jurisconsultes romains inventèrent aussi des définitions très-exactes, de même que des classes différentes de cas & d'actions; & quand un homme avoit une fois fait choix de ce genre particulier d'*action*, par lequel il vouloit faire valoir ses droits, il n'étoit plus en son pouvoir de le changer. On inventa de plus des formes fixes de mots, appelées *actiones legis*, dont il falloit absolument se servir pour exposer sa demande. La partie elle-même devoit réciter les dits mots devant le préteur; & si, par malheur, il venoit à en omettre ou en ajouter un seul qui parût changer la réalité de son cas ou de sa demande, il perdoit son procès. C'est à quoi Cicéron fait allusion, quand il dit : « Nous » avons un droit civil constitué de telle manière, qu'un homme qui n'a pas procédé » comme il devoit, est mis hors de procès » (1). On trouve aussi une observation de la même

---

(1) *Ita jus civile habemus constitutum, ut causâ cadat is qui non quemadmodum oportet egerit.* De Juvén. 11. 19.

nature dans Quintilien, qui s'exprime sur ce sujet comme suit : « Il y a encore un autre danger ; car si on s'est mépris sur un mot, on est » considéré comme ayant manqué dans chaque » point de son procès » (1). De pareilles cérémonies & formes de mots, adaptées à l'exercice du droit, étoient de plus nécessaires pour admettre les réponses & répliques réciproques des parties, exiger & recevoir des suretés, produire des témoins, &c.

Des susdites *actiones legis*, les juriscultes & les prêtres s'en étoient réservés soigneusement la connoissance particulière, de même que de ces jours auxquels la religion ne permettoit pas aux tribunaux de s'assembler (2). Un certain Ch. Flavius, secrétaire d'Appius Claudius, étant venu à divulguer le secret de ces formes importantes (action pour laquelle il fut ensuite promu par le peuple), les juriscultes en inventèrent de nouvelles, qu'ils commencèrent à coucher par écrit en se servant de caractères particuliers ; mais un membre de leur propre corps les trahit encore, & la nouvelle collection qu'il publia fut appelée *jus ælianum* d'après son nom, Sex.

---

(1) *Est etiam periculosum, quam sit uno verbo sit erratum, totâ causâ cecidisse videamur.* Inst. Orat. III. 8. VII. 2.

(2) *Dies Fasti & Nefasti.*

*Ælius*, comme la précédente avoit été nommée *jus flavianum*. Cependant il ne paroît pas que l'influence des juriconsultes ait beaucoup diminué par ces deux collections : car outre les instructions de cette espèce, il faut encore la pratique ; & les collections générales dont nous parlons, de même que le grand nombre de livres qu'on a publiés sur le droit anglais, pourroient à peine mettre un homme en état d'entrer dans la robe, ou du moins d'acquérir assez de connoissances pour conduire un procès (1).

Les juriconsultes modernes se sont beaucoup alambiqués pour découvrir & mettre au jour les *formulae* du droit ancien dont nous parlons ; en quoi ils ont eu réellement un grand succès. Les anciens auteurs comiques, tels que Plaute

---

(1) Les juriconsultes de Rome avoient poussé leur adresse aux objets de juridiction *volontaire* aussi bien qu'à ceux de juridiction *contentieuse*, & avoient inventé des formalités particulières, des formes de mots, des distinctions & définitions ; quant aux obligations d'homme à homme, aux stipulations, donations, épousailles, & surtout les testaments ; en quoi ils avoient montré une grande délicatesse, beaucoup de raffinement, une exactitude & une régularité surprenantes. Les juriconsultes anglais n'ont pas pris tant de peine sur les objets de juridiction *volontaire*, il s'en faut même de beaucoup.

& Terence, leur en ont beaucoup fourni ; les mots usités, par exemple, pour réclamer la propriété d'un esclave, se trouvent fréquemment dans leurs ouvrages (1).

(1) Les paroles adressées au demandeur par l'accusé, quand ce dernier paroissoit au jour pour lequel il avoit été forcé de donner caution, étoient celles-ci, & telles que Plaute les rapporte, *Curcul. 1. 3. v. 5.* "Où es-tu toi, qui m'as obligé, à donner fureté? où es-tu toi, qui me cites? voici je me, présente devant toi, présentes-toi aussi devant moi., A quoi le demandeur répondoit, "me voici., L'accusé repliquoit, "que dis-tu maintenant?,, alors le demandeur répondoit, je dis . . . (*Aïo*) puis suivoit la formule des paroles par lesquelles il vouloit exprimer son action. *Ubi tu es, qui me vadatur? ubi tu es qui me citasti? Ecce ego me tibi sisto; tu contra & tibi me siste, &c.*

Si, par exemple, l'action étoit intentée pour des effets volés, la peine ou le dédommagement qu'on exigeoit étoit de rendre deux fois la valeur; & les paroles usitées étoient, *Aïo decem aureas mihi furto tuo abesse, teque eo nomine viginti aureas mihi dare oportere.* Pour ouvrage fait, comme nettoyer les habits, &c. *Aïo te mihi tritici modium de quo inter nos convenit ob polita vestimenta tua, dare oportere.* Pour recouvrer la valeur d'un esclave tué par un autre citoyen. *Aïo te hominem meum occidisse, te que mihi quantum ille hoc anno plurimi fuit dare oportere.* Pour dommages causés par un animal vicieux, *Aïo bovem Mævii servum meum, Stichum, cornu petiisse & occidisse, eoque nomine Mævium aut servo estimationem præstare, aut bovem mihi noxæ dare, oportere; ou Aïo arsum Mævii mihi vulnus intulisse, & Mævium quantum æquius melius mihi dare oportere, &c. &c.*

Il y a beaucoup d'affinité entre les *súsdites adiones legis*, & les *writs* dont on se sert dans les cours de justice en Angleterre. Ces writs ou ordres sont calqués & adaptés à chaque branche ou dénomination d'action, comme *détention*, *amendes*, *incidens sur cause*, *faux calculs*, *pañes*, &c. & tout cela exige la même exactitude que les *formulæ* du droit romain rapportées ci-dessus; il y a autant à craindre d'en faire un mauvais usage que d'y manquer en partie; & pour me servir des termes d'un auteur anglais qui a écrit sur le droit, je dirai à ce sujet, « que les writs » doivent être bien adressés, ou ils sont nuls.... » Dans tous les writs il faut avoir soin de les

---

On peut observer que l'espèce particulière de dédommagement, ordonnée par la loi pour le cas en litispendance, étoit expressément désigné dans la formule qu'employoit le demandeur; & quant à ceci on ne devoit pas s'y tromper. Ainsi, dans la dernière formule ci-dessus, les mots *quantum æquius melius*, font voir que le prêteur devoit nommer des juges inférieurs ou arbitres, pour taxer le dommage fait, & décider finalement sur le cas, suivant les instructions qu'il leur donnoit auparavant; ces paroles étant exclusivement adaptées au genre d'actions qu'on appeloit *arbitrariæ*. Dans les actions intentées pour exiger l'exécution de conventions non-écrites, on exprimoit la convention même dans la formule; telle que celle rapportée ci-dessus pour ouvrage fait par le demandeur, &c. &c.

» coucher, & de les dresser suivant l'exigence du  
 » cas, & doivent être suivis conformément dans  
 » tout le cours de l'action. » (1)

Les mêmes formalités se remarquent pareillement, dans les *plaidoyers* & dans la manière de conduire les procès en Angleterre, qui avoient lieu dans les procédures de l'ancien droit romain, & comme les juriscultes de ce temps-là avoient leurs *actionis postulationes* & *editiones*; leurs *inficiationes*, *exceptiones*, *spontiones*, *replicationes*, *duplicationes*, &c. de même en Angleterre les avocats ont leurs *demandes*, *réponses*, *repliques*, *dupliques*, *redupliques*; *rétorsions*, *surrétorsions*, &c. Une scrupuleuse exactitude est encore nécessaire dans le ménagement de ces plaidoyers : voici ce que dit à ce sujet un auteur anglais qui a écrit sur le droit : « Quoique l'art de plaider & l'habileté avec laquelle on l'exerce fussent par leur nature & leur but, destinés seulement à rendre les faits clairs & intelligibles, & à procéder dans les jugemens d'une manière sûre & convenable, ils n'en ont pas moins dégénéré de leur simplicité primitive. Les plaideurs & même les juges étant devenus trop ponctuels à cet égard, les procédures se font peu-à-peu

---

(1) Jacob Dictionn. de droit. Voy. *Writ*.

» remplies de traits délicats & de phrases recherchées, ce qui a donné lieu à la ruine de plusieurs procès, pour s'être attachés à des objections purement triviales.» (1)

On peut cependant mettre cette différence entre les *adiones legis* dont on se servoit à Rome, & les writs qu'on emploie aujourd'hui en Angleterre; c'est que les premières pouvoient se créer, quand il en falloit de nouvelles, par le prêteur ou juge du Tribunal, ou, en de certains cas, par le corps des jurisconsultes même; au lieu que les writs, quand il en est besoin pour des cas imprévus, ne peuvent être dressés que par un Tribunal ou juge particulier, seul revêtu de cette autorité, savoir la haute-cour de la chancellerie, qui a aussi le privilège exclusif d'octroyer les anciens writs pour les divers cas qu'ils concernent. Et les jurisconsultes ont attaché une telle importance à son pouvoir sur ces deux articles, qu'ils lui ont donné, par prééminence, le nom d'*officina justitiæ*. Outre cela les writs originaux, quand ils sont une fois dressés, ne peuvent se changer que par ordre du parlement. (2)

---

(1) Cunningham, Diction. de droit. Voy. *Plaidoyers*.

(2) Les writs émanés légitimement, sont aussi nécessaires à l'exécution de divers incidens qui peuvent avoir lieu

On sent si bien dans les Tribunaux d'Angleterre, l'importance de ces instrumens de droit, qu'on ne donne entrée à aucune cause qui n'en est pas accompagnée. Car quelque'important ou intéressant que soit un cas, le juge n'y fait aucune attention, jusqu'à-ce qu'il voye le writ qu'il a accoutumé, ou du moins qu'il soit sorti de la vraie source : il n'a ni yeux pour voir, ni oreilles pour entendre. Et quand un cas d'une nouvelle espèce se présente, pour lequel il n'y a encore point de writ, & que le grand-chancelier ou les juges de la chancellerie ne conviennent pas de la création d'un nouveau, ou trouvent

---

dans le cours d'un procès, comme faire entendre des témoins, &c. Les noms qu'on donne aux différens genres de writs, sont tirés ordinairement des premiers mots latins par où ils commençoient, quand ils étoient conçus en cette langue ; ou du moins de quelque mot remarquable qui s'y trouve ; ce qui donne lieu à des expressions un peu dures, & pas trop intelligibles. Ainsi un *writ* est un writ qu'on accorde, en certain cas, pour obliger quelqu'un à donner caution (*Pone per vultum & saluos plegios*). Un *subpena* sert à obliger des témoins, & quelquefois d'autres personnes à paroître devant un Tribunal. Une action de *qui tam* est celle qu'un délateur intente pour avoir sa part d'une amende fixée par quelque loi pénale : le writ porté : *Qui tam pro Domino rége, quam pro scripto in hac parte signatur*, &c. &c.

la chose très-difficile , le grand-conseil national, c'est-à-dire, le parlement, en prend alors connoissance : par la sagesse réunie de ses membres , on parvient à rassembler les vrais mots qui développent le mystère ; le juge recouvre alors le libre usage de ses sens ; & par la création d'un nouveau writ , l'empire des Tribunaux acquiert une nouvelle force.

Enfin , ces ordres précieux , ces brevets de grand prix (*Brevia*) , comme on les appelle aussi par prééminence , qui sont l'élixir & la quintessence du droit , ont été commis à la garde particulière d'officiers nommés à cet effet , dont les bureaux tirent leurs noms des instrumens dont ils se servent chacun en particulier , pour la sûreté du dépôt dont ils sont chargés ; l'un étant appelé le bureau du *panier* (*Hamper*) & l'autre de la *petite bourse* (*Smalbag*) (1).

Cependant , à dire la vérité , la création d'un writ , quand il s'agit d'un nouveau cas , est une chose plus difficile qu'on ne le croit en général.

---

(1) *Hanaperium & Parva бага* : il n'est pas hors de propos d'observer ici que ces deux mots latins ne se trouvent pas dans les ouvrages de Cicéron. Dans le bureau de la *Small-bag* sont déposés les writs qui concernent les affaires du roi ; & dans celui du *Hamper* , ceux qui ont rapport à celles des sujets.

L'importance même qu'on attribue à ces formules de droit, suffit pour qu'elles en ayent en effet.

Comme tout ce qui se fait sans ces mots consacrés est nul dans un Tribunal ordinaire, de même avec eux tout devient légal, c'est-à-dire, qu'ils autorisent une cour de justice à décider de droit de toute espèce de procès auxquels ils servent d'introducteurs. C'est pourquoi la création d'un nouveau writ est de la même conséquence que l'établissement d'une nouvelle loi, & surtout d'une nature générale : donc, lorsqu'un nouveau cas se présente, la création d'une telle loi, qui doit s'appliquer dans la suite à tous les cas semblables, est réellement une chose difficile ; surtout quand on ignore encore quelle est la meilleure manière de pourvoir au cas en question, ou même lorsqu'il n'est pas encore décidé si on y doit pourvoir effectivement. La composition d'un nouveau writ, en pareil cas, est une démarche que les gens de robe ou les juges ne se hafardent pas volontiers de faire de leur chef, pas même de consulter les loix à cet effet.

Vu donc la difficulté qu'il y a à créer de nouveaux writs d'un côté, & l'absolue nécessité de tels writs dans les tribunaux inférieurs de l'autre, il s'ensuit que plusieurs espèces nouvelles de prétentions & de cas imprévus qui se présentent de

temps à autre, (conséquences inévitables des progrès du commerce & de la civilisation des mœurs) sont laissés *in statu quo*, & restent comme autant de vides dans le corps du droit, ou pour mieux dire, comme autant de lieux inaccessibles que les loix d'à-présent ne sauroient atteindre : c'est donc un grand défaut dans l'administration de la justice, qui devrait être ouverte à tout individu, & trouver des remèdes à toute espèce de prétentions que les hommes peuvent établir l'un contre l'autre.

Pour remédier à cet inconvénient, ou plutôt pour pallier en quelque sorte, on a eu recours à des fictions dans le droit anglais, par lesquelles les writs, étant détournés de leur présente destination, sont rendus applicables aux cas dont ils ne dépendent en aucune manière.

Les fictions de droit de l'espèce dont nous parlons n'étoient pas inconnues des anciens jurifconsultes romains ; & comme une preuve de leur ingénuité à cet égard, on peut rapporter ce genre d'action dans laquelle une fille s'appeloit un fils (1). On pourroit aussi citer plusieurs

---

(1) De l'exemple ci-dessus on peut conclure, que les jurifconsultes romains avoient plus d'autorité que le parlement d'Angleterre ; car c'est un principe fondamental chez les gens de robe de ce pays-là, que le parlement peut tout, excepté faire une femme d'un homme, & *vice versa*.

exemples de l'usage prétendu des writs dans les Tribunaux inférieurs d'Angleterre. Un expédient très-remarquable de ce genre paroît dans la méthode qu'on emploie ordinairement pour se faire payer de certaines dettes, devant le Tribunal des plaids communs; telles, si je ne me trompe, que le salaire dû pour ouvrage fait, indemnité pour exécution d'ordres reçus, &c. le writ qui est délivré en ces cas-là, est fondé sur la supposition que la personne qu'on attaque a commis la faute sur le terrain du demandeur, & forcé ses barrières & enclos; & sous cette dénomination le défendeur est amené devant le Tribunal: ce writ, qui a été celui que les jurisconsultes ont trouvé convenir le mieux pour introduire devant un Tribunal inférieur les espèces de prétentions dont on parle, est appelé en termes de l'art un *clausum fregit*. — Pour amener quelqu'un devant le Tribunal du banc du roi, pour répondre à des demandes à-peu-près semblables à celles ci-dessus, on lâche un writ, appelé un *latitat*, dans lequel on prétend que l'accusé se cache malicieusement, & se tient en embuscade dans quelque province, différente de celle où la cour siège; les expressions usitées dans le writ étant, « qu'il court çà & là, & se tient caché »; quoique ce ne soit la vraie intention ni du

procureur ni de la partie d'avancer un tel fait.

Le même principe, de stricte adhérence à de certaines formes depuis long-temps établies, a aussi été la cause que les avocats ont introduit dans leurs procédures des noms empruntés de personnes qu'on suppose tenir lieu de cautions; & en certains cas il paroît que le nom d'une personne imaginaire est inféré dans un writ avec celui du principal accusé, comme ayant part à la même cause. Une autre preuve de cette extrême déférence que les avocats & les juges ont pour de certaines anciennes formes dont ils s'éloignent plus à regret que de la vérité même des faits, se présente dans l'expédient ci-dessus mentionné, qu'on employe pour introduire les causes ordinaires devant la cour de l'échiquier, afin d'y être jugées suivant le droit commun; qui est en déclarant que le demandeur est débiteur du roi, quoique ni la dite cour, ni le procureur de la personne lésée n'insistent sérieusement sur cette assertion (1).

---

(1) Encore une autre preuve de la stricte adhérence des juriconsultes Anglais à leurs anciennes formes établies: même par préférence à la vérité des faits, se trouve dans la manière d'exécuter l'acte même cité dans ce chapitre, passé sous le règne de George I, pour prévenir les arrêts personnels pour dette au-dessous de 40 shellings. Si l'accusé, après avoir  
reçu

requ en personne copie de la procédure, ne paroît pas aux jours fixés, on a coutume de supposer qu'il est déjà comparu, & la cause s'avance sur cette supposition : on a aussi recours à des noms de cautions imaginaires.

Les habitans de Bengale, & d'autres provinces de l'Inde orientale, ont été prodigieusement surpris, dit-on, des raffinemens, fictions, & subtilités des loix d'Angleterre, quant aux matières civiles, qui furent introduites parmi eux il n'y a que peu d'années : & il n'est sûrement pas douteux qu'ils n'en ayent été effectivement étonnés.

## CHAPITRE X.

*Continuation du même sujet. Les cours d'équité.*

CEPENDANT il y a des bornes aux fictions & aux subtilités du droit, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, vu que ces détours ne fauroient remédier à tous les cas qui peuvent survenir, à moins que de laisser accumuler un trop grand nombre d'erreurs; il y a eu même des exemples où la fausse application des writs, dans les tribunaux, a été réprimée par autorité supérieure. C'est pourquoi, pour éviter cet inconvénient, c'est-à-dire pour étendre l'administration de la justice distributive à tous les cas possibles, en la dégageant des difficultés attachées à l'art, qui se sont insinuées peu-à-peu dans son cours; pour obvier à cela, dis-je, on a établi en Angleterre une nouvelle espèce de tribunaux, appelés *cours d'équité*.

La plupart des gens s'étant fait une fausse idée de ce mot d'*équité*, ont conçu de certains préjugés sur l'emploi des tribunaux dont nous parlons; & il paroît qu'on croit généralement que les juges qui y siègent ne doivent suivre

que les règles de la pure équité ; par ou le peuple semble entendre, que dans un tel tribunal, le juge peut à volonté suivre ses propres mouvemens, & fonder ses décisions, comme il le juge à propos, sur les circonstances particulières & la situation de ceux qui se présentent à lui. Le docteur Johnson même, dans son dictionnaire abrégé, donne la définition suivante du pouvoir de la cour de chancellerie, considérée comme *cour d'équité* : « le chancelier, dit-il, a le pouvoir de modérer » & d'adoucir la loi écrite, & n'est assujetti lui-même qu'à celle de la nature & de la conscience : » pour laquelle définition on cite comme autorités le doyen Swift, & Cowell qui étoit jurisconsulte. On pourroit alléguer d'autres exemples d'avocats qui ont manqué d'exactitude dans leurs définitions du vrai emploi des *juges d'équité*. Et Johnson lui-même n'est sur aucun sujet une autorité méprisable.

Il est sûr que le pouvoir des *juges d'équité* ne sauroit être de changer, de leur chef, le droit écrit ; c'est-à-dire les actes de Parlement, & ainsi faire violence aux loix. Leur charge consiste seulement, comme on le prouvera dans la suite, à trouver des réparations pour les cas auxquels le bien public exige qu'on remédie, & auxquels les tribunaux ordinaires, gênés par leurs formes &

anciennes institutions, ne sauroient pourvoir; ou en d'autres termes — les *cours d'équité* ont le droit d'administrer la justice aux individus, sans être gênés, non par les loix, mais par les difficultés attachées à la robe, & que les jurisconsultes ont de temps en temps inventées dans les tribunaux ordinaires, & auxquelles les juges qui y siègent ont donné leur sanction.

On reconnut bientôt à Rome la nécessité d'un emploi de cette nature, & cela par les mêmes raisons alléguées ci-dessus. Car il est assez remarquable que le corps de la robe, en Angleterre, en refusant d'adopter le code des loix romaines, tel qu'il existoit dans les derniers temps de l'empire, se soit seulement assujetti aux mêmes difficultés qu'éprouvoient les anciens jurisconsultes de Rome, pendant qu'ils élevoient l'édifice de ces mêmes loix. Et on peut aussi observer que les jurisconsultes anglais, ou les juges, se sont servis à-peu-près des mêmes expédiens que ceux que les jurisconsultes romains avoient adoptés.

Le préteur, dans l'ancienne Rome, s'étoit arrogé, par la suite du temps, cette charge de juge d'équité, comme une addition au pouvoir judiciaire qu'il possédoit auparavant (1). Au com-

---

(1) Le préteur possédoit ainsi deux branches distinctes d'autorité judiciaire, de la même manière que la cour de l'échi-

mencement de l'année de son élection, le préteur déclaroit les changemens pour les cas nouveaux & épineux qu'il se propofoit de faire pendant le temps de fa préfecture; dans le choix & fur la propriété defquels il étoit fans doute dirigé, foit par fes propres observations, pendant qu'il étoit hors de charge, foit par les instructions d'habiles jurifconfultes fur ce fujet. Le préteur montrait cette déclaration *in albo*, comme on l'exprimoit. Les jurifconfultes modernes ont fait plufieurs conjectures fur la vraie fignification de ces mots; une de leurs fuppositions, qui paroît des plus vraifemblables, eft que l'*edictum* du préteur, ou articles qui contenoient les nouvelles décisions pour les cas futurs, étoit écrit fur une muraille blanche, à côté de fon tribunal.

Entre les cas auxquels avoient pourvu les préteurs romains comme juges d'équité, on peut mettre les fils émancipés, & les parens d'alliance (*cognati*), quant au droit d'héritage. Par la loi des douze tables on fuppofoit que les premiers avoient ceflé d'être enfans de leur père, & en conféquence on leur refufoit leur portion à l'hérédité paternelle : quant aux parens d'alliance,

---

quier en Angleterre, qui, fuivant l'occafion, s'affemble tantôt comme cour ordinaire, & tantôt comme cour d'équité.

il n'en étoit pas question dans l'article des loix qui traitoient du droit de succession, n'étant fait mention que des parens de sang (*agnati*). Ainsi par l'édit *unde liberi* le préteur permettoit aux émancipés de prétendre à l'héritage de leur père (ou grand-père) conjointement avec leurs frères; & par celui d'*unde cognati* les parens d'alliance étoient mis en possession de l'héritage d'un allié, quand il n'y avoit point de parent de sang. Ces deux genres d'hérédité n'étoient cependant pas appelés *hæreditas*, mais seulement *bonorum possessio*; ces dénominations étant très-exactement distinguées; quoique l'effet qui en résultoit fût exactement le même (1).

---

(1) Comme l'autorité des pères, à Rome, étoit sans bornes, & duroit toute leur vie, il arrivoit assez souvent qu'on émancipoit des fils, soit pour la sûreté ou la satisfaction des personnes qui formoient quelque entreprise avec eux. Cette autorité des pères avoit été poussée si loin par les loix de Romulus, confirmées ensuite par celle des douze tables, qu'ils pouvoient vendre leurs fils comme esclaves jusqu'à trois fois, si après la première ou seconde ils venoient à recouvrer leur liberté : ce n'étoit donc qu'à la troisième fois que les fils redevenoient libres, qu'ils pouvoient entièrement se soustraire à l'autorité paternelle. Sur cette maxime de droit étoient fondées la formalité particulière & la méthode d'émanciper les fils. On apportoit d'abord des balances & quelque monnoie de cuivre; sans ces for-

Dé même, les loix des douze tables n'avoient fixé de réparation que pour les cas de vol; & il n'y étoit point fait mention de ceux où les biens se trouvoient enlevés de force (action qu'on ne regardoit pas à Rome d'aussi mauvais œil que le vol, qui étoit considéré comme un crime particulier aux esclaves). A la suite du temps le préteur accorda indemnification à ceux à qui il arrivoit d'être privés de leurs biens par violence, & les autorisa à exiger quatre fois la valeur de la perte, de ceux qui avoient commis le fait malicieusement. *Si cui dolo malo bona rapta esse dicentur, ei in quadruplum JUDICIUM DABO.*

De plus, ni la loi des douze tables, ni celles qui se firent ensuite dans les assemblées du peuple, n'avoient pourvu qu'à très-peu de cas de fraude. En ceci de même le préteur intervint comme juge d'équité, quoique cela n'arrivât que du temps de Cicéron; & promit dédommagement aux personnes lésées, dans les cas où les loix présentes

---

malités tout auroit été nul; & ensuite le père faisoit une vente en due forme de son fils à la personne nommée pour l'acheter, qui devoit aussitôt l'affranchir: ces cérémonies se répétoient trois fois. Ces témoins devoient être présents, outre un homme pour tenir les balances (*libripens*), & un autre (*antestatus*) pour rappeler aux témoins dans l'occasion l'importance de l'affaire qu'ils avoient devant les yeux.

n'en accorderoient aucune. *Quæ dolo malo facta esse diciuntur, si de his rebus alia actio non erit, & causa justa esse videbitur, JUDICIUM DABO.* (1). Par de semblables édits, les préteurs accordèrent avec le temps des indemnités aux femmes mariées dans de certains cas, & aussi aux mineurs (*minoribus viginti quinque annis succurrit prætor, &c.* (1).

---

(1) En même temps que le préteur proposoit un nouvel édit, il faisoit aussi connoître les formules particulières qu'on devoit employer pour qu'il le mit ensuite en exécution. Le préteur qui le premier donna l'édit ci-dessus, se nommoit *Aquilius*, comme le rapporte Cicéron dans cette élégante histoire bien connue des savans, & dans laquelle il rapporte l'espèce de fraude dont on accusa faussement Canius, chevalier romain, quand il acheta une maison de plaisance & des jardins près de Syracuse, en Sicile. Cicéron finit ce récit par observer que Canius fut laissé sans recours, " *vn qu'Aquilius, son collègue & son ami, n'avoit pas encore publié les formules sur la fraude.* „ *Quid enim faceret? nondum Aquilius collega & familiaris meus, protulerat de dolo malo formulas* Off. III. 14.

(2) La collection ou le système de loix qui s'étoit formé d'une suite d'édits publiés en divers temps par les préteurs, fut appelé *jus prætorium*, & aussi *jus honorarium* (*qui ne l'étoit pas étroitement*). Les loix des douze tables, de même que celles qui avoient de temps en temps reçu leur sanction dans l'assemblée du peuple, s'appeloient par excellence, *jus civile*. La distinction étoit précisément la même que celle qui a lieu en Angleterre, entre les loix ordinaires & statuéées, & le droit ou la pratique des cours d'équité. Les

Les cours d'équité établies en Angleterre ont pareillement pourvu à un très-grand nombre de cas, ou espèces de demandes, auxquelles les tribunaux ordinaires, gênés par leurs cérémonies & leurs dogmes particuliers sur le droit, ne fau- roient acquiescer. Ainsi elles peuvent, en certains cas, accorder des actions pour & contre des enfans, nonobstant leur minorité — & pour & contre des femmes mariées, malgré la protection de leurs maris. Celles-ci peuvent même, en certains cas, intenter procès à leurs époux devant une cour d'équité. Les exécuteurs testamentaires peuvent être obligés à payer intérêt de l'argent qu'ils ont long-temps entre les mains. Les cours d'équité peuvent nommer une commission pour entendre les rapports de témoins absens. Quand d'autres preuves manquent, elles peuvent exiger le serment de l'une ou l'autre des parties ; ou en

---

deux branches de la charge judiciaire de prêteur étoient très-distinctes, & il y avoit, de plus, cette différence très-sensible entre ses décisions, comme juge de droit civil, ou comme juge d'équité, c'est que les premières étant fondées sur le *jus civile*, étoient perpétuelles ; au lieu que les dernières devoient être proposées dans le courant de l'année, & étoient conséquemment appelées *actiones annuæ*, ou *actiones pratoriæ* ; comme les précédentes s'appeloient *actiones civiles* ou *actiones perpetuæ*.

pareil cas forcer un marchand à produire ses livres. Elles peuvent aussi confirmer un titre d'une terre, quoique les écrits en fussent perdus, &c.

Le pouvoir des cours d'équité, en Angleterre, dont la cour de chancellerie est la principale, doit sans doute son origine au droit qu'avoit déjà celle-ci de créer & d'octroyer des writs. Quand il se présentoit de nouveaux cas épineux, pour lesquels il falloit une nouvelle espèce de writ, les juges de chancellerie trouvant nécessaire que la justice eût son cours, en même temps ne voulant pas pourvoir généralement & à perpétuité aux cas qui leur étoient présentés, en créant de nouveaux writs, les juges, dis-je ordonnoient aux deux parties de se présenter devant eux, afin de se procurer une information aussi complète que possible, quant aux circonstances du cas; & puis rendoient jugement là-dessus par forme d'essai.

C'est, sans doute, à une telle origine & à de telles circonstances, que les cours d'équité en Angleterre doivent leur présente institution. Vu la précision des idées que l'on se forme aujourd'hui du pouvoir des magistrats & des juges, on peut à peine se figurer que cette espèce de tribunaux, quelque utiles qu'ils soient, puissent être autorisés. En effet, dans les temps même de leur établisse-

ment, leurs procédures n'étoient pas exemptes d'opposition; & dans la suite, même encore sous le règne d'Elisabeth, il fut décidé dans l'affaire de *Colleston & Gardner*, que tuer un *Séquestre* de la cour de chancellerie, dans l'exercice de son emploi, n'étoit pas un assassinat; lequel jugement ne pouvoit être fondé que sur ce que la commission du séquestre, & conséquemment le pouvoir de ceux qui le faisoient agir, n'étoient pas légitimes (1). Cependant l'autorité de ces tribunaux s'est fixée avec le temps; une des branches qui constituent le corps des loix reçoit même à présent des appels des sentences qui y sont prononcées; & je ne doute pas qu'on ne pût produire plusieurs actes de la législation entière, dans lesquels leur légitimité est généralement reconnue.

Voici quelle est l'espèce de marche, qui avec le temps s'est introduite en chancellerie, quant aux procédures. Après que cette cour a reçu une requête, on envoie un writ de *sub poena* à la per-

---

(1) Lorsque le chevalier Edouard Coke étoit président du banc du roi, & milord Ellesmere, grand chancelier, sous le règne de Jaques I, une dispute très-vive s'éleva entre les cours ordinaires & celles d'équité, dont il est fait mention au chap. 4. du III<sup>e</sup>. livre des Commentaires du juge Blackstone; ouvrage dans lequel le sujet des cours d'équité auroit pu être plus étendu.

sonne en délit, pour lui commander de paroître. Si elle ne le fait pas, on ordonne une saisie contre'elle; & si on répond un *non inventus*, c'est-à-dire, si elle ne se trouve pas, on la proclame; puis on nomme une commission pour l'appréhender comme rebelle, & la commettre dans la prison de la *Fleet*. Si l'accusé continue à ne tenir aucun compte de ces divers ordres, on dépêche un huissier pour le saisir; & si cela ne se peut, on permet un séquestre de ses biens de terre jusqu'à comparution. Tel est le pouvoir que la cour de chancellerie, comme tribunal d'équité, a insensiblement acquis, pour forcer à comparution devant elle. Quant à l'exécution de ses décrets, il paroît qu'elle n'y a pas eu autant de succès; du moins les auteurs qui ont écrit sur le droit, & dont j'ai eu occasion de voir les ouvrages, tiennent pour maxime, que la cour de chancellerie ne sauroit porter atteinte aux biens, mais seulement à la personne; & conséquemment celui qui refuse de se soumettre à ses ordres, doit seulement être commis à la prison de la *Fleet* (1).

---

(1) La cour de chancellerie fut apparemment la première des deux cours d'équité qui ait été établie: comme c'étoit le tribunal suprême du royaume, il étoit le mieux en état de former l'établissement d'un office ou pouvoir, qui d'abord devoit naturellement donner lieu à plusieurs objections. La cour de

A cette occasion j'observerai, que l'autorité du grand-chancelier, en Angleterre, comme juge d'équité, est plus étroitement limitée que celle que les préteurs de Rome avoient pu prendre. Ceux-ci réunissoient en eux-mêmes le double emploi de décider sur les causes suivant le droit civil (*jus civile*) & suivant le droit prétorien, ou loi d'équité; il n'y avoit pas non plus d'autre tribunal qui pût les contrôler : d'où il arrivoit que leurs décisions dans le cours de l'équité étoient fort arbitraires. D'abord, ils n'avoient pas accoutumé de se faire une règle invariable d'adhérer à la teneur de leurs propres édits, pendant l'année entière de leur charge; & ils s'arrogeoient le pouvoir de les changer comme ils le jugeoient à propos. Pour remédier à un si grand défaut dans l'administration de la justice, il se fit une loi seulement l'an de Rome 687 (peu de temps avant Cicéron), qui fut appelée *lex cornelia*, du nom de C. Cornelius, tribun du peuple,

---

l'échiquier, comme on peut le supposer, suivit seulement l'exemple de la cour de chancellerie : & pour d'autant mieux assurer le nouveau pouvoir qu'elle s'arrogeoit, elle trouva même nécessaire de se servir de toute la force dont elle étoit capable; ainsi tant le trésorier que le chancelier de l'échiquier siègent (ou sont supposés siéger) dans ce tribunal, quand il s'assemble comme cour d'équité.

qui la proposa sous le consulat de C. Piso, & Man. Glabrio. Par cette loi il étoit ordonné qu'à l'avenir les préteurs devroient constamment rendre leurs sentences suivant leurs propres édits, sans y rien changer durant toute l'année de leur préfecture. Quelques jurisconsultes modernes produisent un certain *senatus-consulte* pour le même effet, qu'ils disent être émané cent ans auparavant, tandis que d'autres doutent de son authenticité : cependant en le supposant vrai, la sanction de la loi ci-dessus montre qu'on n'y avoit pas fait toute l'attention qu'on auroit dû.

Quoiqu'on eût mis un frein au pouvoir arbitraire des préteurs, dont nous avons parlé ci-devant, ils retenoient encore un autre privilège également nuisible, qui étoit que chaque nouveau magistrat, en entrant en charge, étoit libre de n'adopter que ce qu'il lui plaisoit des édits de ses prédécesseurs, & de rejeter le reste : d'où il s'ensuivoit que les loix ou édits prétoriens, quoique calculés pour un si grand nombre de cas importants, n'étoient réellement en force qu'une seule année, temps que duroit l'emploi de préteur (1). Il ne se fit même aucun régle-

---

(1) Ces édits de leurs prédécesseurs en charge, que les préteurs trouvoient à propos d'adopter, s'appeloient *edicta*.

ment pour remplir ce grand vide dans la jurisprudence romaine, avant le temps de l'empereur Adrien; ce qui est une autre preuve remarquable de l'extrême lenteur avec laquelle se font les réglemens utiles qui concernent le bien général de chaque nation. Sous le règne de l'empereur dont je parle, on fit, par son ordre, la collection des plus utiles édits des anciens préteurs, ou plutôt on en composa un seul édit général, qui devoit ensuite servir de règle à tous les juges civils dans leurs décisions, & fut à cause de cela appelé édit perpétuel (*perpetuum edictum*). Cet édit, quoiqu'il n'existe plus, devint bientôt fameux; tous les jurisconsultes de ce temps-là le commentèrent à l'envi; & l'empereur même pensa que c'étoit une action si glorieuse pour son règne, d'avoir opéré un si grand ouvrage, qu'il se regarda comme un second Numa (1).

---

*tralatitia*; ceux qu'ils publioient eux-mêmes (avec les changemens qu'ils avoient fait dans les précédens) s'appeloient *edicta nova*. A cause du pouvoir ci-dessus mentionné qu'exerçoit chaque nouveau préteur à son tour, leurs édits étoient quelquefois distingués du nom de *leges annuæ*, loix annuelles. Voy. Orat. in Ver. I. 42.

(1) Il se fit encore plusieurs autres grandes collections de loix, après l'édit perpétuel dont on a parlé; y ayant eu

• Mais, en Angleterre, les cours d'équité, nonobstant la juridiction étendue qu'elles se sont arrogées avec le temps, n'ont jamais empiété sur celles des autres tribunaux. Car ceux-ci continuent d'exister sur le même pied qu'autrefois, & ont été un frein permanent aux innovations & en général aux procédés de celles-là. Et ici on peut remarquer les moyens aussi extraordinaires qu'efficaces, mis en usage de part & d'autre par les tribunaux des deux espèces, pour balancer leur autorité réciproque. Par son privilège exclusif de créer & d'envoyer des writs, la cour de chancellerie a pu empêcher les tribunaux ordinaires de s'arroger la connoissance des nouveaux cas auxquels il n'avoit pas encore

---

une espèce d'émulation entre les empereurs romains, quant à l'accroissement du droit. . . . . Enfin, sous le règne de Justinien, on publia ce fameux recueil, appelé le *Code Justinien*, qui, sous différens titres, comprend les loix romaines, les édits des préteurs, & les *rescripts* des empereurs; & le tout reçut une égale sanction. C'étoit là un événement à-peu-près semblable à celui qui aura lieu en Angleterre, si jamais il se fait une coalition entre les cours ordinaires & celles d'équité; dès-lors les deux espèces de tribunaux seront également obligés de calquer leurs décisions sur la masse entière des cas précédens qui auront été jugés, du moins de ceux qu'il sera possible de compiler & de former en un seul corps de loix.

été

été pourvu par aucune loi en force, & réunir ainsi en eux-mêmes le pouvoir de juges d'équité & celui de juges de droit commun; accident qu'on avoit sujet de craindre. D'un autre côté, les tribunaux ordinaires ont seul le droit d'infliger châtimement (ou accorder indemnification), dans les cas de violence où les délibérations des cours d'équité trouveroient de l'obstacle; & par ce moyen ont été en état de mettre un frein aux entreprises de celles-ci, & empêcher qu'elles ne s'érigeassent en tribunaux de droit commun & d'équité; réunion également dangereuse.

De l'état présent des cours d'équité en Angleterre, eu égard aux tribunaux ordinaires, il en est résulté qu'elles ont été réellement maintenues dans des bornes qu'on peut appeler exactes, si on considère la nature de leurs fonctions. D'abord, elles ne peuvent ni toucher aux actes de parlement, ni à la pratique établie des autres tribunaux, encore moins annuler les jugemens déjà rendus dans ces derniers; comme les préteurs romains avoient quelquefois coutume de faire, quant aux décisions de leurs prédécesseurs, & quelquefois même quant aux leurs propres. Les cours d'équité ne peuvent pas même connaître des cas où il est possible que les autres tribunaux portent remède. Même les cours ordi-

naires ont défendu si vaillamment les frontières de leur pouvoir, qu'elles ont empêché celles d'équité de se servir de la méthode de nommer des jurés; tellement que lorsque dans une cause déjà commencée, dont le tribunal de la chancellerie doit connoître, les parties viennent à s'en rapporter à la justice sur quelque fait particulier (de la vérité ou fausseté duquel un assemblée de jurés doit décider) dans ce cas, dis-je, la cour de chancellerie est obligée de renvoyer la cause à celle du banc du roi, pour y être jugée en dernier ressort (1). Enfin l'exemple de la régularité des démarches usitées dans les tribunaux ordinaires, s'est communiqué aux cours d'équité; & on conserve soigneusement des registres des plaidoyers, délibérations & actes de ces tribunaux-ci, pour servir de règles à l'avenir dans leurs jugemens (2).

C'est pourquoi l'on découvre que bien loin qu'un juge d'équité puisse *adoucir & modérer*,

---

(1) Voyez Cunningham & Jacob, Dictionn. de droit, *passim*.

(2) Le maître des archives est le dépositaire de ces registres, comme le titre de son emploi le désigne. Sa charge dans la cour de chancellerie est de grande importance, vu qu'il peut ouïr & terminer les causes en l'absence du grand chancelier.

(c'est-à-dire changer) le droit écrit ou les statuts, il ne peut pas même apporter d'altération aux loix non écrites, c'est-à-dire, à la pratique établie dans les autres tribunaux, non plus qu'aux jugemens qui y sont fondés, ni même s'immiscer dans les cas auxquels les loix écrites ou non écrites ont déjà pourvu en général, & dont il est possible que les cours ordinaires prennent connoissance.

De toutes les observations ci-dessus il s'ensuit, que quant aux cours d'équité, telles qu'elles sont établies aujourd'hui en Angleterre, on en peut donner la définition suivante, savoir, qu'elles sont une espèce de législation *inférieure & expérimentale*, continuellement occupée à découvrir & à pourvoir aux réparations par voye de droit, dans les cas auxquels ni les tribunaux ordinaires, ni le corps entier des jurisconsultes n'ont encore trouvé à propos ou praticable de fixer aucune loi. Et ce faisant elles doivent s'abstenir de s'immiscer dans les cas auxquels elles trouvent qu'on a déjà pourvu en général. Un juge d'équité doit aussi adhérer dans ses décisions au système de sentences déjà prononcées dans son tribunal, & dont on conserve à cet effet scrupuleusement les registres.

De cette dernière circonstance il s'ensuit encore,

qu'un juge d'équité, par l'usage même qu'il fait de son pouvoir, en diminue continuellement la partie arbitraire; vu que chaque nouveau cas qu'il décide, & chaque proposition qu'il fait, devient une borne, qu'on a droit d'attendre que lui & ses successeurs en charge ne franchiront pas.

Pour conclure, on peut encore ajouter ici, que les appels des sentences passées dans les cours d'équité sont portés à la chambre des pairs : cette seule circonstance peut faire voir qu'un juge d'équité est assujetti à de certaines règles fixes, outre celles de la *simple nature & de la pure conscience* ; un appel étant naturellement fondé sur la supposition que quelques règles de cette espèce ont été négligées.

Cette discussion sur le droit d'Angleterre, s'est trouvée beaucoup plus longue que je ne me l'étois proposé d'abord ; elle a même, à ce que je m'apperçois, grossi cet ouvrage de deux nouveaux chapitres. Cependant, j'avoue que j'ai été d'autant plus tenté de traiter un peu au long le sujet des cours d'équité, que j'ai découvert le défaut ( qu'on peut appeler constitutionnel ) concernant le pouvoir arbitraire de cette espèce de tribunaux, qui s'est appuyée de l'autorité appa-

rente des gens de robe & d'habiles praticiens;  
& que je n'ai trouvé dans aucun livre qu'on eût  
essayé ouvertement de le refuter, ni même de  
définir la nature & le vrai but des cours  
d'équité.

---

## CHAPITRE XI

*Justice criminelle.*

JE me propose de parler actuellement d'une chose qui, quoiqu'elle ne passe pas en Angleterre, & même ne doive faire nulle part, partie des pouvoirs constitutionnels, c'est-à-dire, des prérogatives au moyen desquelles les puissances de l'Etat se balancent mutuellement, d'un autre côté, intéresse essentiellement la sûreté particulière, & par contre-coup la constitution elle-même; c'est la justice criminelle que je veux dire. Mais avant que d'exposer quelles sont à cet égard les loix d'Angleterre, il est certaines choses que je prie qu'on observe.

Lorsqu'une nation confie à un certain nombre de personnes, ou à une seule, le dépôt de la force publique, elle se propose deux choses: l'une, de résister plus sûrement aux agressions du dehors; l'autre, de maintenir au-dedans la tranquillité.

Pour parvenir au premier but, chacun sacrifie, jusques à un certain point, de sa propriété, quelquefois même de sa liberté; mais, quoique

le pouvoir de ceux qui se trouvent les chefs de l'Etat, puisse être par-là très-considérable, cependant on ne peut pas dire que la liberté publique soit après tout dans un grand danger; parce que, dans le cas où le prince tourneroit contre la nation une force qu'il ne doit employer que pour elle, cette nation, si elle étoit véritablement libre, par où j'entends si elle n'avoit point de préjugés politiques, sauroit très-bien les moyens de pourvoir à sa sûreté.

Par rapport au second but, c'est-à-dire, à la tranquillité intérieure, indépendamment de nouveaux sacrifices de sa liberté, chacun doit encore, ce qui est bien plus délicat, faire celui d'une partie de sa sûreté personnelle.

La puissance législative, placée par la nature des choses humaines dans l'alternative, ou d'exposer les particuliers à des dangers qu'elle peut extrêmement diminuer, ou de livrer l'Etat aux maux qui sont sans limites, de la violence &c. de l'anarchie, se voit forcée de rendre chacun de ses membres accessible aux atteintes de la force publique; &c, en leur retirant le bénéfice du pacte social, de les laisser à leur faiblesse individuelle vis-à-vis de la puissance, relativement immense, des exécuteurs des loix.

Il y a plus : au lieu que cette puissance devoit,

dans le premier cas , éprouver une si grande réaction ; ici elle ne doit en rencontrer aucune , & la loi est obligée d'aller jusqu'à interdire la tentative même de la résistance. C'est donc à régler un pouvoir si dangereux , & à faire en sorte qu'il ne soit employé qu'à son but , c'est-à-dire , véritablement & uniquement au maintien de l'ordre , que la législation doit se surpasser elle-même.

Mais il y a ceci de très-important à observer ; c'est que plus la nation s'est réservé de pouvoirs , plus elle a mis , par conséquent , de bornes à celui des exécuteurs des loix , plus aussi les précautions doivent être ingénieusement recherchées.

Dans un Etat où , par une suite d'événemens , on en est venu au point que la volonté du prince tient lieu de loi , il étend à volonté , & sans résistance , une oppression générale ; les plaintes mêmes sont étouffées ; & chaque objet particulier , indiscernable à ses yeux , trouve une sorte de sûreté dans son néant. Par rapport au petit nombre de ceux qui l'approchent , comme ils sont , d'un autre côté , les instrumens de sa grandeur , ils ne peuvent avoir que des caprices à redouter ; danger contre lequel , s'il règne

une certaine douceur dans les mœurs, ils sont jusqu'à un certain point rassurés.

Mais dans un Etat où les exécuteurs des loix trouvent à chaque pas des obstacles, leurs passions, même les plus fortes, sont continuellement mises en jeu; & cette portion de la force publique qui est, entre leurs mains, l'instrument qui doit assurer à l'Etat la tranquillité, devient facilement une arme très-dangereuse.

Et pour ne prendre d'abord que le cas le plus favorable, supposons celui d'un prince qui a en tout les intentions les plus droites; supposons encore, qu'il ne prête jamais l'oreille aux suggestions de ceux qui ont intérêt de le tromper: mais il sera sujet à erreur; & cette erreur qui, je le veux encore, ne viendra que de son attachement au bien public, pourra néanmoins le conduire à agir comme s'il avoit des vues toutes opposées.

Dans les occasions qui se présenteront, & il s'en présentera souvent, de faire le bien de l'Etat en passant par-dessus les règles, rassuré, d'un côté, par la droiture de ses intentions, & de l'autre, n'étant pas naturel qu'il emploie beaucoup de sagacité à découvrir les conséquences fâcheuses d'actes dans lesquels sa vertu

même fait qu'il se complait, il ne verra point que, pour obtenir un avantage présent, il donne atteinte aux loix qui sont la sûreté de la nation ; & que ces actes si louables quand on regarde à leur principe, ouvrent la brèche par laquelle doit un jour entrer la tyrannie.

Bien plus : il ne comprendra pas même les plaintes qu'on pourra lui faire : insister dessus lui paroîtra la chose la plus injurieuse : l'amour-propre, peut-être sans qu'il s'en doute, viendra se mettre de la partie ; il poursuivra avec chaleur ce qu'il a commencé de sang froid ; & si les loix n'y ont pas pourvu, il pourra être dans la bonne foi, & traiter comme ennemis de l'État des hommes dont tout le crime sera, ou d'avoir plus de lumières que lui, ou d'avoir été dans une meilleure position pour juger de l'effet des choses.

Mais c'est faire beaucoup d'honneur à la nature humaine, de supposer que ce cas, d'un prince qui n'a jamais l'intention d'augmenter sa puissance, soit un cas bien ordinaire. L'expérience atteste, au contraire, que les caractères les plus heureux ne résistent pas à la tentation du pouvoir : il n'a de charmes qu'autant qu'il met en état d'aller plus loin ; & l'autorité, détestant jusqu'à l'idée

de liens, ne cesse de s'agiter qu'elle ne s'en soit enfin affranchie.

Renverser ouvertement toutes les limites & se porter tout-à-coup pour maître absolu, sont des choses que nous avons dit être impraticables; mais, d'un autre côté, ces pouvoirs de la nation, qui bornent celui du prince, ne peuvent avoir d'effet qu'autant qu'ils sont mis en jeu par des particuliers : tantôt c'est un citoyen qui, par la publicité & la force de ses plaintes, ouvre les yeux de la nation; tantôt c'est un membre actuel du corps législatif, qui propose une loi pour remédier à un abus de l'autorité; ce sera donc contre ces particuliers que le prince va porter tous ses efforts (1).

Il le fera même d'autant plus sûrement que, suivant l'erreur ordinaire à ceux qui gouvernent, il croira que l'opposition qu'il éprouve, quoique générale, ne tient qu'à une ou deux têtes; & au milieu des calculs qu'il fera, d'un côté, de la petitesse de l'obstacle qui se présente à surmonter; & de l'autre, de l'avantage décisif de l'unique

---

(1) Par le prince j'entends tous ceux qui, avec quelque titre & dans quelque Gouvernement que ce soit, sont à la tête des affaires.

coup qu'il croie avoir à frapper, il sera excité par le désespoir de l'ambition, qui se voit sur le point d'échouer, & par la plus violente de toutes les haines, je veux dire celle qu'a précédé le mépris.

Dans la supposition que je fais toujours d'une nation véritablement libre, des procédés militaires ne sont pas des choses auxquelles le prince puisse seulement penser : une telle violation du pacte social, jointe à l'horreur du moyen, le mettroit à coup sûr en danger. Mais d'un autre côté, comme il a juré de réussir, à défaut d'autres ressources ; il jettera toute son activité du côté des moyens que la loi lui a laissés de déployer la force publique ; & si elle n'a pas pourvu, pour ainsi dire, à tout, il fera servir le peu de précautions qu'elle aura prises, à couvrir ses injustices ; il se portera avec force vers son but particulier, en parlant sans cesse du bien général ; & il détruira les défenseurs de la loi, à l'abri des formes qu'elle présente (1).

---

(1) S'il étoit quelqu'un qui m'accusât de calomnier la nature humaine, ce n'est qu'elle que j'accuse ici, je le prie-rais de jeter les yeux sur l'histoire de Louis XI, de Richelieu, & surtout sur celle d'Angleterre avant la révolution ; il y verroit l'ambition redoubler de ruse & d'activité, à mesure qu'elle perdoit les moyens de se satisfaire.

Il y a plus : indépendamment des maux présents qu'il pourra faire, si la législation ne s'interpose pas à temps, les coups frapperont sur la constitution elle-même ; & la consternation venant à être générale , chacun se trouvera enchaîné , dans un état qui aura toutes les apparences d'être libre.

Non-seulement la sûreté du citoyen , mais celle de l'état lui-même , exigent donc les plus grandes précautions dans l'établissement de la puissance nécessaire , mais si redoutable , d'infliger des peines. La première à prendre , celle même sans laquelle il est impossible d'en prévenir les dangers , c'est qu'elle ne soit jamais laissée à la disposition , ni même à l'influence de celui qui est le dépositaire de la force publique.

Une autre précaution indispensable , c'est que cette puissance ne soit pas placée non plus dans le corps législatif : & cette précaution si nécessaire dans tout état , l'est bien davantage , lorsqu'il n'y a qu'une petite partie de la nation qui ait une part actuelle au pouvoir législatif.

Si le pouvoir judiciaire étoit entre les mains de la partie législative du peuple , non-seulement il y auroit l'inconvénient si grand d'être indépendant ; mais il produiroit , de plus , le mal extrême d'ôter ce qui identifie cette partie avec le tout ,

c'est-à-dire, une sujettion commune aux mêmes règles. Le corps législatif, qui ne pourroit, sans se perdre lui-même, établir ouvertement, & par ses loix, des exceptions en faveur de ses membres, les introduiroit par ses jugemens; & le peuple se donneroit des maîtres, en se narrant des représentans.

Le pouvoir judiciaire doit donc absolument résider dans un corps subordonné & soumis, non dans ses actes particuliers, à l'égard desquels il doit être comme un sanctuaire, mais par rapport à ses principes & à ses formes, que c'est à la puissance législative à lui prescrire. Comment ce corps sera-t-il composé? c'est à l'égard de quoi il faut encore de nouvelles précautions.

Dans un état où le prince est le maître absolu, de grands corps de judicature sont très-convenables, parce qu'ils resserrent jusques à un certain point l'acception des personnes, qui est la suite inévitable de cette sorte de gouvernement. D'ailleurs ces corps, quelles que soient leurs prérogatives, étant au fond dans l'état de la plus grande foiblesse, n'ont que leur intégrité & leur constance à observer certaines règles & formes, pour s'attirer le respect des peuples: & par-là ils en imposent au prince lui-même, & lui ôtent

la pensée d'en faire les instrumens de ses fantaisies (1).

Mais dans une monarchie véritablement limitée; c'est-à-dire, dans celle où le prince, par le droit & par le fait, né soumis aux loix, ces grands coups de judicature se trouveroient contraires au principe de la constitution, qui ne veut pas qu'il existe quelque part plus de puis-

(1) On a vu ici les parlemens français, & notamment celui de Paris, qui, à la tête de tous les autres, forme un corps si considérable, qu'on l'a vu citer pour se rendre comme un quatrième ordre aux Etats-Généraux du royaume. Ce corps, dont le poids est augmenté par la circonstance que ces membres tiennent leurs places à vie, a eu constamment l'avantage, dont nous avons parlé, d'en imposer, & d'être au-dessus de toute crainte & acception de personnes pour l'administration de la justice tant criminelle que civile: aussi la cour l'a-t-elle trouvé si difficile à ménager, que les ministres ont quelquefois dû nommer des juges particuliers, ou *commissaires*, pour faire le procès à ceux qu'ils vouloient perdre.

Mais cet avantage n'est que local, & relatif seulement au gouvernement français, qui est une monarchie absolue, avec des restes considérables d'aristocratie. Dans un état libre, un corps aussi puissant, revêtu du pouvoir de décider de la vie, de l'honneur & de la propriété des citoyens, seroit fort dangereux, comme on va voir; & il le seroit, surtout, si de tels juges avoient dans l'état britannique le pouvoir qu'ils ont dans tous les autres états du monde, de décider en matière de droit comme en matière de fait.

sance qu'il n'en faut pour le but qu'on se propose : outre qu'un tel surcroît , dans les vicissitudes de la fluctuation inévitable dans un tel état , pourroit devenir très-dangereux.

De plus, ce que ces corps ont nécessairement d'imposant, avantage décisif lorsqu'il s'agit de suppléer à la foiblesse des loix , se trouvant inutile dans un état où elles ont pour elles toute la force de la nation , auroit encore l'inconvénient d'y faire craindre autre chose que ce qu'il faut précisément que l'on y craigne.

Ces grands tribunaux, je veux le supposer, conserveroient, dans la variété des événemens, toute l'intégrité qui les distingue dans des états d'une constitution différente : ils ne s'informeront jamais du crédit, bien moins encore des sentimens politiques de ceux sur le sort desquels ils sont appelés à décider. Mais ces avantages n'étant point fondés sur la nature des choses, & leur puissance paroissant les dispenser de tant de vertu, on verroit peut-être s'établir l'opinion dangereuse, que se conformer aux loix n'est pas la seule chose que requière la prudence : le citoyen appelé, dans la sphère où la fortune l'a placé, à défendre ses droits & ceux de la nation, redoutoit les conséquences d'une conduite même légitime; & quoique rassuré par la loi, il pourroit

pourroit être consterné lorsqu'il en envisageroit les ministres.

Dans l'assemblée de ceux qui sont appelés à être ses juges, le citoyen ne verroit peut-être pas d'ennemis ; mais il ne verroit pas d'hommes ; non plus, qu'un rapport de circonstances pût conduire à s'intéresser à son sort : & leur rang joint surtout à leur nombre, lui paroîtroit les soustraire à ce qui est le frein de l'injustice là où la loi n'a pas pu en établir d'autres, je veux dire les reproches du public.

Et ses craintes seroient considérablement augmentées, si, par l'admission de la jurisprudence reçue dans certains états, il voyoit ces tribunaux, déjà si redoutables, s'envelopper dans une sorte de mystère, & se rendre, pour ainsi dire, inaccessible (1).

---

(1) Ceci regarde le secret de la procédure, qui s'observe par toute l'Europe dans l'administration de la justice criminelle, conformément aux règles du droit civil. Dès qu'un accusé est en prison, il est sequestré de tout le monde, jusqu'à ce qu'il ait subi tous ses interrogatoires. Un ou deux juges sont nommés pour l'interroger : & il se trouve seul devant eux dans quelque chambre de la prison. Les témoins sont ouïs à part ; & il n'est admis à les voir que lorsqu'on a fini de recevoir leurs dépositions : alors on les confronte avec lui devant tous les juges, afin que les témoins puissent voir si le prisonnier est réellement l'homme

Il ne pourroit penser, sans effroi, à ces vastes prisons dans lesquelles il sera peut-être un jour renfermé, à ces procédures inconnues qu'il faudra qu'il subisse, à cette séparation totale de la société des autres hommes, ces longs & secrets

---

contre qui ils ont déposé, & pour que le prisonnier, de son côté, puisse dire ce qu'il a à objecter contre eux : cela fait, on rejette le témoignage de ceux des témoins qui sont trouvés récusables : les dépositions des autres sont produites devant les juges, ainsi que les réponses du prisonnier, qui a été préalablement sommé de confirmer ces dépositions, ou de les déclarer fausses ; & on lui délivre une copie du tout, afin qu'il puisse préparer sa justification avec l'assistance d'un avocat, qu'on lui permet alors d'avoir. Les juges, comme nous l'avons déjà dit, ont la décision de ce qui est de droit & de fait, comme aussi de tous les incidens qui peuvent arriver dans le cours du procès, tels que l'admission de témoins pour être ouïs en faveur du prisonnier, &c.

Cette espèce de judicature criminelle peut avoir son utilité, en tant qu'il ne s'agit que de découvrir la vérité, matière dont la discussion n'est pas de mon sujet : mais en même temps le prisonnier est tellement au pouvoir des juges, qui peuvent même le détenir presque autant que bon leur semble, en multipliant, ou en différant ses interrogatoires, que partout où elle est adoptée, on redoute autant d'être accusé que d'être coupable, & que l'on y évite, tant qu'on peut, de se mêler des affaires publiques. Nous verrons d'abord combien la manière de procéder devant des jurés, qui est particulière à la nation anglaise, est admirablement adaptée à la nature d'un état libre.

interrogatoires où, livré absolument à lui-même, il n'aura qu'une défense passive à opposer aux questions variées d'hommes sur les intentions desquels il ne sera point suffisamment rassuré, & où son cœur, flétri dans la solitude, ne sera soutenu ni par les conseils de ses amis, ni par les regards de ceux qui feront des vœux pour sa délivrance.

La sûreté du citoyen, & l'opinion de cette sûreté, étant donc presque également essentielles à la jouissance de la liberté, & nécessaires à son maintien; ces deux choses ne doivent, par conséquent, jamais être perdues de vue dans l'établissement du pouvoir judiciaire; & je crois qu'on peut, à cet égard, poser les règles suivantes.

Premièrement, je rappellerai ce que j'ai déjà dit, que le pouvoir judiciaire ne doit jamais être placé dans un corps indépendant, beaucoup moins encore entre les mains de celui qui est déjà le dépositaire de la force publique.

J'ajouterai que l'accusé doit avoir tous les moyens possibles de défense. La procédure, sur toutes choses, doit être publique. Les tribunaux doivent être tels, & leurs formes telles, qu'ils inspirent le respect, & jamais la terreur. Et les cas doivent être si bien déterminés, & les bornes si bien posées, que ni le pouvoir exécutif, ni

les juges eux-mêmes, ne puissent impunément les passer.

Enfin, puisque l'avantage de vivre en société doit absolument s'acheter, non-seulement par le sacrifice d'une partie de la liberté (sacrifice, au reste qui, dans un état bien institué, ne coûte rien à l'homme sage), mais encore par le sacrifice allarmant d'une partie de la sûreté personnelle; en un mot, puisque tout pouvoir judiciaire est un mal, quoique nécessaire, il faut ne rien négliger de ce qui peut en diminuer les dangers. Et comme cependant il est un terme où il faut que la prudence humaine s'arrête, comme il est un moment où le sacrifice de la sûreté du particulier doit enfin se faire, & où la loi doit l'abandonner au jugement de quelques personnes, c'est-à-dire, pour trancher le mot, à une décision jusques à un certain point arbitraire; il faut qu'elle ait reculé, le plus qu'il a été possible, ce moment où l'arbitraire doit prendre place, & que, lorsque le citoyen sera appelé à voir son sort décidé par les lumières incertaines de la conscience de ses semblables, elle ait tellement arrangé les choses, qu'il y trouve toujours des avocats, & jamais des adversaires.

## CHAPITRE XII.

*Continuation du même sujet.*

APRÈS ces observations, que j'ai cru absolument nécessaires pour pouvoir faire connoître l'esprit de la jurisprudence criminelle qui a lieu en Angleterre, & ce qu'elle a d'avantageux, je vais en donner l'exposé.

Lorsqu'une personne est accusée de quelque crime, le magistrat, qu'on appelle en Angleterre *justice*, ou *juge de paix*, expédie un ordre (*Warrant*) de la faire saisir : mais ce warrant ne peut être qu'un commandement de se faire amener l'accusé ; il doit l'entendre, & prendre par écrit ses réponses, ainsi que les diverses informations. S'il résulte de cette enquête, ou que le crime dont on accuse n'a pas été commis, ou qu'il n'y a pas de raison de soupçonner l'accusé, il doit le libérer sans restriction. Si l'enquête donne un résultat contraire, il doit exiger de l'accusé une caution de paroître pour répondre à l'accusation ; ou, dans les cas de crimes contre lesquels la loi prononce une peine capitale, l'envoyer réellement en prison, pour subir son interrogatoire & son jugement aux prochaines sessions.

L. iij

Mais la précaution de faire examiner un accusé avant de permettre son emprisonnement, n'est pas la seule que la loi ait prise en sa faveur, elle a de plus établi que sa cause seroit de nouveau discutée, avant de lui faire courir le hasard quelconque d'une procédure. A chaque session, le shérif nomme ce qu'on appelle la grande assemblée des jurés, (*grand jury*). Cette assemblée doit être de plus de douze hommes, & de moins de vingt-quatre, & est toujours formée des personnes les plus qualifiées d'un comté : sa fonction est d'examiner les preuves qui ont été données de chaque accusation. S'il ne se trouve pas douze personnes dans l'assemblée qui trouvent qu'une accusation soit fondée, l'accusé est incontinent libéré ; si au contraire il y en a douze qui s'accordent à trouver les preuves suffisantes, l'accusé est dit être sous le jugement, & est retenu pour subir la suite de la procédure.

Lorsque le jour est venu où l'accusation doit se juger définitivement, le prévenu comparoit à la barre du tribunal. Le juge, après lui avoir lu le *bill* qui contient les motifs de sa détention, doit lui demander comment il veut être jugé ; & il répond, *par Dieu & la loi de mon pays* : ce qui est une réclamation des moyens que la loi lui donne pour sa justification. Le shériff nomme

alors ce qu'on appelle la petite assemblée des jurés, (*petty jury*) : cette assemblée doit être composée de douze hommes, choisis dans le comté où le crime a été commis, possesseurs d'un fonds de terre de dix livres sterling de revenu ; & c'est leur déclaration qui doit décider du mérite de l'accusation.

Il falloit donc absolument que l'accusé eût une grande influence sur le choix de ces hommes, dont son sort dépend : aussi la loi lui en a-t-elle accordé une très-considérable, par le grand nombre de récusations qu'elle lui accorde.

Ces récusations sont de deux sortes. La première qui s'appelle récusation *to the array*, (*in universum*) est pour rejeter l'assemblée entière : elle a lieu dans le cas où le shériff, qui l'auroit formée, ne pourroit être regardé comme personne indifférente ; par exemple, s'il étoit intéressé dans l'accusation, s'il étoit parent ou allié de l'accusateur, ou, en général, de la partie lésée. La seconde espèce de récusation, qui s'appelle récusation *to the polls*, (*in capita*) se propose contre les jurés pris séparément ; & le chevalier Coke la divise en quatre cas. Celle qu'il appelle *propter honoris respectum* a lieu lors d'une différence de condition ; ainsi le prévenu pourroit recuser un lord dont il verroit le nom sur la liste.

Celle *propter delictum* a pour but d'éloigner un homme qui auroit été flétri par un jugement. Celle *propter defectum* se propose contre un juré; (*juror*) qui seroit étranger, ou qui n'auroit pas un fonds de terre de la valeur fixée par la loi. Celle *propter affectum* est pour écarter tout juré qui pourroit avoir quelque intérêt à la condamnation de l'accusé; celui, par exemple, avec qui il auroit quelque inimitié; celui avec qui il seroit en procès; celui qui seroit parent, allié ou associé de l'accusateur, ou d'une même corporation, &c. (1).

Enfin, pour rassurer jusques à l'imagination de l'accusé, la loi lui accorde, sans préjudice aux diverses récusations ci-dessus, la récusation *péremptoire*; c'est-à-dire, sans alléguer de raison, de vingt jurés successivement (2).

Lorsqu'enfin l'assemblée des jurés est formée, & qu'ils ont prêté le serment, le procès est dit être ouvert, & l'accusateur produit les preuves

(1) Lorsque l'accusé est étranger, la moitié des jurés doivent être aussi étrangers: c'est ce qu'on appelle *jury de mediocritate linguæ*.

(2) Lorsque ces diverses récusations épuisent le *panel* qui doit être de quarante-huit jurés, on en nomme d'autres, sur un writ du juge, qui porte *decem*, ou *octo tales*; & on les nomme les *tales*.

de son accusation. Mais à la différence des règles prescrites par le droit civil, les témoins déposent en présence de l'accusé : il peut leur proposer des questions, produire des témoins en sa faveur, & les faire déposer sous serment. Enfin il a un conseil qui l'aide, non seulement dans la discussion du point de droit qui peut se trouver compliqué avec le fait, mais aussi dans l'éclaircissement du fait lui-même, & qui lui indique les questions à faire, ou même les faits pour lui (1).

Ce sont là les précautions que la loi a prises pour les cas d'accusations ordinaires ; mais dans les cas d'accusations pour crime de *haute trahison*, & de *misprison de trahison*, c'est-à-dire, de conspiration contre la vie du roi ou contre l'Etat, & de non-révélation (2), accusations qui supposent un parti & des accusateurs puissans, la loi a donné à l'accusé de nouvelles ressources.

Premièrement, aucune accusation, à moins qu'il ne soit précisément question d'avoir attenté

(1) Cependant cette dernière circonstance n'est point établie par la loi, si ce n'est dans les cas de trahison ; elle n'est admise que par la coutume & par l'indulgence des juges.

(2) La peine de la non-révélation est la confiscation des biens, & l'emprisonnement pendant la vie.

sur la vie du roi, ne peut être reçue après trois années écoulées depuis l'offense. 2°. L'accusé peut indépendamment de ses divers droits de récusation, récuser *peremptoirement* jusqu'à trente-cinq jurés. 3°. Il peut choisir deux conseils, pour l'assister pendant tout le temps de la procédure. 4°. Pour empêcher que les témoins qu'il a à produire ne soient écartés, les tribunaux doivent lui accorder, pour les obliger à paraître, tous les moyens de contrainte qui sont usités dans des cas pareils. 5°. On doit lui livrer, dix jours avant le jugement, en présence de deux témoins, & pour cinq shillings, une copie de la procédure, qui doit contenir tous les faits sur lesquels porte l'accusation, le nom, la demeure & la profession des jurés qui doivent composer l'assemblée, & même de tous les témoins que l'on se propose de produire contre lui (1).

Lorsque, soit dans les cas de haute trahison, soit dans celui des crimes ordinaires, l'accusateur & l'accusé ont allégué leurs raisons, & que les témoins ont répondu aux questions, soit des juges, soit des jurés, l'un des juges prend la pa-

---

(1) Stat. 7. de Guil. III. c. 3; & 7. Ann. c. 21. Ce dernier acte ne devoit prendre force qu'après la mort du défunt prétendant.

role & fait une récapitulation de tout ce qui s'est allégué d'essentiel. Il établit aux jurés ce qui constitue précisément l'état de la question, & il leur donne son opinion, non sur le fait, mais sur le point de droit qui peut servir à les guider dans leur décision. Cela fait, les jurés se retirent dans une chambre voisine; ils doivent y rester, jusqu'à ce qu'ils se soient accordés entr'eux, sans boire ni manger & sans feu, à moins que le juge ne le permette autrement. Leur déclaration (*veredictum*) doit porter précisément que le prévenu est coupable ou non coupable, du fait dont on l'accuse. Enfin, la maxime fondamentale de ce genre de procédure, est que les jurés, pour condamner, doivent être unanimes.

Et comme le principal but de l'institution de l'épreuve par les jurés, est de soustraire les accusés à la décision des personnes revêtues d'une autorité quelconque permanente (1); non-seulement l'opinion que le juge délivre n'a de poids qu'autant que les juges veulent lui en donner, mais, de plus, leur déclaration doit porter aussi sur le

---

(1) *Junius* dit fort bien, que "le but ou l'intention des lois n'est pas de se fier sur ce que les hommes voudront faire, mais de prendre des précautions contre ce qu'ils pourront faire."

point de droit qui se trouve immédiatement joint au fait : c'est-à-dire, qu'ils doivent établir & l'existence d'un certain fait, & donner la raison qui le rend contraire à la loi (1).

Cela est même si fort requis, qu'un bill d'*indictment* ou d'accusation, doit absolument avoir ces deux choses pour objet. Ainsi un *indictment* pour trahison doit porter, que les faits en question ont été commis dans un esprit de trahison (*proditoriè*). Un *indictment* pour meurtre doit porter, que le crime a été commis de *malice délibérée*. Un *indictment* pour vol doit porter, que la chose a été prise avec intention de voler (*animo furandi*) &c. (2).

---

(1) A moins qu'ils n'aient mieux donné un *special verdict*, ou déclaration sous réserve. "Quand les jurés (dit » Coke) sont d'accord de la loi, & ont l'intention de faire ce » qui est juste, ils prononcent sur le fait, en se servant de » cette clause. *Et super totâ materia petunt discretionem* » *Justiciariorum*," *Inst. IV. p. 41*. Nous observons ici, que ces paroles de Coke ne laissent aucun doute sur le pouvoir qu'ont les jurés de décider aussi du point de droit joint au fait dans un procès : pouvoir que la constitution rend nécessaire à tous égards, surtout puisqu'un prisonnier en Angleterre ne peut récuser le juge, comme on le peut en droit civil, & pour les mêmes raisons pour lesquelles il peut récuser un témoin.

(2) On a si fort pour maxime qu'une assemblée de jurés,

Les jurés sont même si fort les maîtres de leur déclaration, la loi a tellement craint que les précautions qu'elle pourroit prendre à leur égard ; n'eussent, ainsi qu'il n'est que trop ordinaire, un effet contraire à celui qu'il eût été d'abord naturel d'espérer, & qu'un pouvoir établi, pour leur faire observer certaines règles, ne s'occupât bientôt à les en faire sortir ; que c'est un principe établi, qu'un juré, en délivrant son opinion, ne doit avoir d'autre règle que son opinion elle-même, c'est-à-dire, que la croyance qui résulte dans son esprit, des faits respectivement allégués, de leur crédibilité, de celle des témoins, & même de toutes les circonstances dont, en son particulier, il peut avoir connoissance. Voici comme s'exprime le *chef de Justice Hale*, dans son *Histoire de la commune loi*, chap. XII. §. 11.

« Les jurés doivent peser la crédibilité des » témoins, & la force & efficace de leurs dépo-

---

doit décider & du fait & du crime qui y est attaché, que si un recueil de suffrages n'avoit pour objet que la simple réalité du fait à la charge de l'accusé, le juge ne pourroit à cause de cela infliger aucun châtiment. Ainsi dans le cas de *Woodfall*, qui avoit été accusé d'avoir imprimé la lettre de Junius au roi, les jurés prononcèrent, *coupable d'avoir imprimé & publié, seulement* ; ce qui fit que le prisonnier fut absous.

» sitions; en quoi, comme je l'ai dit ci-devant;  
 » ils ne sont pas précisément obligés de suivre les  
 » règles de la loi civile, par exemple d'avoir  
 » deux témoins pour prouver chaque fait, à  
 » moins que ce ne soit pour un cas de trahison;  
 » ni de rejeter un témoin parce qu'il est seul;  
 » ni de croire toujours deux témoins, si la pro-  
 » babilité du fait se trouve, ensuite d'autres cir-  
 » constances, leur être contraire. Car le juge-  
 » ment ne se rend pas simplement ici sur la  
 » déposition des témoins, mais aussi sur celle  
 » des jurés; vu qu'il est possible qu'ils aient,  
 » en leur particulier, connoissance de la fausseté  
 » d'une chose qu'un témoin a déposé être vraie,  
 » ou qu'un témoin est inadmissible & ne mérite  
 » aucune créance, quoique rien n'ait été objecté  
 » contre lui, & qu'ils donnent leur suffrage en  
 » conséquence. (1) »

Si la sentence porte *non coupable* (*not guilty*)  
 le prévenu est libéré, & ne peut, sous aucun  
 prétexte, être jugé de nouveau pour raison du  
 même crime. Si au contraire elle porte *coupable*  
 (*guilty*), alors, mais seulement alors, les juges

---

(1) Les mêmes principes & les mêmes formes s'observent  
 dans les causes en matière civile. La seule différence est, que  
 la *récusation péremptoire* n'est pas alors admise.

entrent en fonction, & prononcent la peine que la loi décerne (1). Mais dans cette fonction encore ils ne sont point laissés à eux-mêmes : ils doivent absolument s'en tenir à la lettre ; aucune interprétation vague ne peut avoir lieu ; & quelque criminel que fût un fait, il resteroit impuni, s'il se trouvoit n'entrer expressément dans aucun des cas sur lesquels la loi prononce. Le mal de l'impunité d'un crime, c'est-à-dire, un mal dont une loi nouvelle peut tout de suite prévenir les conséquences, n'a pas paru, dans la législation anglaise, pouvoir entrer en comparaison avec le danger de violation d'une bar-

---

(1) Lorsque l'accusé est un des lords temporels, il jouit aussi du droit universel d'être jugé par ses pairs : mais la procédure diffère alors à quelques égards. Premièrement, quant au nombre des jurés : tous les pairs, lesquels en font alors la fonction, doivent être cités au moins vingt jours à l'avance. Secondement, lorsque la procédure a lieu pendant la session, il est dit être dans la *haute cour de parlement* ; & les pairs réunissent alors la fonction de jurés, & celle de juges : si le parlement n'étoit pas siégeant, la procédure seroit dite être dans la cour du *haut intendant d'Angleterre* ; ce qui est un office qui ne se renouvelle que dans cette occasion ; & c'est alors ce haut intendant qui fait la fonction de juge. Troisièmement, l'unanimité n'est pas requise ; & c'est le plus grand nombre, consistant en douze personnes au moins, qui décide.

rière si importante à la sûreté de l'individu (1):

A toutes ces précautions, prises par la loi pour la sûreté du sujet, il y faut ajouter une circonstance, qui seule justifieroit la partialité avec laquelle les jurisconsultes Anglais donnent à leurs loix la préférence sur le droit civil: c'est que ces loix rejettent absolument la torture (1). Sans répéter ce que dit, sur ce sujet, l'admirable *Traité des délits & des peines*, je dirai seulement, que la torture, ce moyen si révoltant en lui-même, auroit, surtout dans un état libre, les plus funestes conséquences. Il a été absolument nécessaire, en la rejetant, d'empêcher que, sous le

---

(1) Je donnerai un exemple du scrupule des juges Anglais à cet égard. Sir *Henri Ferrers* ayant été arrêté en conséquence d'un *Warrant* qui le nommoit *chevalier*, au lieu qu'il étoit *baronet*, son valet *Nithingale*, prenant sa défense, tua l'officier. On déclara que "vu le défaut du *Warrant*, le meurtre de l'officier, qui vouloit exécuter le *Warrant*, n'étoit pas un vrai meurtre, puisque ce n'étoit pas un bon *Warrant*: c'est pourquoi il fut déclaré non coupable de meurtre & d'homicide". *Reports de Crobe*. P III p. 371.

(1) Coke dit, dans son troisième Institut p. 35, que, lorsque Jean Holland duc d'Exeter, & Guillaume de la Poole duc de Suffolk, voulurent, sous Henri VI, renouveler les tentatives pour introduire le droit civil, ils commencèrent par la torture, dont l'instrument fut appelé la fille du duc d'Exeter.

prétexte

prétexte de chercher la vérité, l'innocent ne fût livré à la vengeance de ses ennemis. Il a fallu, de plus, y soustraire le coupable convaincu lui-même, bannir entièrement un moyen dont l'effet inévitable seroit de ne mettre aucune fin aux accusations (1).

Pour ôter jusques à la possibilité des abus, c'est encore un usage invariable que la procédure soit publique. Le coupable ne comparoit & ne répond que dans des lieux dont l'accès est ouvert à tout le monde ; & les témoins, lorsqu'ils déposent, le juge, lorsqu'il délivre son opinion ; les jurés, lorsqu'ils rendent leur sentence, sont tous sous les yeux du public. Enfin le juge ne peut changer ni le lieu ni la manière de l'exécution d'un jugement ; & le shériff, qui ôteroit la vie à un homme d'une manière différente de celle que la

---

(1) Le juge Foster rapporte, d'après Whitlock, que l'évêque de Londres ayant dit à Felton, qui avoit assassiné le duc de Buckingham, que s'il ne vouloit pas accuser ses complices, il n'avoit qu'à se préparer à la torture, celui-ci répondit : *Si cela est ainsi, je ne sais qui je pourrai accuser dans l'extrémité du tourment ; peut-être l'évêque Laud, ou quelqu'autre personne de ce tribunal.* "Admirable réflexion !" ajoute Foster, "dans la bouche d'un enthousiaste & d'un scélérat." Laud ayant proposé la torture, après quelque débat, les juges déclarèrent unanimement que les loix d'Angleterre ne permettoient pas d'employer la torture.

Tome I.

M

loi prescrit, seroit coupable de meurtre, & poursuivi comme tel (1).

En un mot, la constitution de l'Angleterre étant une constitution libre, exigeoit par cela seul (ainsi que je ne l'aurois que trop répété, si une vérité aussi fondamentale pouvoit se répéter trop souvent) des précautions extraordinaires, pour prévenir les dangers de la puissance d'infliger des peines; & c'est surtout, considérée dans cet esprit, que *l'épreuve par des jurés* paroît une institution admirable.

Non-seulement, par cette institution le pouvoir judiciaire est absolument hors des mains de celui qui a le pouvoir exécutif; il est de plus hors des mains du juge lui-même. Non-seulement celui qui a le dépôt de la force publique ne peut la déployer qu'après en avoir reçu, pour ainsi dire, la permission de ceux qui ont le dépôt des loix; mais ceux-ci sont eux-mêmes retenus par un obstacle exactement pareil, & ils ne peuvent faire parler la loi que lorsque, aussi à leur tour, ils en ont reçu la permission.

Et ces personnes auxquelles la loi a donné

---

(1) Et si toute autre personne que le shériff se chargeoit d'une exécution à mort, fût-ce le juge lui-même, ce seroit homicide. *Commentaires de Blackstone. L. IV. Ch. 14.*

exclusivement le pouvoir de décider qu'il y a lieu à infliger une peine, ces hommes, sans le suffrage desquels le pouvoir exécutif & le pouvoir judiciaire sont condamnés à l'inaction, ne forment pas entr'eux une assemblée permanente, & où ils aient eu le temps de voir en quoi leur puissance peut servir à leur intérêt particulier ; ce sont des hommes pris tout-à-coup d'entre le peuple, qui n'ont peut-être jamais été appelés à cette fonction, & qui ne prévoient pas d'y être jamais rappelés.

Les nombreuses récusations déroutant, d'un côté, les menées de ceux qui, malgré tant de désavantages, voudroient s'obstiner à faire servir le pouvoir judiciaire à leurs vues, & excluant, de l'autre, les passions particulières ; l'unique sentiment qui puisse influer sur l'intégrité de ceux qui ont seuls le droit de mettre la force publique en mouvement, dans l'instant de pouvoir qui leur est confié, est le souvenir que leur sort, comme citoyens, est lié à celui de l'homme sur le destin duquel ils vont prononcer.

Enfin cette heureuse institution est telle, que le pouvoir judiciaire, ce pouvoir par lui-même si formidable, qui dispose, sans résistance, de la vie, de l'honneur & des biens des citoyens, & qui, nonobstant toutes les précautions qu'on

peut prendre pour le restreindre, doit après tout rester, en grande partie, arbitraire; ce pouvoir, dis-je, existe en Angleterre, remplit à tous égards le but de son institution, & n'est entre les mains de personne (1).

Dans tout ce que j'ai dit, au reste, des avantages de la jurisprudence criminelle, qui a lieu en Angleterre, je n'ai eu en vue que son rapport avec la constitution libre; & ce n'est que dans cette idée que je l'ai comparée avec la jurisprudence reçue dans d'autres états. Cependant, lors même que je fais abstraction de ces grands motifs que j'ai présentés, je ne puis m'empêcher de trouver encore aux loix anglaises de grands avantages.

Elles n'exposent un accusé au péril d'une procédure, que sur l'avis de douze personnes, au moins (2). Soit dans les prisons, soit devant le juge, elles ne ferment pas un seul moment l'accès à ceux qui ont des avis ou des consolations à lui donner : elles lui permettent même

---

(1) La conséquence de cette institution est, que personne en Angleterre ne sauroit voir l'homme, dont il pût dire : *cet homme peut décider de ma vie ou de ma mort*. Si l'on pouvoit, pour un moment, oublier le bonheur d'une telle institution, on devroit au moins en admirer l'invention.

(2) Du *grand jury*.

d'appeler tous ceux qui peuvent avoir à dire quelque chose en sa faveur. Enfin, ce qui est très-important, les témoins qui déposent contre lui doivent déposer en sa présence ; il peut leur proposer des questions, & , par une demande imprévue, déranger tout un système de calomnie. Toutes choses que refusent les loix établies dans d'autres états.

Si donc un accusé voit son sort se décider par des hommes (1) qui n'ont peut-être pas toute la sagacité que, dans des occasions délicates, il est avantageux de rencontrer dans un juge ; d'un autre côté, la loi, par les extrêmes facilités qu'elle lui apporte, a tout au moins fait compensation. Si le juré n'a pas ce long exercice qui donne l'expérience, il n'a pas non plus la dureté de cœur qui en est la suite ; & apportant au pied du tribunal tous les principes, je dirai même tout l'instinct de l'humanité, il n'exerce qu'en tremblant la fonction redoutable à laquelle il se voit appelé ; & dans les cas douteux, il se jette toujours du côté de la douceur.

J'ajouterai que, dans le cours ordinaire des choses, les jurés ont beaucoup d'égard aux directions du juge : que, lorsqu'étant d'accord sur

---

(1) *Petty jury.*

le fait, ils sont embarrassés sur le degré de crime qui s'y trouve attaché, ils laissent la chose à la décision du juge, comme nous l'avons déjà dit, en rendant ce qu'on appelle un *spécial verdict* ( sentence sous réserve ) : que toutes les fois que les circonstances leur paroissent excuser un homme, cependant reconnu coupable, ils ajoutent, en rendant leur sentence, qu'ils le recommandent à la merci du roi; ce qui ne manque jamais d'opérer, tout au moins, un relâchement de la peine : que, quoique dans le cas d'absolution on ne puisse, sous aucun prétexte, ordonner une nouvelle *procédure par jurés*, on l'accorderoit cependant dans celui d'une condamnation rendue sur des preuves ~~fortement~~ soupçonnées d'être fausses ( 1 ). Enfin, ce qui établit une différence bien honorable aux loix d'Angleterre, c'est que, ne connoissant pas la torture, elles ne connoissent pas non plus de peine plus grande que la privation simple de la vie.

Toutes ces choses mettent une si grande douceur dans l'exercice de la justice criminelle, que le *trial by jury*, dont je viens de parler, est l'article de sa liberté auquel le peuple anglais

---

(1) *Blackstone. Com. L. IV. C. 26.*

est le plus fortement & le plus généralement attaché; & la seule plainte que j'aie entendue à cet égard, a été celle d'hommes qui, plus sensibles à la nécessité de l'ordre qu'aux égards dûs à l'humanité, trouvent que trop de coupables restent impunis.

---

## CHAPITRE IV.

*Conclusion du même sujet. Loix sur les emprisonnemens.*

MAIS, ce qui met le comble au sentiment d'indépendance dont les loix d'Angleterre font jouir, sentiment qui est un des plus grands avantages attachés à la liberté, c'est la grandeur de leurs précautions sur la matière si délicate des emprisonnemens.

Premièrement, en accordant, dans le plus grand nombre de cas, la délibération sous caution, & en ne laissant point, comme on l'a vu, les cas à la discrétion du juge, elles ont ôté les prétextes que les circonstances pourroient fournir, de priver un homme de sa liberté.

Mais c'est surtout contre la puissance exécutive que la législation a tourné ses efforts; & ce n'est même que tard qu'elle a pu parvenir à lui arracher un pouvoir, qui la mettoit en état d'enlever au peuple ses défenseurs, & de consterner ceux qui pourroient être tentés de le devenir, & qui ayant ainsi toute l'efficace de moyens plus odieux, sans en avoir les dangers, étoit

l'arme la plus redoutable avec laquelle elle pût attaquer la liberté.

Les moyens indiqués originairement par les loix d'Angleterre , pour délibérer un homme injustement emprisonné , étoient les writs appelés , *de mainprize* , *de odio & atia* , & *de hominè replegiando* : ces writs , qui ne pouvoient se refuser , étoient un ordre au shériff du comté où un homme étoit détenu , de s'enquérir des causes de la détention , & , suivant les cas , de le libérer , ou purement ou simplement , ou sous caution.

Mais le moyen le plus usité , & même qui , étant le plus général & le plus sûr , a tacitement aboli tous les autres , est le writ d'*Habeas Corpus* , ainsi appelé , parce qu'il commence par les mots *Habeas Corpus ad subjiciendum*. Ce writ étant un writ de *haute prérogative* , devoit sortir de la cour du *King's Bench* : son effet s'étendoit dans tous les comtés indifféremment ; & le roi y ordonnoit , ou étoit censé y ordonner à celui qui détenoit un de ses sujets , de le présenter devant le juge , avec la date & la cause de sa détention , pour ensuite se soumettre à ce que le juge ordonneroit.

Mais ce writ , qui pouvoit être une ressource dans les cas de détentions violentes faites par

des particuliers, ou d'emprisonnemens obtenus à leur requête, n'en étoit qu'une bien foible, ou plutôt n'en étoit pas une contre le pouvoir du prince, surtout sous le règne des Tudors, & dans le commencement de celui des Stuarts. Et même dans les premières années de Charles I, les juges du King's Bench, qui, par une suite de l'esprit du temps, & parce qu'ils tenoient alors leurs places durant le *benè placito*, étoient toujours dévoués à la couronne, décidèrent nettement « que lorsque l'emprisonnement avoit été » fait par ordre exprès du roi, ou des membres » du conseil privé, ils ne pouvoient, sur la présentation d'un writ, ni libérer, ni admettre à » cautionnement, encore que l'ordre d'emprisonnement ne portât aucune cause. »

Ces principes, & la manière de procéder qui en étoit la suite, attirèrent l'attention du parlement ; & dans l'acte de la pétition des droits, passé la troisième année du règne de Charles I, il fut ordonné, que personne ne pût être détenu en conséquence de tels emprisonnemens.

Mais l'adresse des juges fut éluder l'effet de cet acte : ils ne refusèrent pas, à la vérité, de libérer un homme emprisonné sans cause ; mais ils apportèrent tant de délais à l'examen des

causes, qu'ils obtenoient tout l'effet d'un plein déni de justice.

La législation s'interpofa de nouveau ; & dans l'acte paſſé dans la feizième année du règne de Charles I, le même qui ſupprima la chambre étoilée , il fut ordonné « que dans le cas où » quelqu'un ſeroit envoyé en priſon par le roi » lui-même en perſonne , ou par ſon confeil » privé , on devra lui accorder , ſans délai , » un writ d'*Habeas Corpus* , & que le juge ſera » obligé d'examiner & de décider , dans les trois » jours qui ſuivront le retour du writ , la légalité » de l'emprifonnement. »

Cet acte ſembloit ne pouvoir plus être éludé : il le fut cependant encore ; & par la connivence des juges , le détenteur pouvoit , ſans peril , attendre un ſecond & un troiſième writ , appelés un *aliàs* & un *pluries* , avant de produire le détenu.

Toutes ces différentes rufes donnèrent enfin la naiſſance au fameux acte d'*Habeas corpus* , paſſé la trentième année du règne de Charles II , qui eſt regardé en Angleterre comme une ſeconde grande charte , & qui a enlevé définitivement toutes les reſſources de l'oppreſſion (1).

---

(1) Le véritable titre de l'acte eſt : *Acte pour mieux aſſurer la liberté du ſujet , & prévenir l'exil au-delà des mers.*

Les principaux articles de cet acte sont :

1°. pour fixer les différens termes dans lesquels un prisonnier devra être produit : ces termes sont proportionnés à la distance des lieux ; & aucun ne peut excéder vingt jours.

2°. Tout officier, soit concierge de prison, qui ne produira pas le prisonnier dans le temps fixé, ou qui ne lui délivrera pas, soit à son agent, six heures après demande, une copie du *warrant* d'emprisonnement, ou qui transportera le détenu d'une prison à l'autre, sans une des raisons exprimées dans l'acte, sera condamné, pour la première fois, à une amende de cent livres sterling, & pour la seconde, à une amende de deux cent, au profit de la personne lésée, & de plus déclaré incapable d'exercer son office.

3°. Aucune personne, délivrée par *Habeas Corpus*, ne pourra être emprisonnée de nouveau pour la même offense, à peine de cinq cent livres sterlings d'amende.

4°. Si une personne, emprisonnée pour trahison ou félonie, requiert, dans la première semaine d'un *terme*, ou dans le premier jour d'une session, d'être jugée dans ce terme ou dans cette session, sa demande devra lui être accordée, à moins que les témoins du roi ne pussent être produits dans ce même temps. Si cette personne

n'est pas jugée au second terme, ou à la seconde session, elle sera mise en liberté.

5°. Celui des douze juges, ou le lord chancellor, qui, sur la présentation du *warrant* d'emprisonnement, ou sur serment que le même est *dénié*, refuseroit de délivrer un writ, sera seul condamné à une amende de cinq cent livres sterlings, au profit de la partie lésée.

6°. Aucun habitant d'Angleterre, excepté ceux qui, convaincus & jugés, demandent à être transportés, ne pourra être envoyé prisonnier en Ecosse, Irlande, Jersey, Guernsey, ou à quelque place que ce soit au-delà de la mer sous la domination ou hors de la domination du roi : ceux qui exécuteront un tel emprisonnement, & leurs assistants, seront condamnés à une amende, qui ne pourra être moindre de cinq cent livres sterlings, au profit de la personne lésée, avec paiement du dommage au triple, seront déclarés incapables d'aucun office, encourront toutes les peines d'un *præmunire* (1), & ne pourront recevoir le pardon du roi.

---

(1) Les statuts de *præmunire*, ainsi appelés du writ pour les faire exécuter, qui commençoit par les mots *præmunire* (pour *præmonere*) *facias*, avoient originairement pour objet de s'opposer aux usurpations des papes. Le premier fut passé

sous le règne d'Edouard I, & a été suivi de plusieurs autres , qui , même avant la réformation , posèrent des bornes si efficaces , qu'elles attirèrent à l'un deux l'épithète d'*ex-crabile statutum*. Les délits contre lesquels ces statuts prononçoient, furent aussi appelés des *præmunire* ; & sous ce mot on comprenoit en général toute entreprise qui tendoit à établir *imperium in imperio*, " en prêtant à des procédures „ papales une obéissance qui appartient au roi seul. „ La peine portée dans ces cas fut encore appelée un *præmunire* : elle s'est depuis étendue à plusieurs autres ; & elle emporte la confiscation de tous les biens , & l'emprisonnement pendant la vie. *Commentaires de Blackstone. Ch. 8. Livre IV.*

*Fin du premier Livre.*

---

---

# CONSTITUTION

D E

L'ANGLETERRE.

---

---

## LIVRE SECONDE.

---

---

### CHAPITRE PREMIER.

*Avantages particuliers à la Constitution d'Angleterre. 1<sup>o</sup>. Réunion de la Puissance exécutive.*

Nous avons vu, dans les précédens chapitres, les ressources des diverses parties du gouvernement d'Angleterre, pour se balancer l'une & l'autre; & comme leur action & réaction mutuelles produisent la liberté de la constitution, laquelle n'est autre chose que l'équilibre entre les pouvoirs qui gouvernent, je me propose actuellement de faire voir, que ces mêmes parties de la constitution, qui la rendent si différente de celle des autres états libres, ont de plus des avantages

particuliers & très-grands ; avantages qui, jusques ici, n'ont point été suffisamment observés.

La première singularité du gouvernement de l'Angleterre, à titre d'état libre, c'est d'avoir un roi ; c'est d'avoir jeté dans la même place toute la force du pouvoir exécutif, & de l'avoir rendue inamovible. C'est-là aussi ce qui en a rendu le dépôt sacré & inébranlable : c'est en faisant un grand & un très-grand citoyen, qu'on a empêché qu'il ne s'en élevât plusieurs, & qu'on a prévenu des choses qui, dans toutes les républiques, ont amené la perte de la liberté, & avant qu'on la perdît, en ont empêché la jouissance.

Si l'on jette l'œil sur les états qui ont jamais été libres, on verra que le peuple y tournant toujours sa jalousie, ainsi qu'il étoit très-naturel, contre le pouvoir exécutif, mais ne pensant jamais au moyen de le limiter, qu'on a si heureusement employé en Angleterre (1), n'a jamais su faire autre chose que de le confier par des élections annuelles, c'est-à-dire, de s'en réserver la disposition. D'où il arrivoit que le peuple, qui avoit déjà la réalité de la puissance, y joignant encore

---

(1) Celui de rendre ce pouvoir dépendant du peuple, quant aux subsides dont il a besoin. Voyez sur ce sujet le *Chap. VI. du Liv. I.*

l'exercice actuel, & la majesté se trouvoit, par la loi & par le fait, former tout l'état. Pour ébranler donc tout l'état, il n'y avoit qu'à mettre en mouvement un certain nombre d'individus.

Dans un état petit & pauvre, la chose n'a pas d'inconvéniens, parce que chacun y est occupé des moyens de pourvoir à sa subsistance; parce que les objets de grande ambition y manquent, & parce que le mal ne sauroit s'y compliquer. Dans un état qui travaille à s'agrandir, la poursuite & le danger de l'entreprise inspirent une sagesse générale, & chacun y use sobrement de ses droits de citoyen.

Mais quand une fois ces motifs extérieurs venant à cesser, les passions & les vertus même qu'ils excitoient sont réduites à l'inaction, le peuple se retourne vers l'intérieur de la république; & chacun, en cherchant à y prendre part à toutes les affaires, cherche à retrouver une agitation dont son esprit ne peut plus se passer, & à exercer un pouvoir qui, tout petit qu'il est, ne laisse pas de flatter son amour-propre.

Les événemens précédens ayant naturellement donné du crédit à un certain nombre de citoyens, ils sont servis la disposition générale à leurs vues particulières; la puissance législative est sans cesse en mouvement; étant mal informée & mal diri-

gée, elle ébranle, à chaque motion, les bases sur lesquelles les loix, & conséquemment la liberté elle-même, sont fondées.

Il y a plus : ceux qui composent les assemblées publiques, n'ayant, vu leur grand nombre, aucun espoir de satisfaire leur ambition, ou, en général, leurs passions particulières, cherchent du moins à satisfaire leurs fantaisies, & ils accumulent les honneurs & les dignités sur quelque favori que la voix publique élève.

Mais, comme dans un tel état on est, par la violence des mouvemens, presque toujours hors de la règle, il arrive qu'on n'y connoît jamais précisément le point des choses où l'on en est. Le pouvoir donné est déjà très-grand, que ceux qui le donnent ne s'en doutent point; & celui qui l'a n'en fait pas toute l'étendue : ce n'est qu'à la première occasion qu'il perce tout-à-coup le nuage qui lui déroboit le sommet, & s'y place. Le peuple, de son côté, ne le retrouve que pour voir son favori devenu son maître, & ne s'apperçoit du mal, que pour trouver qu'il est sans remède.

Ce pouvoir acquis ainsi *subrepticement*, & n'ayant l'appui, ni de la loi, ni de l'ancien cours des choses, ni même le respect de ceux qui y sont soumis, ne peut se soutenir qu'en en abu-

fant. Le peuple trouve enfin le moyen de se réunir quelque part : il se choisit un protecteur ; ce protecteur s'élève à son tour ; à son tour aussi il trahit ses engagemens ; le pouvoir fait son effet , & le défenseur devient tyran.

Ce n'est pas tout : les mêmes causes qui ont donné un maître à l'état , lui en donnent deux , lui en donnent trois. Toutes ces puissances rivales cherchent à s'engloutir mutuellement ; ce n'est que dissensions & que batailles ; & l'état est dans une convulsion continuelle.

Si , avec cela , le peuple étoit libre , il faudroit que ses maux fussent prodigieux , pour pouvoir faire compensation ; mais il est esclave , & n'a point ce qui fait ailleurs le dédommagement de la servitude ; je veux dire la tranquillité.

Pour prouver toutes ces choses , si elles en avoient besoin , je n'aurois qu'à renvoyer à ce que chacun fait de Pisistrate & de Mégacles , de Marius & de Sylla , de César & de Pompée. Cependant , je ne puis me refuser à traduire un morceau de la harangue que faisoit autrefois un citoyen de Florence : on y verra en abrégé l'histoire de toutes les républiques ; j'entends de celles qui , par leur liberté , en ont mérité le nom , & qui , de plus ont passé un certain point de grandeur & de puissance.

« Et afin que rien de ce qui est humain ne soit  
» perpétuel & stable , c'est la volonté du ciel,  
» que dans tout les états , quels qu'ils soient , il  
» s'élève des familles fatales , qui en font la ruine  
» & la destruction. C'est de quoi notre républi-  
» que , autant & plus qu'une autre , peut fournir  
» le déplorable exemple , comme devant ses mal-  
» heurs , non pas à une seule , mais à plusieurs  
» de ses familles. Nous avons eu d'abord les  
» Buondelmonti & les Huberti. Nous avons eu  
» ensuite les Donati & les Cerchi ; & aujourd'hui ,  
» chose honteuse & ridicule ! nous nous déchirons  
» pour les Ricci & les Albizi.

» Quand autrefois les Gibelins furent accablés ,  
» chacun attendoit que les Guelfes satisfaisaient vou-  
» droient vivre tranquillement ; cependant il ne  
» s'étoit écoulé que peu de temps , qu'ils se divi-  
» sèrent de nouveaux dans les factions des *Blancs*  
» & des *Noirs*. Quand les blancs furent abattus ,  
» de nouveaux partis s'élevèrent & de nouveaux  
» troubles les suivirent. Tantôt c'étoit des com-  
» bats en faveur des exilés , & tantôt des querelles  
» entre la noblesse & le peuple. Et afin de don-  
» ner à d'autres ce que nous-mêmes ne savions  
» ni ne voulions posséder tranquillement , nous  
» confiâmes notre liberté , tantôt au roi Robert ,  
» tantôt à son frère , tantôt à son fils , & enfi-

» au duc d'Athènes; ne nous fixant ni reposant  
 » jamais dans aucun gouvernement, comme ne  
 » sachant ni jouir de la liberté, ni supporter la  
 » servitude (1). »

La constitution de l'Angleterre a prévenu de pareils malheurs. Non-seulement, en diminuant le pouvoir ou plutôt l'exercice actuel du pouvoir du peuple (2), & en ne le faisant intervenir dans la législation que par ses représentans, elle a évité la violence irrésistible de ces grandes & générales assemblées, qui, de quelque côté qu'elles se jettent, abattent & prosternent tout; mais de plus, comme le pouvoir du peuple, lorsqu'il en a, & qu'il fait qu'il veut s'en servir, est toujours prodigieusement formidable, la constitution lui a formé un contrepoids; & c'est la puissance royale qui est ce contrepoids.

Pour lui donner la force nécessaire à une telle fonction, elle a premièrement placé de son côté, ainsi qu'on l'a vu, le pouvoir d'appeler & de faire disparaître le pouvoir législatif, & de s'opposer à ses résolutions.

Secondement, elle a encore jeté de son côté, la totalité du pouvoir exécutif.

---

(1) *Histoire de Florence* par Machiavel, Liv. III.

(2) Nous verrons ensuite qu'on a diminué le pouvoir du peuple pour augmenter d'autant plus sa liberté.

Enfin, pour établir toujours plus une forte d'égalité, elle a donné à celui qu'elle faisoit le chef unique de l'état tous les privilèges, tous les honneurs, toute la majesté, dont les dignités humaines sont susceptibles. Dans le langage de la loi le roi est maître, & les peuples sont sujets : il est le propriétaire universel du royaume ; toutes les dignités & les places sont des effets de sa libéralité ; on ne s'adresse à lui qu'avec les expressions & l'extérieur d'une humilité presque orientale. De plus, sa personne est sacrée & inviolable ; & conspirer contre lui, est un crime égal à celui d'une conspiration contre tout l'état.

En un mot, comme il étoit impossible de chercher à rendre l'équilibre réel, sans sacrifier le but aux moyens, c'est-à-dire, sans détruire la liberté en voulant assurer la constitution, on a du moins complété, en apparence, le déficient qu'il falloit absolument laisser, en jetant du côté du chef unique toute la force qui peut résulter de l'opinion. Et au milieu des agitations, qui sont absolument nécessaires pour que l'état conserve sa liberté, la puissance royale, qui est l'ancre qui doit le retenir dans certaines bornes, résiste non-seulement par la grandeur de son poids, mais par sa prise.

La grandeur des prérogatives du roi, en don-

nant une stabilité générale à l'état , a donc diminué la possibilité des malheurs dont nous avons parlé ci-dessus : elle l'a prévenue tout-à-fait, en empêchant qu'il y ait aucun citoyen qui puisse jamais parvenir à une grandeur dangereuse.

Et pour parler d'abord d'un avantage dont la multitude se laisse aisément frapper, je veux dire la naissance, il est impossible qu'elle produise jamais, en Angleterre, d'effet même un peu considérable. Car quoiqu'il y ait des seigneurs qui, outre de grandes richesses, peuvent encore alléguer une naissance illustre, cependant cet avantage, continuellement comparé avec l'éclat du trône, se réduit à rien; parce que, dans la gradation universellement reçue des différentes dignités, & que l'Angleterre admet aussi, le titre de prince souverain & de roi met celui qui le porte hors de toute proportion.

L'étiquette même de la cour d'Angleterre y est conforme : les personnes qui appartiennent à la famille du roi ont le titre de princes du sang, &, en cette qualité, une prééminence décidée (1); & les premiers seigneurs s'honorent des

---

(1) Par un statut de la troisième année de Henri VIII, cela s'étend aux fils, petit-fils, frères, oncles & neveux du roi régnant.

différens titres & offices de serviteurs dans sa maison. Lors donc qu'on laisse à part l'étendue & la réalité du pouvoir du roi, ainsi que les grandes & nombreuses espérances qu'il peut remplir, pour ne considérer que la majesté, & la force uniquement d'opinion qui en résulte, on trouvera cette force si grande, que vouloir l'attaquer par la simple prérogative de la naissance, qui n'est elle-même qu'une force d'opinion, & extraordinairement subordonnée, seroit la chose du monde la plus absurde.

Si cette différence écrase ceux-mêmes qui devroient chercher à se la dissimuler, à plus forte raison frappe-t-elle le peuple. Et si, malgré le sentiment que tout Anglais doit avoir de sa valeur, comme homme libre, il s'en trouvoit quelqu'un dont les organes fussent assez délicats pour être éblouis par le faste & les armoiries d'un seigneur, il seroit totalement aveuglé lorsqu'il viendrait à se tourner vers la majesté royale.

Le seul homme donc, qui pourroit paroître, à ceux qui ne connoissent pas la constitution de l'Angleterre, capable de mettre le gouvernement en péril, seroit celui qui, par la grandeur de ses talens & de ses services, posséderoit à un haut degré l'amour du peuple, & jouiroit d'un grand crédit dans la chambre des Communes.

Mais quelque grand que soit cet enthousiasme du public, des applaudissemens stériles sont tout le fruit que celui qu'il favorise peut en attendre. Il n'y a à espérer ni consulat, ni dictature, ni en un mot aucun pouvoir à l'abri duquel il puisse démasquer tout-à-coup l'ambition qu'on voudroit lui supposer, ou, quand on ne lui en supposeroit point, se corrompre insensiblement. La seule porte que la constitution ouvre à son ambition, plus ou moins grande, est une place dans le ministère, sous le bon plaisir du roi. Si, par de nouveaux services & la conservation de son crédit, il se met en état d'aspirer plus haut, la seule porte qui s'ouvre de nouveau, est celle de la chambre des seigneurs.

Mais ce pas de l'homme du peuple vers l'établissement de sa grandeur, en est en même temps un grand vers la diminution de cette puissance qui pouvoit le rendre redoutable.

Premièrement le peuple, voyant qu'il dépend beaucoup moins de ses suffrages, commence par cela seul à diminuer son attachement. Le voyant de plus décoré de prérogatives qui sont l'objet de sa jalousie, j'entends sa jalousie politique, & membre d'un corps qui a souvent des intérêts opposés aux siens, il s' imagine que cette grande & nouvelle dignité n'a pu être acquise qu'au

moyen d'un pacte secret de le trahir. Suivant lui, son patron, subitement transformé, va prendre le contre pied d'une conduite qui lui a valu ses succès & sa haute réputation., & démentir, en peu d'heures, des principes si long-temps & si hautement professés. En cela sûrement le peuple se trompe ; mais en quoi il n'auroit pas tort, ce seroit de craindre que ce zèle si vif, si constant, j'ajouterais même si vrai, lorsqu'il avoit pour lui le stimulant de l'intérêt particulier, le trouvant désormais souvent en opposition, n'en soit beaucoup tempéré.

Il y a plus. L'homme du peuple ne trouve pas même, dans sa nouvelle dignité, toute l'augmentation de grandeur & d'éclat qu'on pourroit d'abord imaginer.

Ci-devant il n'étoit, il est vrai, qu'un simple particulier ; mais il étoit l'objet auquel toute la nation s'intéressoit : ses actions étoient énoncées, par la voie des papiers publics ; & il faisoit l'objet de la plus grande partie des conversations.

Toutes ces marques d'affection s'acquièrent quelquefois, je le fais, assez légèrement ; mais elles ne se soutiennent, quoiqu'on en puisse dire, que quand on rend des services réels : or le titre mérité, & universellement donné, de bienfaiteur de la nation, est toujours un très-beau titre, &

qui peut fort bien se soutenir sans décoration. De plus, s'il n'étoit que membre de la partie inférieure du corps législatif; d'un autre côté, il y étoit le premier; & le mot, *premier*, est toujours un très-grand mot.

Mais à présent qu'il est fait lord, toute cette grandeur, jusques-là indéterminée, se définit. En lui accordant des prérogatives établies & fixées par des loix connues, on ôte à son éclat cette incertitude si précieuse dans les choses d'imagination; & son prix tombe, justement parce qu'on l'évalue.

De plus, il est lord : mais il est des hommes qui ont peu de talens, & pas beaucoup de qualités estimables, qui sont lords aussi; sa place est pourtant d'être à côté d'eux; la loi ne lui accorde rien de plus; & tout ce que sa grandeur a de réel, se perd parmi un tas de grandeurs héréditaires & conventionnelles.

Et ce ne sont pas là les seules pertes que l'homme du peuple doit essuyer. Indépendamment des grands changemens qu'il voit au loin, il en éprouve autour de lui de non moins grands & bien plus réels.

S'élevant autrefois au milieu de la chambre des Communes, ses talens & ses succès l'avoient aussitôt mis hors du pair; & poussé par la chaleur &

la vivacité de la voix publique, ceux qui auroient été tentés d'être ses compétiteurs, étoient réduits au silence, ou même devenoient ses partisans.

Admis aujourd'hui dans une assemblée qui tient ses droits de sa naissance, il y trouve des hommes, jusques ici, ses supérieurs, des hommes jaloux des talens de l'*homo novus*, & qui sont bien résolus, qu'après avoir été le chef dans la chambre des Communes, il ne soit pas le premier dans la leur.

En un mot, les succès de l'homme du peuple étoient brillans, même redoutables; mais la constitution, dans leur récompense même, lui fait trouver l'ostracisme. Son mouvement étoit grand, & sa course rapide; c'étoit, si l'on veut, un torrent qui alloit tout renverser; mais ce torrent est nécessité, par l'arrangement des choses, à aller se jeter dans un vaste réservoir, où il se mêle, & perd sa direction & son mouvement.

Je fais que l'on peut dire que, pour éviter le pas qui doit le priver de tant d'avantages, l'homme du peuple doit refuser la dignité qu'on lui offre, & attendre des succès plus grands & plus décisifs de son éloquence dans la chambre des Communes, & de son crédit parmi le peuple.

Mais ceux qui lui donnent ce conseil ne l'ont pas bien examiné. Sans doute il est possible qu'il

y ait, & même il y a des hommes en Angleterre qui, dans la poursuite actuelle d'un projet qu'ils croient utiles au bien public, seroient capables de refuser, pour un temps, une place qui ôteroit à leur vertu les moyens de s'exercer, ou même lui feroit courir des hasards. Mais malheur à celui qui persisteroit dans un tel refus avec des vues dangereuses, & qui, dans un gouvernement qui a établi la liberté sur des bases si solides, voudroit faire accroire au peuple que son salut tient à la vertu, & à la vertu persévérante d'un seul citoyen. Ses desseins (& la chose ne pourroit tarder), venant à être découverts, son obstination à se tenir hors du cours des choses, indiquerait des prétentions à des choses si extraordinaires, que tout ce qu'il y auroit de gens attachés à l'état, dans quelque parti qu'ils fussent, fortiroient sur lui; & il tomberoit accablé de tant de ridicule, qu'il vaudroit mieux pour lui tomber de la roche Tarpeïenne (1).

---

(1) Le lecteur objectera peut-être qu'il n'est pas possible qu'un homme, en Angleterre, entretienne de vues pareilles à celles que je suppose ici : c'est précisément ce que j'ai prétendu prouver. L'avantage essentiel qu'a le gouvernement anglais par-dessus tous ceux qui ont été appelés *libres*, & qui, de fait, ne le sont point, c'est qu'il n'y a personne en Angleterre qui puisse s'occuper sérieusement de la pensée,

Enfin, lors même qu'on supposeroit que le nouveau lord conserveroit tout son crédit dans le public, ou, ce qui ne seroit pas moins difficile, qu'un lord quelcônque pût, par ses richesses & sa naissance, briller d'un éclat rival de la majesté royale, tous ces avantages, quels qu'ils fussent, ne pouvant lui attribuer la plus petite portion de pouvoir exécutif, ne seroient jamais que des avantages d'apparat. Trouvant tous les principes d'activité redoutablement consignés dans la puissance même qu'il voudroit attaquer, son crédit se consumeroit en discours jamais réduits en action; &, après s'être poussé, ainsi qu'on le suppose, jusques au pied même du trône, n'y trouvant pas le plus petit ruisseau du pouvoir indépendant qu'il puisse s'approprier, qui le vivifie en donnant au moins quelque apparence à son importance politique, il seroit toujours forcé, quelque vigoureux qu'eût été son jet, de languir & de se sécher.

---

de s'élever jamais jusqu'au niveau du pouvoir chargé de l'exécution des loix. Tous les hommes, dans l'état, quel qu'en puisse être le rang, l'opulence, ou l'influence, sont convaincu immédiatement, que, de fait comme de nom, ils seront toujours *sujets* : & ils sont par-là même forcés d'aimer, de défendre & de faire valoir les loix, qui garantissent au sujet la liberté. On insistera dans la suite plus amplement sur cette observation.

A Dieu ne plaîse , cependant , que je veuille dire que le peuple anglais soit si fort réduit à l'inaction , qu'il ne puisse , dans un temps d'oppression , se choisir un défenseur ! Non j'ai voulu seulement dire que les loix d'Angleterre n'ouvrent aucune porte à ces accumulations de pouvoirs qui ont perdu tant de républiques ; qu'elles n'offrent à l'ambitieux aucun moyen de profiter de l'inadvertance , ou même de la reconnoissance du peuple ; pour s'en faire le tyran ; & que la force publique , dont le roi est dépositaire , tant que les choses restent dans le cours légal , est absolument inébranlable : ce qui , pour le dire en passant , lui est un motif bien puissant de n'en point sortir (1).

---

(1) Il y a plusieurs événemens dans l'histoire de l'Angleterre , qui mettent dans la plus grande évidence cette idée de la stabilité que le pouvoir d'une couronne peut donner à un état. Le premier qui se présente , c'est la facilité avec laquelle le grand duc de Malbourough , & tout son parti dans le royaume , furent dépourvus de leurs emplois. Annibal , dans des circonstances à-peu-près semblables , continua la guerre malgré le sénat de Carthage : César tint la même conduite dans les Gaules ; & lorsqu'enfin on lui ordonna expressément de résigner le commandement , il fit marcher son armée à Rome , & y établit le despotisme militaire. Mais le duc , quoiqu'entouré comme ces généraux , d'une armée victorieuse , & d'alliés , avec le secours desquels il continuoît une guerre remplie de succès , le duc , dis-je , n'hésita pas

de résigner la commission au premier ordre qu'il en reçut. Il avoit ses soldats absolument préoccupés en l'avantage du pouvoir contre lequel il se fût révolté, il connoissoit la profondeur des racines que le même préjugé avoit poussées dans les esprits de toute la nation, & que tout concouroit, dans le sein de cette nation, à soutenir ce pouvoir : il n'ignoroit pas, que la nature même des prétentions qu'il eût voulu faire valoir, eût immédiatement fait tourner contre lui tous ses officiers & capitaines ; en un mot, il voyoit que le bras de mer qu'il avoit à repasser, étoit le moindre obstacle qu'il eût rencontré.

Un autre événement dont je ferai mention ici, c'est celui de la révolution de 1689. Si la splendeur & le pouvoir si anciennement établi d'une couronne n'avoient pas, de longue main, détourné le peuple de penser à fixer les yeux sur quelques citoyens particuliers, s'ils n'avoient pas, en général, empêché tout individu dans l'état de parvenir à un certain degré de pouvoir & de grandeur, l'expulsion de Jacques II eut pu avoir des suites semblables à celles qu'eurent lieu à Rome après la mort de César.

---

## CHAPITRE II.

## CHAPITRE II.

*Conclusion du même sujet. Le pouvoir exécutif est plus aisément contenu lorsqu'il n'est qu'UN.*

UN autre grand avantage, & qu'on ne soupçonneroit point d'abord, dans cette unité du grand magistrat de l'Angleterre, dans cette réunion, & pour ainsi dire, dans cette conversation de toutes les branches du pouvoir exécutif, c'est la facilité de le limiter.

Dans les états où l'exécution des loix est confiée entre plusieurs mains, &, dans chacune, avec des titres & des prérogatives différentes, cette division, & la mobilité de mesures qui en est la suite, dérobent sans cesse la véritable cause des maux de l'état; &, dans l'éternelle variation des choses, aucun principe ne s'établit, & les meilleurs restent sans utilité.

Tantôt, ce sont des tribuns militaires, & tantôt des consuls : tantôt ce sont des praticiens qui envahissent tout, & tantôt ceux qu'on appelle nobles (1) : tantôt on est tyrannisé par des décemvirs, & tantôt par des dictateurs.

---

(1) Le point, d'être admissibles à tous les emplois publics, gagné enfin par les Plébéiens, ayant rendu vaine l'ancienne

La tyrannie, dans de tels états, ne renverse pas toujours les barrières, mais elle s'élance par dessus : lorsqu'on la croit bornée dans un lieu, elle reparoît tout-à-coup dans un autre : elle ne se joue pas des efforts du peuple comme invincible, mais comme inconnue : saisie avec les bras d'Hercule, elle échappe avec les ruses de Protée.

Mais, en Angleterre, l'indivisibilité de la force exécutrice des loix, & sa grandeur, ont toujours prévenu les erreurs du peuple, en dirigeant invariablement sa vue & ses efforts sur un seul & même objet ; & la permanence de ce pouvoir a donné de la permanence & de la régularité aux précautions prises pour le restreindre.

Constamment tournés vers cette forteresse antique du pouvoir royal, ils en font, depuis sept siècles, l'objet de leurs allarmes ; ils en confidèrent avec inquiétude toutes les parties ; ils en observent toutes les issues ; ils ont même percé

---

distinction entr'eux & les patriciens, il en résulta une union entre les grands plébéiens (*commoners*, ou membres des Communes), revêtus de ces emplois, & les anciens patriciens : de-là une nouvelle classe d'hommes, appelés *nobiles* & *nobilitas* ; noms par lesquels Tite-Live, après cette époque, distingue constamment les hommes & les familles qui furent à la tête de l'état.

la terre , pour en découvrir les souterrains & les voies secrètes.

Réunis pour la grandeur du danger , ils ont formé régulièrement leurs attaques ; ils ont établi , d'abord au loin , leurs ouvrages ; ils les ont ensuite rapprochés successivement ; & lorsque les barrières qu'ils avoient posées sont venues à être ébranlées par les efforts du dedans , ils les ont fortifiées par de nouvelles.

Après que la grande charte eut été établie , quarante confirmations successives vinrent à l'appui. L'acte de la pétition des droits , & celui de la seizième année de Charles I les suivirent. Quelques années après l'on vit s'établir l'acte d'*Habeas Corpus* ; & le bill des droits parut ensuite. Enfin , quelles qu'aient été les circonstances , ils ont toujours eu dans leurs travaux l'ineffimable avantage de connoître avec certitude le siège général des maux dont ils avoient à se défendre ; & chaque malheur , chaque éruption particulière , en indiquant un endroit foible , a procuré un nouveau rempart à la liberté.

Pour tout dire en deux mots , le pouvoir exécutif en Angleterre est redoutable , mais il avertit , & reste pour toujours le même : ses ressources sont vastes ; mais on les connoit : il a été fait l'attribut indivisible & inaliénable d'une seule

personne ; mais toutes les autres , de quelque ordre qu'elles soient , sont réellement intéressées à la contenir dans les bornes qui lui ont été posées (1).

---

(1) Ce dernier avantage de la grandeur & de l'indivisibilité du pouvoir exécutif , je veux dire , l'obligation où il met les plus grands personnages dans l'état , de faire sincèrement cause commune avec le peuple , sera discuté plus amplement dans la suite ; & l'on proposera alors au lecteur une comparaison plus particulière entre les formes de gouvernement anglaise & républicaine.

---

## CHAPITRE III.

*Second avantage. Division de la puissance législative.*

LA seconde singularité que l'Angleterre, comme ne formant qu'un seul état, & un état libre, offre dans sa constitution, c'est la division de la puissance législative. Mais, pour mieux faire sentir les avantages de cette division, je dois poser quelques principes.

Sans doute il est très-essentiel, pour assurer la constitution d'un état, d'y limiter le pouvoir exécutif; mais il l'est beaucoup plus d'y limiter le pouvoir législatif. Ce que celui-là ne fait que pas à pas (je veux dire, de renverser les loix), & par une suite plus ou moins longue d'entreprises, celui-ci le fait en un moment. Les loix n'ayant besoin, pour exister, que de sa volonté, il peut aussi les anéantir par sa volonté; &, si l'on veut me permettre l'expression, la puissance législative change la constitution, comme Dieu créa la lumière.

Pour rendre donc stable la constitution d'un état, il faut absolument y borner le pouvoir législatif. Mais, au lieu que le pouvoir exécutif

peut se borner, quoique réuni, & même ne se borne que mieux; le législatif, au contraire, pour pouvoir être borné, doit absolument être divisé. Car, quelques loix qu'il fasse pour se limiter lui-même, elles ne font jamais, par rapport à lui, que de simples résolutions; les points d'appui aux barrières qu'il voudroit se donner portant sur lui & dans lui, ne font pas des points d'appui. En un mot, on trouve, à arrêter la puissance législative lorsqu'elle est *une*, la même impossibilité qu'Archimède trouvoit à mouvoir la terre (1).

Et non-seulement la division de la puissance législative est capable de la limiter, en faisant de chaque partie le point d'appui qui doit arrêter les autres; mais elle la limite réellement. Si elle a été divisée en deux parties, il est probable qu'elles ne se réuniront pas toujours, soit pour faire, soit pour défaire: si on l'a divisée en trois parties; la chance, qu'il ne se fera aucun changement, se trouve extrêmement augmentée.

Il y a plus. Une sorte de point d'honneur s'introduisant naturellement entre les diverses parties du corps législatif, elles ne se proposeront mu-

---

(1) C'est qu'il manquoit d'un point d'appui pour y placer ses instrumens.

tuellement que des choses tout au moins justifiables, & les changemens très-nuisibles seront prévenus avant leur naissance.

Si les pouvoirs législatif & exécutif diffèrent si fort, quant à la nécessité d'être divisés pour être limités, ils ne diffèrent pas moins quant aux autres conséquences de la division.

La division du pouvoir exécutif introduit nécessairement des oppositions de fait, même des violences, entre les diverses parties ; & celle qui vient à bout de réunir à soi toutes les autres, se met incontinent au-dessus des loix. Mais l'opposition qui s'introduit, & qui, pour le bien des choses, doit s'introduire entre les diverses parties du corps législatif, n'est jamais qu'une opposition de principes & d'intentions ; tout se passe dans les régions morales ; & la seule guerre qui se fasse, est une guerre de volontés & de nolontés, de voix pour ou contre, de *oui* & *non*.

De plus, lorsque, par la sorte de victoire de l'une des parties, toutes se réunissent, c'est pour donner l'existence à une loi qui a une très-grande probabilité d'être bonne ; lorsque l'une d'elles succombe & voit sa proposition tomber, le pis qui en résulte est, qu'une loi ne se fait point dans un temps donné ; & il n'en coûte à l'état d'autre

sacrifice que celui d'un être de raison , d'une spéculation , plus ou moins utile , qui n'a pas eu son effet , mais qui pourroit l'avoir dans la fuite.

En un mot , l'effet de la division du pouvoir exécutif est , ou l'établissement plus ou moins prompt du *droit du plus fort* , ou une guerre continuelle (1) ; celui de la division du pouvoir législatif est , ou la vérité , ou le repos.

Règle générale , par conséquent : pour qu'un état soit stable , il faut que le pouvoir législatif y soit divisé : pour qu'il soit tranquille , il faut que le pouvoir exécutif y soit réuni.

Que si l'on avoit quelque doute au sujet des principes posés ci-dessus , on n'auroit qu'à jeter les yeux sur toute la suite des opérations de la législation en Angleterre , pour en trouver la démonstration. L'on verroit avec étonnement combien , depuis la *restauration* , c'est-à-dire , pendant un espace de plus de cent années , il y a eu

---

(1) On fait les hostilités fréquentes qui eurent lieu entre le sénat romain & les tribuns. En Suède il y a eu des contentions sans fin entre le roi & le sénat , dans lesquelles tantôt l'un , tantôt l'autre a emporté la balance. Et , en Angleterre , lorsque le pouvoir exécutif fut doublé , parce que le roi avoit laissé prendre au parlement une existence perpétuelle & indépendante , il s'ensuivit immédiatement une guerre civile.

peu de variation dans les loix du pays; bien que (& cette observation est importante) la législation ait été, pour ainsi dire, dans une action continuelle, (& ce que tout homme sans passion avouera) ait constamment procuré le bien public. Bien plus : si l'on excepte l'acte passé sous Guillaume III, qui rendoit les parlemens triennaux; & qui fut révoqué par un acte suivant, sous George I, qui les rendit septennaux, il n'y en a eu aucune, intéressant véritablement la constitution, qui ayant été faite depuis l'époque dont nous parlons, ait ensuite été annullée.

Si l'on compare une telle constance aux bouleversemens continuels de la législation de quelques anciennes républiques, à la folie de plusieurs des loix que l'on y portoit (1), & à la folie, plus grande encore, avec laquelle on y renversoit les loix les plus salutaires le lendemain du jour qui les avoit vu sanctionner : si l'on se rappelle les moyens extraordinaires auxquels la puissance législative, convaincue quelquefois qu'avec toute sa grandeur elle ne faisoit que se mieux exterminer elle-même, y étoit obligée d'avoir recours

---

(1) Les Athéniens, en d'autres loix, en avoient fait une qui défendoit d'appliquer à d'autres usages, qu'à l'entretien des théâtres & des spectacles, une partie des revenus publics.

pour se donner des entraves (1), l'on sera persuadé de l'incalculable avantage qu'a, à cet égard, la constitution de l'Angleterre (2).

Et cette division de la législation anglaise n'a été suivie d'aucune division de fait dans la nation : ce qui, en vérité, est une circonstance des plus heureuse. Chacune de ses parties constituantes possède assez de force pour faire respecter ses révolutions ; & cependant il n'en est point arrivé de division réelle dans les forces de l'état. Seulement une part, plus grande à proportion, de tout ce qui peut attirer la révérence du peuple, a été attribuée aux parties de la législation, dans lesquelles on ne pouvoit placer qu'un degré de

---

(1) Dans quelques anciennes républiques, pour rendre quelque loi permanente, on avoit défendu que personne n'en proposât la révocation sous peine de mort ; & ceux qui, pour le bien de l'état, dans une circonstance pressante, vouloient violer cette loi, comptant sur la compassion du peuple, paroïssent en public la corde au cou.

(2) Nous verrons dans la suite, que la vraie cause de l'uniformité & de la sagesse des opérations de la législation anglaise, c'est l'opposition qui heureusement a lieu entre les différentes vues & les différens intérêts des divers corps qui la composent : considération sans laquelle toutes les recherches politiques ne sont que des spéculations en l'air, & qui est la seule qui puisse conduire à des conclusions pratiques de quelque utilité.

confiance moindre que dans les autres; & les inégalités en fait de force réelle, qui ont eu lieu entr'elles, ont été composées par la magie de la dignité.

Ainsi le roi, qui seul forme une partie de la législation, a de son côté la majesté du titre royal: les deux chambres ne sont en apparence que des conseils entièrement dépendans de lui; elles ne s'assemblent, à ce qu'il paroît, que pour lui donner des conseils; & elles ne s'adressent jamais à lui que de la manière la plus grave & la plus respectueuse.

Mais comme les nobles, qui forment le second ordre de la législation, se trouvent n'avoir, & quant au poids réel, & quant au nombre, aucune proportion avec la totalité du peuple (1), ils ont

---

(1) C'est faute d'avoir bien considéré ce sujet, que Rousseau se recree quelque part contre ceux qui, parlant des Etats-Généraux de France, " osent appeler le peuple le *Tiers-Etat*." A Rome, où tout l'ordre que nous décrivons ici étoit inverse, où les faisceaux se baïssent jusqu'aux pieds du peuple, & où les tribuns, dont la fonction, semblable à celle du roi d'Angleterre, étoit de s'opposer à l'établissement de nouvelles loix, n'étoient qu'une espèce de magistrature subalterne; à Rome, dis-je, il s'en suivit desordres sur desordres. En Suède & en Ecosse avant l'union, des vices d'une autre nature prévalurent: dans le premier de ces royaumes, par exemple, un corps monstrueux de deux mille nobles subjuguait fréquemment le roi & le peuple.

d'un autre côté reçu tout l'éclat des honneurs personnels & d'un titre héréditaire.

De plus, l'étiquette donne à leur corps une grande supériorité sur celui des représentants du peuple. Ils sont la *Maison* haute ; & ceux-ci sont la *Maison* basse. Ils sont censés plus particulièrement le conseil du roi ; & c'est dans le lieu de leur assemblée qu'est son trône.

Lorsque le roi vient en parlement, c'est de la chambre des lords qu'il fait citer les Communes, & elles y comparoissent à la barre pour entendre sa déclaration. C'est encore auprès des lords comme auprès de leurs juges, que les Communes portent leurs diverses accusations. Lorsqu'ayant passé un bill, elles le leur envoient pour demander leur concurrence, elles députent toujours un certain nombre de leurs membres (1) : & eux-mêmes envoient les leurs par quelques-uns des assistants seulement de leur chambre (2). Lorsque les modifications, que l'une des chambres désireroit

---

(1) L'orateur de la chambre des pairs, qui est ordinairement le lord chancelier, doit descendre de son *sac de laine* pour venir recevoir le bill des Communes.

(2) Qui sont les douze grands juges, & les *Maîtres* de la chancellerie. L'étiquette règle aussi les égards avec lesquels deux d'entr'eux, qui sont députés pour porter un bill aux Communes, doivent le remettre.

apporter à un bill présenté par l'autre, rendent une conférence nécessaire, les députés de celle des Communes au comité, formé alors de membres de deux chambres, doivent y être découverts. Enfin les bills, où qu'ils aient reçu leur dernière sanction, doivent rester dans la chambre haute, pour y attendre le consentement royal.

De plus, les lords sont membres de la législation en vertu d'un droit inhérent à leur personne, & sentés assister en parlement pour leur propre compte & pour le soutien de leurs intérêts propres ; & ils ont, en conséquence, le privilège de donner leur suffrage par procuration (1), & d'entrer, c'est-à-dire, d'enregistrer un protest contre les résolutions de leur chambre. En un mot, cette partie de la puissance législative étant destinée à balancer souvent le pouvoir du peuple, ce qu'il n'a pu recevoir en force réelle, il l'a reçu en splendeur & grandeur extérieure ; & lorsqu'il ne peut résister par son poids, il en impose par son volume.

Enfin ces diverses prérogatives qu'accorde la

---

(1) Les membres de la chambre des Communes n'ont pas ce droit, parce qu'ils sont, eux-mêmes, procureurs pour le peuple. Coke Inst. IV. p. 41.

constitution, faites pour se balancer l'une & l'autre, intimément liées avec l'état, fleurissant & se flétrissant dans les différentes vicissitudes de la prospérité publique, quelques oppositions particulières qu'elles occasionnent, elles n'en sauroient produire aucune lorsqu'il s'agit du bien public clairement reconnu. Et lorsque, pour se rassurer contre l'incertitude, toujours si grande, de raisonnemens *à priori* sur des sujets tels que celui-ci, on jette les yeux sur les *débats* des deux chambres depuis une longue suite d'années, & qu'on voit quelles loix ont été proposées, quelles acceptées, quelles rejetées, & quelles raisons ont été alléguées de part & d'autre, on est convaincu de la bonté des principes sur lesquels a été formée la législation anglaise.

---

## CHAPITRE IV.

*Troisième avantage particulier ou gouvernement anglais. Le pouvoir de proposer des lois mis entre les mains du peuple.*

UNE troisième chose qu'il me reste à faire voir être particulière au gouvernement de l'Angleterre, c'est la manière dont il a réparti & réglé les fonctions des trois pouvoirs législatifs.

Si l'on y fait attention, on verra que dans toutes les anciennes républiques la fonction du peuple étoit d'*approuver* ou de *rejeter* ce qu'on lui propoisoit, & de donner aux loix la sanction finale. La sanction des personnes ou des corps chargés de l'exercice du pouvoir exécutif, étoit de préparer les loix & de les proposer; & ils avoient toujours, ce que j'appellerai l'*initiative*, c'est-à-dire, le pouvoir de mettre la puissance législative en mouvement (1).

---

(1) Ce pouvoir, de considérer & approuver préalablement les loix à proposer au peuple, étoit dans les premiers temps de la république romaine, constamment exercé par le sénat: les loix se faisoient *populi jussu, ex auctoritate senatus*. Même, dans les cas d'élections, il falloit première-

Cette *initiative*, ou ce droit exclusif de proposer dans les assemblées législatives, qui n'est attribué qu'aux seuls magistrats, est effectivement très-utile, peut-être même nécessaire, pour donner la permanence aux loix, comme aussi pour prévenir ces désordres & ces contentions à qui aura le plus de pouvoir, dont nous avons fait mention ci-devant : mais en examinant de près la chose, nous trouverons cet expédient suivi d'inconvéniens aussi grands que les maux auxquels on veut le faire servir de remède.

Il est vrai qu'au commencement ces magistrats,

ment l'approbation *l'auctoritas* du sénat à l'égard des personnes préposées pour avoir les suffrages du peuple. *Tum enim non gerebat is magistratum qui ceperat, si patres auctores non erant fuelli.* CIC. *pro Plantio*, 3.

A Venise, le sénat exerce un pouvoir semblable à l'égard du *grand-conseil*, ou de l'assemblée des nobles. Dans le canton de Berne, toutes les propositions doivent être discutées dans le petit conseil, composé de vingt-sept membres, avant que d'être mises devant son conseil des *deux-cent*, dans lequel réside la souveraineté de tout le canton. A Genève, la loi est "que rien ne sera traité dans le *conseil-général*,  
 „ ou assemblée des citoyens, qui n'ait été préalablement  
 „ traité & approuvé dans le conseil des *deux-cent*, & que  
 „ rien ne sera traité dans les *deux-cent*, qui n'ait été  
 „ auparavant traité & approuvé dans le conseil des *vingt-cinq*."

ou

ou ces corps, on a fréquemment recours à la puissance législative ; pour en obtenir telles branches du pouvoir dont ils n'oseroient se saisir de leur chef, ou pour lever tels obstacles à leur autorité naissante dont ils craignent de s'affranchir préremptoirement. Mais lorsque leur pouvoir a acquis un certain point de stabilité en même temps que d'étendue, les manifestations de la volonté législative n'étant plus que des entravés à son exercice, ils ne voient en elle qu'un ennemi qu'ils doivent bien se garder de réveiller. En conséquence ; ils convoquent l'assemblée le plus rarement qu'ils peuvent : lorsqu'ils le font, ils ont grande attention de ne rien proposer en faveur de la liberté ; bientôt même ils s'en dispensent tout-à-fait ; & le peuple après avoir ainsi perdu le pouvoir de soutenir légalement ses droits, est exposé au plus haut degré de ruine politique, à l'impuissance de les réclamer ; à moins de trouver quelques moyens indirects ; par lesquels ils puisse de loin à loin réveiller ses privilèges dormans : moyens qui peuvent se trouver, & être efficaces dans de petits états, où il est aisé de prendre des mesures qui répondent aux fins proposées ; mais dans les états d'une certaine étendue, on a toujours trouvé au bout qu'ils n'ont fait naître que d'autres abus, de la

*Tome I.*

P

même espèce que ceux qu'on avoit voulu prévenir.

Mais comme le principe capital de la constitution anglaise diffère totalement de celui qui forme la base des gouvernemens républicains, celle-là peut procurer au peuple des avantages auxquels ceux-ci ne sauroient atteindre. C'est le peuple, ou du moins ceux qui le représentent, qui ont l'*initiative*, c'est-à-dire, qui préparent les loix & qui les proposent. Et parmi les nouveautés que les politiques de l'antiquité pourroient trouver dans cette constitution, celle de voir la personne chargée du pouvoir exécutif faire ce qu'ils croyoient nécessairement le lot du peuple, & le peuple, ce qu'ils regardoient comme la fonction indispensable de ses magistrats, ne seroit sûrement pas celle qui les étonneroit le moins.

Je fais que l'on me fera l'objection, que le roi d'Angleterre pouvant dissoudre, ou même ne pas convoquer son parlement, a un droit qui, par le fait, se trouve être le même que celui que je dis si dangereux.

A cela je répons, qu'il faut combiner toutes les choses ensemble. Sans-doute, si le roi d'Angleterre eût pu exister dans son parlement, il y a long-temps qu'il se seroit dispensé de le convoquer ; & cette assemblée, ainsi que les assemblées

nationales de plusieurs états, n'existeroit que dans l'histoire.

Mais, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, les besoins de l'état, & ceux du souverain lui-même, le mettant dans la nécessité d'avoir fréquemment recours à son parlement; & c'est alors qu'on voit la différence qu'il y a, entre le droit de ne pas convoquer; lorsque la nature des choses oblige enfin à le faire; & celui, lorsqu'une assemblée est formée, d'être le seul qui y propose.

Dans le dernier cas, lors même qu'un prince, afin de garder les apparences, pourroit se résoudre à parler d'autre chose que ses besoins, ce seroit pour proposer, par manière d'acquit, le sacrifice de quelque prérogative dont il ne sauroit que faire, ou pour réformer quelque abus que son inclination ne le porteroit point à imiter; mais il se garderoit bien de toucher aux endroits que son ambition pourroit regarder comme délicats.

De plus, toutes ses commissions se faisant, ou paroissant se faire de son propre mouvement, & étant, en quelque façon, des effets de son zèle pour le bien public, tout ce qu'il feroit au-dessus de rien, ou tout au moins au-dessus de très-peu, seroit suivant lui des choses fort considérables, & pour lesquelles on devoit avoir beaucoup de

reconnoissance. Enfin, ce feroit à lui à pofer les modifications & les exceptions aux loix qu'il accorderoit; ce feroit encore lui qui en feroit les expreffions : il ne feroit pas raifonnable d'attendre qu'ils fe donnât de très-grands foins pour éviter les ambiguïtés (1).

Mais le parlement d'Angleterre n'est point, comme nous l'avons déjà dit, condamné à attendre patiemment, & en filence, les loix qu'on voudra bien lui propofer. A l'ouverture de chaque feflion, il prend lui-même en main le grand livre de l'état; il en ouvre toutes les pages, il en examine tous les articles.

Et il n'est pas fi preffé de finir. Lorsqu'il a découvert des abus, il recherche quelles en font les caufes : lorsqu'ils proviennent de la violation

---

(1) Dans l'origine de la chambre des Communes, les bills étoient préfentés au roi fous la forme des petitions. Celles auxquelles le roi avoit affenti, étoient couchées fur les rôles du parlement; avec fa réponfe; & à la fin de chaque parlement les juges les réduifoient en *statuts*. Divers abus s'étant gliffés dans fes opérations, il fut ordonné que les juges formeroient le *statut* avant la fin de la feflion. Enfin cela n'ayant pas fuffi, les bills furent introduits dans la forme qu'ils ont aujourd'hui, c'est-à-dire, que c'est chaque chambre qui drefle le *statut* elle-même, dans la forme, & dans les termes qui doivent fubfifter après qu'il a eu l'affentiment royal.

des loix, il les raffermir : lorsqu'ils viennent de leur imprévoyance, il y pourvoit par de nouvelles (1).

Le grand objet, surtout des subfides, n'est

---

(1) Jamais assemblée populaire ne posséda le privilège de déterrer, approfondir, & proposer quelque nouvelle mesure à prendre comme l'ont les Communes en Angleterre. En France, lorsqu'il étoit permis à leurs Etas-Généraux de s'assembler, on voit peu d'égards à leurs *remontrances*; & quant aux états particuliers des provinces, à peine osoient-ils en faire. En Suède, le pouvoir de proposer des nouveautés appartenoit dernièrement à une assemblée appelée le *Comité secret*, composée des nobles & de quelques ecclésiastiques; aujourd'hui il appartient au roi. En Ecosse, jusqu'à l'*Union*, toutes les propositions mises devant le parlement étoient conques par des personnes appelés les *lords des articles*. Quant à l'Irlande, tous les bills, préparés par le roi, dans son conseil privé, sont proposés au parlement par le lord lieutenant, pour être approuvés ou désapprouvés : seulement il leur est permis de discuter entr'eux ce qu'ils appellent les *chefs d'un bill*, qu'on prie ensuite le lord lieutenant de faire parvenir au roi, qui en tire les clauses qui lui conviennent, ou qui met de côté le tout, sans être tenu d'y donner tôt ou tard une réponse précise. Et pour ce qui est des gouvernemens républicains, jamais les magistrats n'y sont contents, qu'ils ne se soient emparés en entier du privilège important de *proposer* : & il ne faut pas croire que ce soit uniquement l'effet de leur ambition; c'est aussi la conséquence de la situation où ils se trouvent, d'après les principes mêmes de cette forme de gouvernement.

P iij

point, suivant lui, une chose sur laquelle il faille si fort se hâter : il est le seul juge de leur quantité, ainsi que de la manière & des moyens de les lever ; & il ne se détermine, à cet égard, que quand il voit toutes les sûretés du sujet solidement établies. En un mot, la *législation*, dans un tel état des choses, n'est point un contrat *gratuit*, & où le peuple soit obligé de prendre ce qu'on lui donne, & comme on lui donne : c'est un contrat par lequel il achète & paie, & dont il prescrit les conditions & fournit lui-même les termes.

Ce n'est pas tout. Le parlement anglais a donné une plus grande étendue encore à ses prérogatives sur ce sujet important. Non-seulement il s'est assuré le droit de proposer les loix, & la correction des abus, il a porté aussi le pouvoir exécutif à renoncer à toute prétention de faire la même chose. C'est même une règle constante, que ni le roi, ni son conseil privé, ne peuvent faire des changemens aux bills proposés par les deux chambres ; & le roi doit purement & simplement les approuver ou rejeter : précaution qui, pour peu qu'on y fasse attention, paroîtra avoir été nécessaire pour donner aux délibérations une liberté & une régularité complètes (1).

---

(1) Il est vrai que le roi envoie de temps-en-temps des

J'avoue qu'il paroît très-naturel, dans la formation d'un état, de confier l'opération si importante, de préparer & de proposer des loix, à ceux dont les emplois & l'expérience doivent avoir consommé la sagesse. Mais la pratique a malheureusement démontré, que les grandes affaires meurissent moins la tête, qu'elles ne corrompent le cœur; & il s'est trouvé que l'effet d'une précaution, qui paroît d'abord dictée par la prudence même, est de mettre le peuple, par rapport à une chose qui intéresse tant son salut, sur la défensive la plus défavorable, & de le livrer

---

messages à l'une ou l'autre des chambres; & personne, je pense, ne voudroit qu'il n'y eût aucune correspondance entre lui & son parlement : mais ces messages sont toujours exprimés en termes généraux; ils ne sont faits que pour engager la chambre à aviser sur certains sujets; il n'y est pas question d'articles ni de clauses particulières; les Communes ne sont point obligées de déclarer formellement, dans un temps fixé, qu'elles acceptent ou rejettent la proposition du roi; en un mot, la chambre en agit à l'égard de ces messages, comme elle fait à l'égard des pétitions présentées par des simples particuliers. L'un ou l'autre membre ouvre l'avis sur le sujet exprimé dans le message du roi; on forme un bill de la manière usitée, il peut tomber chaque fois qu'il paroît sur la scène; & ce n'est jamais la proposition de la cour, mais l'avis de quelques-uns des membres de la chambre, que celle-ci discute, & qu'elle adopte ou rejette finalement.

aux agressions continuelles de ceux qui joignent, aux plus grandes tentations de le tromper, les plus grands moyens d'y réussir,

Si l'on jette les yeux sur l'histoire des anciens états, dans les temps où le pouvoir exécutif, y étant encore dans la dépendance, étoit obligé de recourir souvent à la puissance législative, on verra, presque continuellement, celle-ci interrogée & dirigée par ceux qui ne vouloient que la conduire au précipice, ne se mouvoir que pour faire des plaies à l'état.

Et ces hommes, sur la sagesse desquels la loi avoit d'abord si fort compté, en vinrent à la fin au point de perdre tellement toute pudeur, que, quand les argumens ne suffirent plus, ils recoururent à la force; les assemblées législatives devinrent des champs de bataille, & leur puissance une vraie calamité.

Je sens très-bien au reste, que la différence des circonstances empêcheroit que les choses prissent en Angleterre une aussi funeste tournure (1). Mais, d'un autre côté, qu'on se rappelle que la

---

(1) J'entends particulièrement ici la circonstance où se trouve le peuple, d'avoir délégué tout son pouvoir à des représentans. Les conséquences de cette institution seront discutées dans le chapitre suivant.

personne qui y est chargée du dépôt du pouvoir exécutif, réunit en elle toute la force & toute la majesté publique. Qu'on se représente le grand & unique magistrat de la nation, poursuivant la fonction des loix qu'il auroit proposées, avec la vivacité de ses intérêts, qui sont toujours si grands, avec la chaleur de l'orgueil monarchique, qui ne veut point essuyer de refus, & en déployant toute l'immensité de ses ressources.

Il étoit donc absolument indispensable que les choses fussent ordonnées en Angleterre comme elles le sont. Si les ressorts moteurs du pouvoir exécutif sont entre les mains du roi un dépôt sacré, ceux du pouvoir législatif sont entre les mains des deux chambres un dépôt qui ne l'est pas moins; dès qu'il est question de les mettre en mouvement, le roi est frappé, à son tour, de la même immobilité où tous les autres doivent se tenir, dès qu'il est question de ses propres prérogatives : lorsqu'il est en parlement, il a laissé sa puissance à la porte, & il n'a que son organe pour pouvoir dire *oui*, ou *non*. Si une masse, telle que la puissance royale, avoit pu s'agiter dans le corps législatif, elle l'auroit incontinent bouleversé.

## CHAPITRE V.

*Où l'on examine s'il seroit avantageux à la liberté publique, que tout le corps du peuple donnât des suffrages pour faire passer les loix.*

MAIS dira-t-on, quelle que soit la sagesse des loix d'Angleterre, quelles que soient leurs précautions par rapport à la sûreté du particulier, le peuple, ne les y sanctionnant pas expressément lui-même, ne fauroit être regardé comme un peuple libre. L'auteur du *Contrat social* va même plus loin, il décide que « le peuple anglais qui pense être libre se trompe fort ; il ne l'est pendant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien (1). ».

Avant de répondre à cette objection, j'observerai que le mot *liberté* est un de ceux dont on a le plus abusé.

Ainsi, à Rome, où le petit nombre, qui étoit réellement maître de tout, sentoît qu'une autorité

---

(1) *Contrat Social*, Chap. XV.

légitime, entre les mains d'un seul, mettoit fin à ses tyrannies, il faisoit accroire au peuple, que, pourvu que ceux qui les faisoient mourir militairement, qui les accabloient de misère & d'insultes, s'appelassent *consules, dictatores, patricii, nobiles*, en un mot, de tout autre nom que de l'épouvantable nom de *rex*, ils étoient libres, & qu'une aussi précieuse situation méritoit qu'ils souffrissent tout pour la conserver.

C'est encore ainsi que des auteurs ont écrit de nos jours : séduits par une admiration peu réfléchie pour les gouvernemens de l'antiquité, peut-être encore par le plaisir de contraster fortement dans la *lie* de nos temps modernes, ils n'ont su voir de modèle que dans l'institution de Sparte ou de Rome. Suivant eux, la seule affaire du citoyen est d'être *sans-cesse assemblé sur la place*, ou de *marcher au combat* : être *vaillant, endurci aux travaux, dévoré d'un ardent amour de la patrie* (qui n'est au fond que l'ardent désir de nuire aux autres hommes, en faveur de la société dont on est membre), & d'un *ardent amour de la gloire* (1), (qui n'est encore que l'ardent désir de les massa-

---

(1) Je prends ces mots dans le sens qu'on leur donnoit dans les anciennes républiques, & que leur donnent ceux qui nous en parlent.

crer, pour s'en vanter ensuite) leur ont paru être les seules choses par lesquelles l'homme social méritât d'être estimé : & prodigant, pour appuyer de telles idées, des expressions exagérées, par conséquent dispensées d'être exactes, & les mots jamais infinis de *lâcheté*, d'*avilissement*, de *grandeur d'ame*, de *vertu*, il ne nous ont jamais dit la seule chose qui méritât d'être dite : savoir, si l'on étoit heureux dans ces états qu'ils nous exhortoient d'imiter.

Et tandis qu'ils méconnoissoient ainsi le seul but raisonnable des sociétés, ils n'ont pas moins méconnu celui de la règle qui devoit les diriger. Ils ont été satisfaits lorsqu'ils ont vu le petit nombre qui décidoit réellement de tout, s'acquiescer, de temps en temps, de la cérémonie illusoire de convoquer le grand pour paroître le consulter : & , donner son suffrage, quel que fût le désavantage de la forme, quelqueinexécutede même que fût la loi qu'on prétendoit faire en commun, leur a paru être la liberté.

Mais ces auteurs ont raison : celui qui contribue, par son suffrage, à la sanction des loix, a fait lui-même la loi ; en y obéissant il s'obéit à lui-même ; il est donc libre. Jeu de mots, & rien de plus. Celui qui a voté dans une assemblée législative populaire, n'a pas fait la loi ; il n'y a

contribué , ou paru contribuer ; que pour sa millième , ou même sa dix-millème partie ; il ne lui a été permis , ni d'objecter , ni de discuter , ni de proposer de tempérament ; & il n'a pu dire que *oui* ou *non*. Lorsqu'une loi passe conformément à son suffrage , ce n'est point à ce suffrage qu'il doit de voir sa volonté réussir , c'est parce que d'autres ont occasionnellement voulu comme lui : lorsqu'une loi contraire à ses intentions est sanctionnée , il faut tout de même qu'il s'y soumette.

Il y a plus : lors même qu'on supposeroit , que donner son suffrage constitue nécessairement la liberté , cette liberté ne peut jamais durer qu'un instant , après lequel il faut absolument s'en remettre à la discrétion d'un autre , c'est-à-dire donc , n'être plus libre. Il faut , par exemple , que le citoyen qui a donné son suffrage , s'en rapporte à la bonne foi de celui qui les recueille ; & c'est plus d'une fois qu'on a vu s'en faire de fausses déclarations.

Il faut encore qu'il s'en rapporte à quelqu'un , pour l'exécution des choses qu'on vient de résoudre : & lorsque l'assemblée sera séparée , & qu'il se trouvera seul , vis-à-vis de ceux qui ont le dépôt de la force publique , vis-à-vis du consul , par exemple , ou du dictateur , il sera très-peu

en sûreté, s'il n'a que celle d'avoir contribué; par son suffrage, à une loi dont ils ont résolu de se moquer.

Qu'est-ce dont que la liberté? La liberté; répondrai-je, autant qu'elle peut se trouver dans une association d'êtres, dont les intérêts sont presque toujours opposés, consiste en ce que *chacun, lorsqu'il respecte la personne des autres, & qu'il les laisse jouir tranquillement des fruits de leur industrie, soit sûr de jouir, à son tour, des fruits de la sienne, & que sa personne soit en sûreté.* Mais contribuer par son suffrage à établir cet ordre, cet enchaînement, au moyen duquel un homme noyé; pour ainsi dire, dans la foule, est sûrement protégé; indiquer les règles que doit suivre celui qui, muni d'une force considérable, est chargé de la défense des individus; pourvoir à ce qu'il ne les passe point : ce sont là les fonctions, les actes du gouvernement, & point du tout des parties qui constituent la liberté.

Pour tout dire en deux mots : contribuer, par son suffrage, à la sanction des loix, c'est avoir une portion quelconque de puissance, mais dans l'exercice de laquelle, encore une fois, on est très-éloigné de voir toujours sa volonté réussir. Vivre dans un état où les loix sont égales pour tous, & sûrement exécutées (quels que soient les

moyens par lesquels on parvienne à ces avantages), c'est être libre.

Soit : nous convenons que donner son suffrage n'est pas la liberté, mais un moyen de l'établir, moyen même qui peut dégénérer en une simple formalité : nous convenons, de plus, qu'il est possible qu'il en existe d'autres, & que, décider qu'un état, de la constitution & de l'administration intérieures duquel on n'a aucune connoissance, est un pays où le peuple est esclave, n'est rien, n'est plus, uniquement parce qu'on n'y retrouve pas les *comices* de l'ancienne Rome, est une décision certainement précipitée. Mais, d'un autre côté, il nous paroît que la liberté seroit beaucoup plus complète, si tout le peuple étoit expressément appelé à dire son avis sur les règles qui doivent l'établir; & que les loix d'Angleterre, par exemple, si elles se faisoient par le suffrage de tous, seroient plus sages, plus équitables, & surtout plus sûrement exécutées. Pour cette objection, comme elle est tout au moins spécieuse, j'entreprendrai d'y répondre.

Si, dans une association quelconque d'hommes, il pouvoit n'être question que d'établir une fois ce que chacun doit aux autres & à l'état; si ceux qui sont chargés de pourvoir à l'exécution de toutes ces choses n'avoient ni une ambition, ni,

en général, des passions qu'un tel emploi excitât & donnât le moyen de satisfaire; en un mot, si, ne regardant leur fonction que comme une tâche pénible, ils n'étoient jamais tenté de s'écarter de l'intention de ceux qui les ont proposés; j'avoue qu'alors il pourroit n'y avoir pas d'inconvénient à ce que chacun se donnât le plaisir de prendre une petite part au gouvernement de la société dont il est membre : ou plutôt je me trompe; dans une telle société, & parmi de tels êtres, il n'y auroit pas besoin de gouvernement.

Mais l'expérience nous apprend qu'il faut bien d'autres précautions pour obliger les hommes à être justes les uns envers les autres : & c'est, dans les principes même que l'on peut prendre à cet égard, qu'est la source la plus féconde des maux qu'on se propose de prévenir. Ces loix qui devoient être égales pour chacun, ne parlent bientôt plus que suivant que le dicte l'intérêt de ceux qui en sont les dépositaires : instituées pour la protection de tous, elles ne défendent bientôt plus que les usurpations de quelques-uns; & le peuple continuant à les respecter, tandis que ceux qui en sont les gardiens les comptent pour peu, elles n'ont à la fin d'autre effet que de compenser l'inégalité des forces réelles dans le petit nombre de ceux qui sont de concert à se mettre à la tête

tête de la société, & de rendre régulière & sans péril la tyrannie que ce petit nombre exerce sur le grand.

Remédier donc à des maux qui sont une suite nécessaire de la nature des choses, obliger ceux qui sont en quelque façon les maîtres de la loi à s'y conformer, rendre sans effet la conspiration sourde, puissante & sans cesse active de ceux qui gouvernent ; voilà ce qui exige des lumières & un esprit de persévérance, qu'il ne faut point attendre de la multitude.

La plus grande partie de ceux qui la composent, distraits par les besoins plus pressans de la subsistance, n'ont ni le loisir, ni même, par l'imperfection de leur éducation, les connoissances nécessaires à de tels soins. La nature, d'ailleurs, avare de ses dons, n'a donné qu'à une petite portion d'hommes une tête capable des calculs compliqués d'une législation : & comme le malade se confie à un médecin, le plaideur à un avocat ; de même, le très grand nombre des citoyens doit se confier à ceux qui sont plus habiles qu'eux, pour l'exécution de choses qui, en même temps qu'elles les intéressent si essentiellement, requièrent tant de qualités pour les bien faire.

A ces raisons, déjà si fortes, il s'en joint une autre, s'il se peut, plus décisive. C'est que la

*Tome I.*

Q

multitude, par cela seul qu'elle est une multitude, est incapable d'une résolution réfléchie.

Ceux qui font partie d'une assemblée du peuple, n'y sont excités par aucune vue nette & précise d'un intérêt présent & personnel. Se voyant, d'ailleurs, confondus dans la foule de ceux qui sont appelés à faire la même fonction; sachant que leur résolution ne changera rien à la résolution générale, & que, de quelque côté qu'ils se jettent, le résultat fera le même, ils n'entreprennent point d'étudier en quoi les choses qu'on leur propose s'accordent avec la totalité des loix existantes ou avec les circonstances; parce qu'on n'entreprend point un très-grand travail, lorsqu'on est sûr qu'il ne produira aucun effet.

C'est cependant avec ces dispositions, & chacun se confiant sur tous, que l'assemblée se forme. Mais, par une suite de ce que très-peu ont réfléchi sur ce qui doit en faire l'objet, très-peu y portent d'avis, ou du moins d'avis à eux & auquel ils tiennent. Comme il faut cependant prendre un parti, la plupart se décident par des raisons dont ils rougiroient de se payer dans des occasions bien moins sérieuses : un spectacle inutile, un changement dans le lieu de l'assemblée, un mouvement, une rumeur, sont, dans l'indécision générale, la raison suffisante de la déter-

mination du grand nombre (1); & de l'aggrégation de volontés, formées sans connoissance de cause & sans réflexion, se forme une volonté totale qui est aussi sans réflexion.

Si, au milieu de tous ces désavantages, l'assemblée étoit laissée à elle-même, & que personne n'eût intérêt de la rejeter dans l'erreur, le mal, quoique très-considérable, ne seroit cependant pas extrême; parce qu'une telle assemblée n'étant jamais appelée à se décider que sur le *oui* ou sur le *non*, c'est-à-dire, n'ayant jamais que deux partis à prendre, il y a chance égale pour chacun d'eux; & on pourroit du moins espérer, que de deux fois l'une elle rencontreroit le bon.

Mais la ligue de ceux qui ont part à l'autorité, ou à ses avantages, ne reste pas ainsi dans l'inaction. Ils veillent tandis que le peuple dort: uniquement occupés de leur pouvoir, ils ne respirent que pour l'augmenter: profondément versés dans les affaires, ils voient d'un coup d'œil toutes les conséquences des choses; & disposant des ressorts du gouvernement, ils font naître à leur

---

(1) On peut voir dans l'histoire du peuple romain, de quelle importance il étoit de l'assembler dans un lieu plutôt que dans l'autre: il désapprouvoit hors des murs, par exemple, ce qu'il approuvoit lorsqu'il voyoit le Capitole.

gré tous les incidens qui peuvent influer sur l'esprit d'une multitude qui n'est point sur ses gardes, & qui attend que quelque chose la décide.

Ce sont eux qui convoquent l'assemblée & qui la dissolvent; ce sont eux qui lui proposent, & qui la haranguent. Habiles à profiter de tout, ils se servent également de la docilité du peuple pendant la calamité publique, & de son inconsideration dans un temps de prospérité. Lorsque les choses prennent une tournure contraire à leurs espérances, ils le congédient. Lui faisant plusieurs propositions à la fois, & qu'il faut accepter *en bloc*, ils cachent ce qui va à leurs vues particulières, ou le colorent, en le joignant à des choses qu'ils savent devoir frapper agréablement le grand nombre (1). Présentant, dans leurs discours, des raisonnemens & des faits qu'on n'a

---

(1) C'est ainsi que le sénat s'attribua à Rome le pouvoir des impositions. Il promit, lors de la guerre contre les Veïens, de donner une paie aux citoyens qui s'enrôleroient, & pour cela il établit un tribut. Le peuple, uniquement frappé de l'avantage actuel de ne pas servir à ses dépens, fut transporté d'une telle joie, qu'il s'assembla en foule devant la porte du sénat, & prenant les mains des sénateurs, il les appeloit ses pères. *Nihil acceptum unquam a plebe, tanto gaudio traditur; concursus itaque ad curiam esse, prehensurasque exeuntium manus, patres vere appellatos, &c.* Tit. Liv. Lib. IV.

point le temps de vérifier, ils jettent dans des erreurs lourdes, & cependant décisives; & les lieux communs de la rhétorique, aidés de leur influence personnelle, leur suffisent pour entraîner la majorité des suffrages.

D'un autre côté, le petit nombre de ceux, car enfin il s'en trouve, qui, ayant réfléchi sur l'objet en question, voient les conséquences du pas qu'on va faire, perdu dans la foule, ne peut faire entendre sa faible voix au milieu de l'acclamation universelle. Il n'est pas plus le maître d'arrêter le mouvement général, qu'un homme, au milieu d'une armée qui est en marche, n'est le maître de ne pas marcher: en attendant, les suffrages se donnent; une pluralité se déclare; on l'appelle la volonté de tous: & elle n'est, dans le fond, que l'effet de la ruse de quelques ambitieux qui rient en secret.

---

(1) Je pourrois confirmer tout cela par une foule d'exemples tirés de l'histoire ancienne: mais qu'il me soit permis de n'en emprunter que de ma patrie, & *celebrare domestica facta*: il n'y en a point qui prouvent mieux ce que je me propose ici. A Genève on fit en 1707 une loi que l'on y tiendrait tous les cinq ans une assemblée générale du peuple, où l'on traiteroit des affaires de la république; mais les magistrats, qui redoutoient ces assemblées, ne tardèrent pas d'obtenir des citoyens la révocation de cette loi; & la première résolution que prit le peuple, dans la première de ces assemblées, en 1712, fut de les abolir pour

En un mot, ceux qui connoissent l'intérieur des républiques, & en général la manière dont les choses se passent dans les très-grandes assemblées, conviendront que le petit nombre qui est réuni, qui agit, & qui est vu, a un tel avantage vis-à-vis du grand nombre qui a les yeux tournés sur eux & qui est sans union, que même

toujours. Le profond secret avec lequel les magistrats préparèrent la proposition qu'ils vouloient faire de cette abolition, & la manière imprévue dont on la fit connoître aux citoyens; lors, seulement, qu'assemblés ils furent requis de la passer aux voix, n'ont pu qu'imparfaitement justifier cette étrange détermination du peuple; & la consternation qui faisoit toute l'assemblée lorsqu'on proclama le résultat des suffrages, confirme l'opinion où sont bien des gens, que l'on eut recours alors à la fourbe. Ce mystère d'iniquité a été tenu secret jusqu'à ce jour : mais l'opinion commune, qui a été adoptée par Rousseau dans ses *Lettres de la montagne*, est que les magistrats avoient instruit les secrétaires, à l'oreille de qui les citoyens devoient donner de *voix basse* leurs suffrages, de manière que, lorsqu'un citoyen disoit *approbation*, il étoit censé approuver la proposition des magistrats; & lorsqu'il disoit *réjection*, il étoit supposé rejeter les *assemblées périodiques*.

En 1738 les citoyens donnèrent force de loix à un petit code de quarante-quatre articles, entre lesquels une seule ligne les oblige pour toujours d'élire leurs quatre *Syndics*, c'est-à-dire, les chefs du conseil des vingt-cinq, d'entre les membres seulement de ce conseil : or, avant ce temps, leur choix étoit illimité. Ce fut alors aussi qu'ils laissèrent glisser dans la loi dont j'ai fait mention dans une note (*ci-dessus*

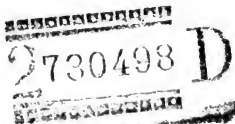
avec une adresse médiocre, ils sont toujours les maîtres des résolutions ; que par une suite de la nature même des choses, il n'est pas d'ineptie à laquelle on ne puisse faire assentir un grand assemblée d'hommes ; & que des loix seroient plus sages, & plus probablement dirigées à l'avantage de tous, d'être faites en jetant au sort, avec des dez, que par les suffrages d'une multitude.

---

pag. 204.) le mot *approuvé*, transcrit d'un autre code, & la conséquence de cela fut de rendre les magistrats maîtres absolus de la législation.

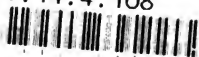
C'est ainsi que les citoyens, dépouillés successivement de tous leurs droits *politiques*, ne conservèrent guère plus que le plaisir d'être appelés une *assemblée souveraine* quand ils s'assembloient, (idée qui entretenoit pourtant parmi eux un esprit de résistance qu'il eut été dangereux aux magistrats de trop provoquer), & le pouvoir, au moins, de *refuser* d'élire les quatre *Syndics*. C'est sur ce seul privilège que les citoyens firent, il y a quelques années, leur dernier effort ; & un concours singulier de circonstances ayant heureusement excité & conservé parmi eux un esprit peu commun d'union & de persévérance, ils réussirent enfin, en grande partie, à réparer les torts qu'on les avoit induits à se faire à eux-mêmes depuis deux cent ans & plus. (Un changement total s'est depuis ce temps-là opéré, par des forces étrangères, dans le gouvernement de la république (en 1782) ; c'est pourquoi ce n'est pas ici le lieu de faire quelque observation.)

*Fin du Tome premier,*





B. 14.4.108



BNCF

2720498 D